

Fondée en 1950, l'AIU est une Association mondiale d'établissements d'enseignement supérieur et d'associations d'universités. Elle compte des Membres institutionnels et organisationnels dans plus de 130 pays qui se réunissent pour mettre en place une réflexion et des actions sur des thématiques communes.

L'AIU établit des partenariats avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales, régionales et nationales actives dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elle met tout en œuvre pour **la création et consolidation d'une communauté mondiale de l'enseignement supérieur.**



**AGENDA POUR LE
DEVELOPPEMENT DE
L'APRES 2015**

**MAIS OÙ
DONC EST
L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ?**



SOMMAIRE

- 2 APPELS DE L'AIU
- 2 DATES IMPORTANTES: A NOTER DANS VOS AGENDAS !
- 3 GMA 6 DE L'AIU
- 4 CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU
- 6 PROJETS ET ACTIVITÉS DE L'AIU
 - 6 Internationalisation
 - 9 Travail de l'AIU en matière d'éthique
 - 10 L'enseignement supérieur pour le développement durable
 - 11 Programme LEADHER et projets sélectionnés
 - 13 Approches innovantes et de la formation doctorale, en Afrique en particulier
- 14 COOPÉRATION ET RÉSEAUTAGE DE L'AIU
 - 14 L'AIU prend part à un projet portant sur « Les nouveaux modèles de financement de l'ES suite à la crise »
 - 15 L'AIU au sein du groupe d'experts internationaux et interdisciplinaires du Conseil de Europe pour l'élaboration de directives sur les compétences pour la démocratie et le dialogue interculturel
 - 16 L'AIU impliquée dans l'étude mondiale sur l'état de l'enseignement supérieur pour le développement durable
- 17 NOUVELLES DES MEMBRES DE L'AIU
- 18 ENGAGEZ-VOUS AVEC L'AIU !
- 19 DOSSIER THÉMATIQUE
MAIS OÙ DONC EST L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS L'AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'APRÈS 2015 ?
Ce dossier présente des articles de: l'AIU, l'UNU, Japon, l'UNESCO, Chaires UNESCO, ACU, Royaume-Uni, Afrique du Sud, Kenya, Nuffic, ProSPER.Net, RCE Chine, UDUAL, Mexique, Equateur, Allemagne
- 44 NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU ET NOUVELLES PUBLICATIONS REÇUES
- 48 CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

MESSAGE DE LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE



LES CONFÉRENCES MONDIALES ORGANISÉES PAR L'UNESCO ET D'AUTRES AGENCES DES NATIONS UNIES DEVIENNENT SOUVENT DES POINTS DE RÉFÉRENCE DANS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE VISION, d'une nouvelle dynamique et d'un nouvel élan dans un secteur spécifique. L'AIU espère que la Conférence 2014 de l'UNESCO sur

l'éducation pour le développement durable prévue à Nagoya, au Japon, marquera un tournant dans les efforts visant à transformer l'ensemble des actions éducatives afin qu'elles contribuent pleinement au développement durable.

Le secteur probablement le plus à même d'atteindre les objectifs de l'Agenda pour le développement pour l'après 2015 (quelle qu'en soit leur nature) n'est autre que l'éducation. L'éducation étant un continuum, l'enseignement supérieur, qui repose sur la recherche et influe sur tous les autres niveaux d'éducation, est d'une importance capitale. Comme mentionné dans la série d'articles qui constitue le 'Dossier thématique', la complexité et l'interdépendance des problèmes qu'il faut résoudre simultanément impliquent des travaux de recherche et le développement de nouveaux programmes d'études basés sur les valeurs, qui soient davantage inter-ou-multidisciplinaires, plus adaptés au contexte et plus pertinents, plus responsables socialement et davantage tournés vers l'avenir.

Ces défis seront particulièrement durs à relever, et comme le confirment certains scientifiques de renom et autres dirigeants traditionnels dans le monde, si nous ne changeons pas profondément nos modes de vie, nos modes de consommation et nos rapports aux autres et à la nature, nous n'atteindrons pas 'L'avenir que nous voulons'.

Pourquoi devons-nous poser la question 'Où est l'enseignement supérieur' à la lecture des premières versions de l'Agenda pour l'après 2015? Pourquoi la voix des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur, des chercheurs, des étudiants et des enseignants n'est-elle pas plus écoutée durant le processus d'élaboration? Plus important encore, que pouvons-nous faire pour nous faire entendre? Quelles seront les conséquences si nous n'y parvenons pas? Quelles histoires souhaitons-nous partager? Et enfin, comment les résultats tirés de cette conférence mondiale de l'UNESCO en matière d'éducation s'inscrivent-ils dans le nouvel agenda de développement afin de permettre aux gouvernements, à la société civile, à l'industrie et aux établissements d'enseignement supérieur d'œuvrer de concert pour trouver des solutions durables?

Toutes les activités de l'AIU sont conçues pour aider à répondre à ces questions et à d'autres questions connexes. Nos déclarations de principe sur la promotion du développement durable (Kyoto en 1993 et Iquitos en 2014) articulent une partie des réponses, et indiquent sans ambiguïté que 'seul l'engagement total de l'enseignement supérieur dans l'Agenda post-2015 permettra de créer les conditions intellectuelles, économiques et environnementales indispensables à la construction d'un avenir durable pour tous'. Les conférences internationales de l'AIU sur l'enseignement supérieur et le développement durable (ESDD) (Prague en 2003 et Iquitos en 2014) réunissaient des leaders d'opinion et des militants internationaux qui s'engagent à transformer l'enseignement supérieur pour qu'il soit plus en phase avec les impératifs liés à la durabilité. Enfin, et sur un plan plus 'durable', le Portail ESDD, qui est une plateforme proposée à tous les individus, réseaux, associations et autres groupes pour leur permettre d'apprendre des uns des autres et de partager leurs réalisations dans l'intérêt de tous, est un instrument clé que l'Association a mis en place pour faire en sorte que l'enseignement supérieur contribue encore davantage au développement durable dans le monde.

J'espère que vous trouverez ces articles intéressants, que vous partagerez avec nous vos propres initiatives visant à promouvoir tous les aspects du développement durable et que vous prendrez également note des autres activités de l'AIU, notamment les préparations de sa prochaine Conférence internationale qui se tiendra dans un an à l'Université de Sienne, en Italie, sur le thème: *L'internationalisation de l'enseignement supérieur: aller au-delà de la mobilité.*

Eva Egron-Polak

Les opinions exprimées dans les articles de **AIU Horizons** sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Association internationale des Universités.

Illustration de couverture:
Gauche: logo WCESD, pour Nagoya, Novembre 2014
Centre: shutterstock/violetkaipa
Droite: Participants à la GMA5, RU, 2013

AIU Horizons 20.3 – À la une

P19

DOSSIER THÉMATIQUE : AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'APRÈS 2015 – MAIS OÙ DONC EST L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ?

Constitué d'une série de 17 documents rédigés par des experts de toutes les régions du monde, ce dossier thématique explore un éventail de perspectives sur ce qu'est et devrait être le rôle de l'enseignement supérieur dans le programme pour le développement pour l'après 2015.



P3

L'INNOVATION SOCIALE: DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR – 6^e Réunion Mondiale des Associations (GMA 6), 7 et 8 mai 2015, Montréal, Canada

Les associations d'Universités du monde entier sont invitées à prendre part à cette 6^e édition du GMA de l'AIU qui les invite à s'interroger sur la façon dont les EES sont impliqués en termes d'innovation sociale, la manière dont ils interagissent avec les gouvernements, la société civile et l'industrie, en vue de développer de nouvelles solutions aux problèmes sociétaux.



P4

ALLER AU-DELÀ DE LA MOBILITÉ – CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU 28-30 octobre 2015, Sienne, Italie

Portez à votre agenda la Conférence internationale 2015 de l'AIU, organisée en partenariat avec l'Université de Sienne, qui vous invitera à explorer diverses questions, y compris l'impact que peut avoir l'internationalisation sur l'enseignement supérieur et l'amélioration de la qualité de la recherche, sur l'expérience des étudiants et ce que ce processus peut être au-delà de la mobilité.



P6

LE TRAVAIL DE L'AIU SUR L'INTERNATIONALISATION CONCERNE TOUTES LES RÉGIONS DU MONDE

Un aperçu des projets de l'AIU sur l'internationalisation récemment terminés et/ou à venir, en collaboration avec des universités et d'autres parties prenantes au Japon, au Botswana, en Roumanie, au Vietnam et en République tchèque.

Les travaux menés dans le cadre des autres priorités thématiques de l'AIU sont également présentés dans cette section également !



APPELS DE L'AIU

➤ Prix AIU-Palgrave 2014-2015 en recherche sur les politiques d'enseignement supérieur

Thème: L'internationalisation de l'enseignement supérieur: aller au-delà de la mobilité

Valeur: 2 000 £

Date limite: 15 juin 2015

En page 5

➤ Appel à manifestation d'intérêt: le programme ISAS est ouvert aux Membres de l'AIU

L'appel et le formulaire de demande sont disponibles sur le site de l'AIU:

www.iau-aiu.net



➤ Appel à contributions ! Portails HEEFA, ESDD et IDEA-PhD



www.heefa.net



www.idea-PhD.net



www.iau-hesd.net

Impliquez-vous et portez vos projets et initiatives dans les domaines de l'enseignement supérieur pour le développement durable, l'éducation pour tous et la formation doctorale à l'attention de la communauté de l'enseignement supérieur au sens large: visitez les portails dédiés et inscrivez-y vos initiatives!



DATES IMPORTANTES - A NOTER DANS VOTRE AGENDA !

➤ 2014 CONFÉRENCES

+ 9 Novembre: CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'ÉDUCATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR APRÈS 2015, co-organisée par l'UNU en collaboration avec l'UNESCO, l'ONU DAES, le PNUE, l'initiative 'Global Compact' des Nations Unies PRME, et l'AIU, à Aichi Nagoya, au Japon.
Contact: h.vantland@iau-aiu.net / www.iau-hesd.net

+ 10-12 Novembre: CONFÉRENCE MONDIALE DE L'UNESCO L'ÉDUCATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, Aichi Nagoya, Japon. L'AIU est en charge du groupe de travail du «**CLUSTER II-3 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE**».

Pour nous faire part de votre intérêt à ce sujet: h.vantland@iau-aiu.net / www.iau-hesd.net

➤ 2014 SÉMINAIRES

+ 18-20 Novembre: SÉMINAIRE DE SUIVI HEEFA, Université Hacettepe, Ankara, Turquie.

+ 27-29 Novembre: SÉMINAIRE INTERNATIONAL AIU, IDEA-PHD, co-organisé avec l'Université du Ghana à Paris, en France.

➤ 2015

+ Janvier (à confirmer): 4^e CONFÉRENCE DES RECTEURS DE L'ASEM ET FORUM DES ÉTUDIANTS sur *Innovative Partners for Change: Universities, Business and Society – Asia and Europe moving from practice to policy and action*, organisés par la Fondation Asie-Europe en partenariat avec l'AIU, Le réseau d'universités ASEAN, l'Université Chulalongkorn, et Office of Higher Education Thailand (OHEC), Bangkok, Thaïlande.

+ 5-6 mai: 80^e RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AIU, Montréal, Canada.

+ 7-8 mai: RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS DE L'AIU (GMA 6) SUR L'INNOVATION SOCIALE: DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. Co-organisé avec l'Organisation universitaire interaméricaine (IOHE-OUI) et l'établissement hôte, l'Université de Montréal, le GMA 6 se déroulera à Montréal, Canada.

+ 28-30 Octobre: CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU SUR L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: ALLER AU-DELÀ DE LA MOBILITÉ, co-organisée avec l'Université de Sienne, Italie.

➤ 2016

+ 14-16 Novembre: 15^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: UN MOTEUR POUR DES SOCIÉTÉS INNOVANTES ET DURABLES, organisée en partenariat avec un consortium d'universités thaïlandaises dirigé par l'Université Siam à Bangkok, Thaïlande.



6^e RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS (GMA 6 – 2015) À MONTRÉAL, CANADA !

🕒 DE NOUVEAUX PLANS POUR LA RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS DE MAI 2015
NOUVEAU THÈME: L'INNOVATION SOCIALE: DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'AIU et les hôtes africains de la 6^e édition de la Réunion mondiale des Associations de l'AIU (GMA 6) ont décidé de reporter le GMA qui devait se tenir en mai 2015 Afrique de l'Ouest à 2017.

L'AIU s'associe à de nouveaux partenaires pour ce GMA: l'Organisation Universitaire Inter-Américaine (OUI-IOHE) et l'établissement d'accueil, l'Université de Montréal (UdeM), deux membres de l'Association qui ont accepté de collaborer avec l'AIU pour organiser le prochain GMA à Montréal.

Les dates du GMA 6 restent fixées aux 7 et 8 mai 2015.

Cependant, le nouveau lieu de rencontre a incité les partenaires à se concentrer sur un nouveau thème, *L'innovation sociale: défis et perspectives pour l'enseignement supérieur*, qui invite les associations d'universités nationales, régionales et internationales et autres réseaux et groupes à explorer la façon dont les universités sont impliquées dans l'innovation sociale, comment elles font le lien avec les gouvernements, la société civile et l'industrie en vue de développer de nouvelles solutions aux problèmes sociétaux.

L'innovation constitue certainement l'un des sujets les plus importants du monde contemporain. Souvent associée à la technologie, on oublie qu'au-delà des changements technologiques se développe d'une façon beaucoup moins percutante un autre type d'innovation, appelée « innovation sociale ». Si les définitions d'un tel concept peuvent varier, on s'entend généralement pour dire « qu'une innovation sociale est une nouvelle idée, approche ou intervention, un nouveau service, un nouveau produit ou une nouvelle loi, un nouveau type d'organisation qui répond plus adéquatement et plus durablement que les solutions existantes à

Université  de Montréal



un besoin social bien défini, une solution qui a trouvé preneur au sein d'une institution, d'une organisation ou d'une communauté et qui produit un bénéfice mesurable pour la collectivité et pas seulement pour les individus. La portée d'une innovation sociale est transformatrice et systémique. Elle constitue, dans sa créativité inhérente, une rupture avec l'existant».

L'innovation sociale est donc un sujet qui intéresse toutes les parties prenantes de la société, y compris les universités et les associations qui les représentent. Ces dernières sont bien placées pour agir non seulement à titre d'agent catalyseur de discussions et de confrontation des idées autour des diverses thématiques entourant ce concept, mais aussi en tant que moteurs dans l'émergence de solutions durables à des problèmes de plus en plus complexes.

L'AIU, la OUI et l'UdeM sont prêts à vous accueillir à Montréal en mai prochain afin que nous puissions échanger dans le cadre de ce processus d'apprentissage, avoir la possibilité de comprendre quelles sont les conditions requises pour que l'innovation sociale réussisse et débattre d'autres façons de contribuer à ce processus.

Nous vous invitons donc à vous joindre à nous à Montréal au début de mai 2015 afin de profiter du printemps canadien avec l'AIU et ses partenaires à l'occasion du GMA 6 !

Et n'oubliez pas de noter que conjointement avec l'Association des universités africaines (AUA) et l'Université du Ghana, nous prévoyons toujours de tenir une Réunion mondiale des Associations en Afrique en 2017 et d'aborder le thème de *La participation du secteur privé dans l'enseignement supérieur: aujourd'hui et demain ?*



CONFÉRENCE INTERNATIONALE 2015 DE L'AIU

🌀 **L'INTERNATIONALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR: ALLER AU-DELÀ DE LA MOBILITÉ**, Université de Sienne, 28-30 octobre 2015.

Conférence organisée sous le haut patronage de la CRUI



L'internationalisation de l'enseignement supérieur fait partie des principales préoccupations des décideurs et responsables politiques, des directeurs d'université et autres acteurs de l'enseignement supérieur – et constitue également le thème de nombreuses conférences internationales !

L'internationalisation est perçue comme un processus ayant un profond impact sur l'enseignement supérieur, entraînant de nouveaux modes d'apprentissage, d'enseignement, de recherche, de partenariats et donnant ainsi aux diplômés les moyens de devenir des citoyens plus compétents et plus accomplis dans un monde globalisé.

Les politiques institutionnelles, nationales et régionales relatives à l'internationalisation de l'ES sont de plus en plus fréquentes, et la communauté des parties prenantes directement impliquée dans le développement et la mise en œuvre de l'internationalisation au niveau institutionnel ne cesse de s'élargir.

Bien que les attentes liées aux avantages entraînés par l'internationalisation aient considérablement augmenté, tout comme les diverses activités conduites au nom de l'internationalisation, les politiques institutionnelles, nationales et régionales restent principalement dominées par un seul aspect du processus : la mobilité étudiante.

Cette polarisation sur la mobilité cache les différentes manières dont l'internationalisation peut influencer et améliorer la qualité des différentes missions de l'enseignement supérieur, notamment la recherche, la gestion, la troisième mission, la sensibilisation des communautés, etc. En effet, même si les flux de mobilité des étudiants internationaux continuent de croître, il est peu probable que cette mobilité intègre un jour tous les étudiants de l'enseignement supérieur. Ainsi, tous les 'autres' aspects/activités encourageant l'internationalisation, à l'exception de la mobilité, pourraient avoir plus d'impact à l'avenir.

C'est précisément ce que la Conférence internationale 2015 de l'AIU cherche à explorer. Axée sur le thème de l'internationalisation **au-delà de la mobilité** et articulée autour de séances plénières et d'ateliers, la conférence examinera les questions suivantes :

- **Existe-t-il des alternatives à la mobilité en matière d'internationalisation ?**
- **L'internationalisation modifie-t-elle l'expérience étudiante ?**
- **L'internationalisation modifie-t-elle les connaissances et les savoir-faire ?**
- **L'internationalisation améliore-t-elle la qualité de l'enseignement supérieur ?**



Les réponses à ces questions doivent être données par les directeurs d'établissements d'enseignement supérieur car ils sont les seuls à avoir la responsabilité de garantir que les efforts déployés en matière d'internationalisation servent pleinement des objectifs institutionnels élargis.

Conformément aux définitions généralement acceptées de l'internationalisation, décrite comme un processus global touchant tous les aspects de l'enseignement supérieur, la conférence abordera de nombreux autres thèmes. Certains d'entre eux, déjà définis par le Comité du programme présidé par le Pr. Angelo Riccaboni, Recteur de l'Université de Sienne, serviront de sujets d'ateliers et de discussions :

- *Internationalisation du curriculum intégrant l'apprentissage des langues ;*
- *Résultats d'apprentissage globaux, internationaux et interculturels et/ou compétences des diplômés ;*
- *Comprendre et surveiller l'impact de l'internationalisation ;*
- *Partenariats et réseaux de qualité ;*
- *La place de la production de recettes dans l'internationalisation ;*
- *Evolutions liées aux TIC, aux médias sociaux, aux REL et internationalisation ;*
- *La féminisation de la profession liée à l'internationalisation de l'enseignement supérieur – pourquoi et avec quel impact ? ;*
- *Internationalisation de la formation à la recherche et de la formation doctorale ;*
- *Reconnaissance des diplômes et des qualifications – surmonter un obstacle persistant à l'internationalisation ;*
- *Internationalisation de l'enseignement supérieur et engagement communautaire – une voie à double sens.*

Le Recteur de l'Université de Sienne, ainsi que l'ensemble de la communauté universitaire, invite cordialement les participants à la Conférence 2015 de l'AIU à la **cérémonie d'ouverture de l'année académique**. Cette cérémonie aura lieu le **28 octobre 2015** et sera marquée par un cortège académique dans le centre historique de Sienne, un magnifique site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

INSCRIPTION

sont ouvertes sur le site Internet de l'AIU : www.iau-aiu.net



➤ APPEL DE L'AIU

Prix AIU-Palgrave 2014-2015 en recherche sur les politiques d'enseignement supérieur

Thème: *L'internationalisation de l'enseignement supérieur: aller au-delà de la mobilité*

Valeur: 2 000 £

Date limite: 15 juin 2015

Grâce à et en partenariat avec **Palgrave Macmillan Ltd**, la maison d'édition des travaux de recherche et des ouvrages de référence de l'**Association Internationale des universités (AIU)**, l'AIU se réjouit d'annoncer le lancement du Prix AIU-Palgrave 2014-2015 en recherche sur les politiques d'enseignement supérieur.

Ce prix a pour objectif de promouvoir la recherche dans le domaine des politiques d'enseignement supérieur en reconnaissant le travail remarquable mené sur un thème spécifique par un chercheur/universitaire d'un **établissement ou d'une organisation Membre de l'AIU**.

Le thème de l'édition 2014-2015 est « **L'internationalisation de l'enseignement supérieur: aller au-delà de la mobilité** », et est lié au thème de la Conférence internationale 2015 de l'AIU qui se tiendra à l'Université de Sienne (Italie) du 28 au 30 octobre 2015 (voir: www.iau-aiu.net).

Le processus d'internationalisation de l'enseignement supérieur étant de plus en plus important, il est essentiel de comprendre ses différentes dimensions et de se focaliser sur son impact sur le curriculum, la gestion, la recherche et la sensibilisation. Considérant que l'internationalisation est trop souvent axée sur les aspects quantitatifs de la mobilité, l'AIU préconise une approche plus globale pour comprendre ce phénomène et orienter la recherche et l'analyse dans cette direction.

Les articles de recherche peuvent prendre la forme d'une étude de cas analytique, d'une analyse des tendances, et proposer une synthèse des politiques concernées ou dévoiler les résultats d'une évaluation d'impact. Ils peuvent également examiner les partenariats dans le domaine de l'internationalisation, les innovations inhérentes au processus,

présenter les bonnes pratiques ou évaluer/analyser les politiques ou les approches institutionnelles ou publiques en matière d'internationalisation.

Les papiers soumis doivent être des articles de recherche basés sur de l'analyse; les articles purement descriptifs ne seront pas retenus.

Le **Prix AIU/Palgrave**, d'une valeur de **2 000 £**, récompense le meilleur article rédigé par un chercheur/universitaire d'un établissement ou d'une organisation membre de l'AIU. La longueur de l'article ne doit pas dépasser 7 500 mots; il doit être écrit dans l'une des deux langues officielles de l'Association (anglais ou français) et envoyé sous format électronique (MS Word). Vous trouverez d'autres instructions sur le site Internet de Palgrave Macmillan (http://www.palgrave-journals.com/hep/author_instructions.html).

Un jury international d'universitaires et de directeurs d'établissements d'enseignement supérieur évaluera les articles présentés et sélectionnera le meilleur d'entre eux. L'auteur sera invité à la Conférence 2015 de l'AIU; le Prix sera décerné lors du dîner de gala. Le résultat sera largement diffusé par l'Association.

➤ **Date limite d'envoi: 15 JUIN 2015**

Veillez adresser vos questions et vos articles à:

Nicholas Poulton

Secrétaire de rédaction, AIU

hep@iau-aiu.net

palgrave
macmillan



RAPPORTS SUR LES PROJETS ET ACTIVITÉS DE L'AIU

► INTERNATIONALISATION

⊕ Internationalisation de l'enseignement supérieur roumain, réunion d'introduction

Bucarest, 3-6 septembre 2014



Réunion d'introduction du Projet Roumanie

L'AIU est le chef de file d'un projet récemment approuvé par l'agence roumaine UEFISCDI intitulé 'Internationalisation, équité et gestion au sein des universités' (IEMU). Le projet a été lancé début septembre avec la tenue d'une première réunion rassemblant

une vingtaine d'experts roumains et internationaux qui, au cours des douze prochains mois, conseilleront 21 universités roumaines sur l'élaboration de leur stratégie d'internationalisation. La réunion a été ouverte par le Ministre de l'Éducation, Pr. Remus Pricopie. Les représentants des universités sélectionnées ont rejoint le groupe pour le deuxième jour de réunion afin de débattre de la méthodologie proposée pour les préparatifs, les réunions de planification stratégique et les ateliers de renforcement des capacités qui seront organisés dans chaque établissement. En outre, un petit sous-groupe d'experts internationaux et roumains est resté une journée supplémentaire pour finaliser le plan de travail préalable aux consultations et à l'élaboration d'une stratégie d'internationalisation nationale pour la Roumanie. Les experts internationaux impliqués dans le projet comprennent des représentants très expérimentés de différents Membres de l'AIU issus des Pays-Bas, de Belgique, du Royaume-Uni, des États-Unis et d'Italie. Au sein de l'AIU, le projet implique Ross Hudson, Coordinateur chargé de l'internationalisation, Trine Jensen, Chargée de Programmes, Madeleine Green, Consultante sénior de l'AIU, et Eva Egron-Polak, Secrétaire générale.

Pour plus d'informations : iau@iau-aiu.net

⊕ Séminaire AIU-EAIE (II), Are Graduates Fit for Purpose(s)?

Conférence EAIE 2014, Prague, 17 septembre 2014



Portant sur le thème *Are Graduates Fit for Purpose?*, un certain nombre de présidents/recteurs d'université ont pris part à une discussion très stimulante à l'occasion de la deuxième édition d'un séminaire sur invitation organisé conjointement par l'AIU et EAIE lors de sa conférence annuelle de à Prague, République Tchèque. Le séminaire a été co-présidé par Gudrun Paulsdottir, ancienne Présidente de EAIE, et Eva Egron-Polak, Secrétaire générale de l'AIU. S'appuyant sur le dialogue sur le même thème organisé lors de la Conférence de EAIE, et sur une présentation de Lauritz B. Holm-Nielsen, Directeur exécutif du Centre sino-danois et ancien recteur de l'Université Aarhus (Danemark), les présidents ont partagé leurs expériences. Ces derniers ont analysé dans quelle mesure leurs universités répondent aux besoins du marché du travail, la manière dont l'État évalue dans certains pays la pertinence de leur réponse et l'impact que peuvent avoir les politiques mises en place, comment engager et entretenir un dialogue productif avec les futurs employeurs (aussi bien dans l'industrie que dans d'autres secteurs), et comment inscrire le développement de compétences

générales dans l'ensemble du curriculum. Les participants ont également abordé d'autres sujets, notamment l'omniprésence des médias sociaux et des TIC dans l'enseignement supérieur. Bien que (ou peut-être en raison du fait que) les participants aient été issus de divers pays (proches et lointains) et de différents établissements d'enseignement supérieur, tous ont considéré que ce séminaire avait été très utile et productif. Les défis qu'ils rencontrent sont assez similaires, malgré les différents contextes dans lesquels ils cherchent des solutions.

L'AIU et EAIE passeront en revue les évaluations reçues des participants et détermineront s'il est souhaitable ou non de poursuivre cette initiative à l'avenir.

Pour plus d'informations: iau@iau-aiu.net

⊕ « Stratégie d'internationalisation: le projet ISAS de l'Université du Botswana »



par **Leapetswe Maletse**, Maître de conférences en psychologie du sport et ancien Directeur de l'éducation et des partenariats internationaux, University of Botswana (MALETEL@mopipi.ub.bw)



La notion d'internationalisation globale, considérée comme un élément clé permettant de promouvoir la mission des établissements d'enseignement supérieur, revêt de plus en plus d'importance au niveau mondial, dans la mesure où elle suppose une intentionnalité et une attention prêtée aux contributions, aux résultats et à l'impact de l'internationalisation. L'Université du Botswana (UB) a épousé ce concept. En 2013, l'UB est devenue la seconde université africaine après l'Université Moi au Kenya à bénéficier du Service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS). Les objectifs étaient d'examiner les politiques et les activités actuelles en matière d'internationalisation et d'élaborer un nouveau plan global structuré autour d'objectifs clairs et capable de produire les résultats et l'impact souhaités.

Créée en 1982 et faisant partie initialement d'une université tri-nationale – l'Université du Botswana du Lesotho et du Swaziland – l'UB est aujourd'hui l'établissement d'enseignement supérieur phare du Botswana. Etablie à l'origine comme une université de lettres et de sciences sociales et humaines, l'UB a occupé une place centrale dans le développement du pays. Elle contribue encore plus largement à la formation de la main d'œuvre du Botswana, permettant ainsi de transformer un pays qui était en 1966 l'un des plus pauvres au monde et qui fait partie aujourd'hui de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire. Au cours du processus, l'UB est devenue attrayante pour le personnel et les étudiants internationaux. Les inscriptions à temps plein ont augmenté pour atteindre aujourd'hui plus de 15 000 étudiants. De nouveaux programmes considérés comme essentiels pour soutenir la croissance rapide de l'économie ont été mis en place.



Collègues de l'UB travaillant sur le projet ISAS

La transformation du paysage de l'enseignement supérieur aux niveaux local et régional et l'émergence de nouveaux impératifs socio-économiques ont nécessité le développement d'une feuille de route baptisée « La stratégie d'excellence ». Ce document a identifié 6 domaines prioritaires axés sur la qualité des programmes, l'enseignement, l'apprentissage, la recherche, l'engagement et l'expérience étudiante. L'internationalisation a pour sa part été identifiée comme un sujet transversal. Afin de la promouvoir, une politique et une infrastructure spécifiques ont été mises en place en 2006. Cinq ans après leur mise en œuvre, l'UB a décidé de les réexaminer, d'évaluer leur impact et de proposer une voie à suivre. A ce titre, le Programme ISAS a été considéré comme un élément essentiel pour permettre de libérer ce potentiel.

Parallèlement à la demande d'ISAS formulée par l'UB, un Comité d'évaluation, co-présidé par le Vice-chancelier adjoint en charge des affaires académiques et le Directeur de l'éducation et des partenariats internationaux, a été créé, et l'AIU a travaillé en étroite collaboration avec l'UB pour réviser son plan. Une experte de l'internationalisation, le Dr. Madeleine Green, a effectué une première visite à l'UB en septembre 2013 pour évaluer les aspirations et les besoins de l'UB relatifs à cet exercice. Un échange intense d'idées avec le Dr. Green a débouché sur la définition d'un nouveau plan de travail et la reconfiguration du Comité original. Un comité de pilotage intersectoriel a été formé; il comprend des cadres dirigeants de l'université, des enseignants, des membres du personnel, des étudiants ainsi que des représentants du secteur public et de l'industrie. Le programme de la première visite a inclus



un atelier d'une journée avec le Comité de pilotage, des réunions avec divers groupes d'universitaires et membres du personnel, des étudiants, des directeurs de programmes académiques et le Vice-chancelier adjoint en charge des affaires académiques. L'exercice d'auto-évaluation a pu alors débiter.

La seconde et dernière visite a impliqué un groupe d'experts dirigé par le Pr. Clifford Tagoe (ancien Vice-chancelier de l'University of Ghana) et comprenant le Dr. Donna Scarborough (Directrice des programmes internationaux, Université George Washington) et le Dr. Pierre Quertenmont (Responsable du service des relations internationales, Université libre de Bruxelles). Le processus consultatif du groupe d'experts était structuré de la même manière que celui utilisé lors de la visite initiale. Avant cette visite, le Comité de pilotage a préparé un premier rapport d'auto-évaluation à partir des données recueillies à travers des enquêtes, des ateliers et des entretiens avec des parties prenantes internes et externes. Le rapport d'auto-évaluation a fait l'objet d'une analyse SWOT conduite par le groupe d'experts. L'auto-évaluation a été intégrée au rapport ISAS final.

La prochaine étape sera ciblée sur la mise en œuvre des recommandations du rapport. Des discussions sont en cours sur la nécessité d'établir un Comité consultatif en charge de l'internationalisation et d'un Comité en charge des études à l'étranger. Il s'agit également de déterminer la manière dont les enseignants peuvent être aidés pour que l'internationalisation fasse partie de leur travail au quotidien et ne soit pas une entité séparée.

La mise en œuvre des recommandations de rapports comme celui-ci est un processus dont l'impact ne peut être connu que sur le long terme. Cet exercice entraîne néanmoins certains résultats positifs immédiats :

1. Il a permis d'engager une discussion à l'échelle du campus sur l'internationalisation, sa signification pour l'UB et la manière dont elle peut être conduite ;
2. Il a suscité un intérêt à l'égard du concept d'internationalisation du campus, à la fois comme un sujet académique et un processus institutionnel ;
3. Il a offert une opportunité rare de mise en réseau au sein de l'UB et avec des parties prenantes externes ;
4. Il est devenu un exercice institutionnel permettant de partager des idées avec des experts externes sur les valeurs, les objectifs et la pertinence d'un établissement.

Nous serons heureux de vous faire part des prochaines étapes du processus dans les prochains numéros du magazine.

⊕ L'AIU travaille sur un projet ISAS et d'internationalisation au Vietnam !

Suite à l'acceptation de sa demande, en réponse à un appel à propositions récent de l'AIU pour un projet ISAS financé par l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida) dans certains pays asiatiques, Ho Chi Min City University

of Transport (UT-HCMC, www.hcmutrans.edu.vn/english/) a commencé à travailler sur le projet. Les représentants de l'université ont organisé des réunions initiales via Skype avec le Dr. Madeleine Green, Consultante sénior à l'AIU. Dr Green se rendra à l'université en décembre 2014 dans le cadre d'une première visite sur place et lancera officiellement le processus d'auto-évaluation avec les parties prenantes de l'université. Des mises à jour régulières sur l'état d'avancement de ce projet ISAS apparaîtront dans les futurs numéros de l'e-bulletin de l'AIU et du magazine *AIU Horizons*.

Si votre établissement souhaite développer ou améliorer ses stratégies d'internationalisation, veuillez contacter Ross Hudson, Coordinateur en charge de l'internationalisation, à l'adresse suivante iau@iau-aiu.net et consulter les pages Web dédiées à ISAS sur le site Internet de l'AIU : www.iau-aiu.net/content/internationalization-strategies-advisory-service-isas

⊕ Dernières nouvelles du Japon : l'Université Meiji qui a bénéficié du programme ISAS en 2013-14, figure parmi les lauréats du nouveau plan de soutien du gouvernement japonais visant à améliorer l'internationalisation des universités japonaises.



Fin septembre 2014, le Ministère japonais de l'Education, des Sports et de la Science a annoncé avoir nommé dans le cadre d'un concours 37 universités

japonaises pour recevoir des fonds supplémentaires et ainsi mieux promouvoir et poursuivre l'internationalisation au cours des dix prochaines années. L'Université de Meiji a été sélectionnée et fait maintenant partie du groupe 'Super Global University'. Son Vice-président affirme que sans ISAS, l'université n'aurait pas obtenu ce financement. L'AIU est très fière de son record au Japon ; jusqu'ici, nous avons obtenu 100% de réussite ! En effet, deux universités ont utilisé le programme ISAS pour renforcer leur stratégie d'internationalisation avant de solliciter le soutien du gouvernement et leurs demandes ont été acceptées.

Le processus ISAS, en mobilisant la communauté universitaire et en développant un processus de réflexion et d'auto-évaluation fortement inclusif, permet aux universités de cibler leur approche, de se concentrer sur leurs forces et de développer des stratégies pour surmonter les obstacles. Nous félicitons la direction de l'Université de Meiji et l'ensemble de la communauté universitaire pour ce résultat très positif obtenu à l'issue d'un processus exigeant. En effet, la liste des 37 universités sélectionnées comprend également plusieurs autres Membres de l'AIU au Japon. L'AIU voudrait à ce titre les féliciter.

Si votre établissement est intéressé à l'idée d'entreprendre un projet ISAS avec l'AIU, veuillez consulter le lien ci-dessous ou contacter l'AIU à l'adresse suivante : iau@iau-aiu.net

ISAS – <http://www.iau-aiu.net/content/internationalization-strategies-advisory-service-isas>

COMMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE MAINTENANT !

Internationalization of Higher Education: Growing expectations, fundamental values – 4^e enquête mondiale de l'AIU



L'enquête mondiale 2014 de l'AIU a permis de recueillir les questionnaires de **1 336 établissements d'enseignement supérieur dans 131 pays**. D'une ampleur géographique hors pair, ce rapport présente une collecte et une analyse de données brutes sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur d'une portée inégalée à ce jour.

En analysant les tendances de l'internationalisation au fil du temps et en comparant son développement dans toutes les régions du monde, la 4^e enquête mondiale offre un aperçu unique du processus d'internationalisation, de ses avantages, de ses moteurs et des valeurs sous-jacentes.

L'AIU a bénéficié du soutien de la **Commission européenne, de NAFSA: Association of International Educators, de European Association for International Education (EAIE) et du British Council**.

Rendez-vous sur le site web de l'AIU pour en savoir plus sur l'enquête et sur ce que d'autres personnes soulignent à propos des résultats.

Pour commander votre exemplaire, qui inclut une copie électronique complémentaire du résumé, **merci de remplir le formulaire de commande en ligne à l'adresse suivante: www.iau-aiu.net**, et de le renvoyer à Morgane Baillargeant à l'adresse suivante m.baillargeant@iau-aiu.net

Deux stagiaires italiennes apportent leur soutien à l'AIU

L'AIU a signé un protocole d'accord avec le *Centro di servizi di Ateneo per la Valorizzazione dei risultati della Ricerca et la gestione dell'Incubatore universitario* de l'Université de Florence en vue d'accueillir au sein de son Secrétariat à Paris (France) deux stagiaires titulaires d'un diplôme de troisième cycle. Début septembre, l'AIU accueillait Miriam Sanfilippo, l'une des deux stagiaires qui passeront chacune six mois au Secrétariat. Les stages ont lieu dans le cadre d'un programme organisé et financé par la région de Toscane où TUNE, le réseau des universités toscanes, qui souhaite développer des initiatives collaboratives et notamment renforcer les efforts des établissements membres en matière d'internationalisation (Florence, Pise, Sienne, l'École normale supérieure et celle de Sant'Anna, et l'Université pour étrangers de Sienne). Miriam Sanfilippo travaille actuellement aux côtés des membres du personnel de l'AIU en charge de l'internationalisation, et tout en apprenant beaucoup sur ce domaine, elle aidera à développer les ressources en ligne de l'AIU pour que l'Association puisse continuer de servir de référence précieuse pour ses Membres et pour les spécialistes de l'éducation internationale.

TRAVAIL DE L'AIU SUR L'ÉTHIQUE

Conférence annuelle de l'Observatoire de la Magna Charta (OMC)

Université Uppsala, Suède, 18-19 septembre 2014



Le 19 septembre 2014, lors de la 26^e Conférence annuelle de l'Observatoire de la Magna Charta

tenu à l'Université Uppsala en Suède, la Secrétaire générale de l'AIU a présidé un atelier sur l'éthique dans l'éducation et la recherche, présentant le **Guide AIU-OMC pour l'établissement supérieur et de recherche** (www.iau-aiu.net/content/complete-list). Le thème général de la conférence, *University Integrity Society's Benefit*, a réuni des directeurs d'université, des étudiants et des enseignants, et s'est tenue pour la première fois en dehors de l'Université de Bologne. La conférence n'a par ailleurs pas inclus la cérémonie traditionnelle de signature de la Magna Charta Universitatum, qui a lieu une année sur deux à Bologne.

Les participants à l'atelier sur le Guide AIU-OMC ont confirmé la nécessité de diffuser plus largement ce guide, et ont également confirmé que l'idée générale justifiant sa publication était toujours aussi pertinente. Deux intervenants ont débattu du guide de deux points de vue différents: Prof. Sven Widmalm, Professeur d'histoire des sciences et des idées à l'Université Uppsala, a présenté une perspective plus générale et philosophique alors que Dr. Inga Žalėnienė, Vice-rectrice en charge de la recherche et des relations internationales à l'Université Mykolas Romeris et membre du Groupe de travail AIU-OMC a présenté un point de vue pratique sur la manière dont le guide pourrait être utilisé dans une université. Le Président du Groupe de travail AIU-OMC, Pr. Stephen Freedman de l'Université Fordham (Etats-Unis) n'a malheureusement pas pu assister à la conférence.

L'AIU et l'OMC envisagent également de présenter le guide à l'attention des établissements tout en encourageant le partage d'expériences sur la façon dont il pourrait être utilisé efficacement durant la révision ou l'élaboration des politiques institutionnelles. Cette conférence de l'OMC a également coïncidé avec la réunion du Conseil de l'Observatoire durant laquelle un nouveau Secrétaire général, David Locke, a été nommé. M. Locke est actuellement Directeur des projets internationaux pour Leadership Foundation for Higher Education. Il quittera ses fonctions en avril et occupera jusque-là les deux postes.

«Je me réjouis de sa nomination et suis impatient de collaborer avec lui. M. Locke est un universitaire très expérimenté qui peut compter sur un vaste réseau international et qui croit fortement aux idéaux et aux objectifs de la Magna Charta», s'est exprimé Dr. Sijbalt Noorda, Président de l'Observatoire.

M. Locke a déclaré «Je suis très honoré d'avoir été choisi pour occuper ce poste et suis impatient de travailler avec le Président, le Conseil, les signataires et les autres universités pour élargir et améliorer le travail de l'Observatoire».

Pour plus d'informations:

Eva Egron-Polak (e.egronpolak@iau-aiu.net)

► TRAVAIL DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La qualité de l'éducation, à tous les niveaux du système éducatif, est un élément essentiel pour permettre à l'humanité de répondre aux défis présents et futurs. L'enseignement (supérieur) pour le développement durable (ESDD) est considéré comme l'une des clés de la réussite, d'où les efforts continus de l'AIU pour soutenir l'ESDD à travers des projets et initiatives ciblés, la collecte et la diffusion d'informations, la mise en réseau et les échanges durant toute la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable.

Des initiatives sont aujourd'hui lancées et ont été lancées par des organisations internationales telles que l'ACU ou l'AIU et par différentes organisations des Nations Unies comme l'UNESCO, le PNUD, l'ONU DAES et l'UNGC afin d'aider à définir les prochaines étapes : le nouvel agenda de développement et les politiques éducatives s'y rapportant. L'enseignement supérieur doit continuer de jouer un rôle fondamental dans cet agenda et les politiques éducatives s'y rapportant afin de permettre aux individus et aux pays de les concrétiser.

L'objectif général de l'AIU à cet égard est de renforcer et de continuellement souligner le caractère central du secteur, en préconisant notamment l'intégration de l'enseignement supérieur dans l'agenda de développement post-2015 et les documents connexes.

Depuis la Conférence 2014 de l'AIU à Iquitos, l'Association travaille, entre autres, sur les projets suivants :

- Finalisation et diffusion de la **Déclaration d'Iquitos de l'AIU sur l'enseignement supérieur pour le développement durable** ;
- Création du **Portail mondial de l'AIU** sur l'enseignement supérieur pour le développement durable ;
- Co-organisation de la **Conférence internationale sur l'enseignement supérieur pour le développement durable : l'enseignement supérieur après 2014**, Aichi Nagoya, Japon, 9 novembre 2014. Cf. : <http://unu.edu/events/upcoming/higher-education-for-sustainable-development-beyond-2014.html> ;
- Contributions à la **Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable**, Aichi Nagoya, Japon, 10-12 novembre 2014. L'AIU est en charge de l'atelier sur l'ESDD et la recherche, s'est assurée que ses Membres sont bien représentés dans d'autres groupes de travail et discussions, et participe à la rédaction de la Déclaration de la Conférence ;

LE PORTAIL MONDIAL DE L'AIU SUR L'ESDD EN CHIFFRES



358 EES de **80** pays sont inscrits
140 organisations et réseaux sont intégrés
286 actions peuvent être consultées et reproduites ailleurs
135 contacts pour le DD sont inscrits
173 sites web pour le DD et EDD sont listés

Actions répertoriées de par le monde

7% Afrique	⋮	18% Amérique du Nord
15% Asie	⋮	5% Amérique latine
8% Moyen-Orient	⋮	4% Océanie

Moyenne mensuelle des visites

Le portail fournit des informations à près de **1000** visiteurs chaque mois

Enregistrez vos initiatives en ligne et réseautez au niveau mondial : www.iau-hesd.net

- Contribution au **Plan d'action global (GAP) des Nations Unies** pour l'agenda de développement post-2015 : l'Association a présenté le Portail mondial de l'AIU pour qu'il soit adopté dans le GAP et encourage ses Membres à contribuer non seulement au Portail mais également à certaines initiatives spécifiques relatives au GAP. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002243/224368e.pdf>
- Préparation d'un protocole d'accord avec le **PNUE** / Global University partnership on environment and sustainability (GUPES), dont la signature est prévue à Nagoya ; son but est d'améliorer la mise en réseau et les échanges dans l'ES.
- Développement et diffusion de ***l'Enquête mondiale sur l'état des lieux de l'enseignement supérieur pour le développement durable*** – Voir page 39.

Enfin, le 'Dossier thématique' du présent numéro porte sur le 'Le rôle de l'enseignement supérieur dans l'agenda de développement post-2015'. Nous espérons que vous apprécierez les excellentes contributions que nous avons reçues et publiées dans ce numéro.

Contact : h.vantland@iau-aiu.net

► LEADHER

Le **Programme de Développement du Leadership pour la Réforme Institutionnelle dans l'Enseignement Supérieur de l'AIU (LEADHER)** crée des opportunités d'apprentissage collaboratif entre les établissements membres de l'AIU. Le programme donne corps à la mission de l'AIU visant à **renforcer l'enseignement supérieur dans le monde** en facilitant les échanges entre ses Membres.

Pour la **compétition LEADHER 2014**, 6 projets ont été sélectionnés (voir tableau ci-dessous) :

Résultats de la compétition 2014

ÉTABLISSEMENT	PAYS	DOMAINES DE RECHERCHE
Daffodil International University	Bangladesh	• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
Universiti Sains Malaysia	Malaisie	• Collecte, préservation et diffusion des résultats de recherche (publications, brevets, produits, etc.)
Institute of business Management	Pakistan	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
Caucasus University	Géorgie	• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
Ho Chi Minh City University of Transport	Vietnam	• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
University of Salamanca	Espagne	• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
University of Petroleum and Energy Studies	Inde	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
Kwame Nkrumah University of Science and Technology	Ghana	• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
James Madison University (JMU)	Etats-Unis	• Approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération
University of Dar es Salaam	Tanzanie	• Renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation
National Aerospace University Kharkiv Aviation Institute	Ukraine	• Formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants
University of Uyo	Nigéria	

Le financement de ce programme est rendu possible grâce à la subvention reçue de l'Agence suédoise de coopération au développement international (Sida). Le programme vise à améliorer la coopération Sud-Sud et Nord-Sud entre les établissements d'enseignement supérieur en vue de renforcer les capacités des universités des pays en développement en matière de recherche et de gestion de la recherche.

⊕ Activités entreprises jusqu'ici

Depuis l'annonce des résultats de la compétition LEADHER 2014, les activités suivantes ont été entreprises :

1. **Université des transports d'Ho Chi Minh ville (Vietnam) et Université de Salamanca (Espagne)** ont travaillé ensemble sur un projet visant à renforcer réciproquement leurs capacités en matière d'approches innovantes dans le domaine du renforcement des capacités de recherche via la coopération et le renforcement des capacités de recherche à travers l'internationalisation. Des visites d'étude mutuelles ont



L'Université de Salamanca accueille des représentants de l'Université des transports d'Ho Chi Minh Ville.

eu lieu en mai (au Vietnam) et en juin (en Espagne) 2014. Les représentants des deux établissements ont mis à profit ces visites d'étude pour examiner les possibilités d'établir des partenariats spécifiques au niveau du doctorat pour faciliter les échanges. D'après le rapport d'activités reçu, les idées suivantes seront développées :



- Signer un protocole d'accord pour définir et coordonner leur collaboration ;
- Faciliter l'inscription et l'identification du directeur de thèse de doctorat des étudiants vietnamiens intéressés par des projets de recherche doctorale à Salamanque ;
- Travailler à l'élaboration de programmes de parrainage pour couvrir les frais de déplacement, d'hébergement, etc. des étudiants vietnamiens à Salamanque ;
- Promouvoir des projets conjoints entre les groupes de chercheurs ;
- Développer des initiatives de transfert de technologie avec des entreprises des deux pays ;
- Faciliter l'échange des chercheurs.

2. **Université nationale d'aérospatiale, Institut d'aviation de Kharkiv** (Ukraine) et **Université d'Uyo** (Nigéria) ont partagé un projet sur la formation à la recherche, en particulier les programmes doctoraux innovants. Etant donné la situation actuelle dans leur pays respectif, ces deux établissements ont rencontré de grandes difficultés (complexité du processus



L'Université d'Uyo a organisé deux visites au Nigéria.



L'Université internationale Daffodil et USM poursuivent leur collaboration.

d'octroi de visas, catastrophe aérienne, épidémie d'Ebola) en tentant de mener à bien leur projet conjoint. Mais grâce à leur détermination, ils ont pu organiser deux visites d'étude au Nigéria. Les principaux objectifs du projet étaient les suivants : (i) promouvoir l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans le domaine de l'ingénierie ; (ii) échanger des connaissances et des expériences afin d'améliorer le potentiel des deux universités en termes de formation ; (iii) renforcer les relations entre l'Ukraine et le Nigéria. Les partenaires ont fait état des principaux résultats suivants : (i) les deux établissements sont prêts à lancer 2+2 programmes de Licence et de Master ; (ii) ils échangent encore sur la création d'une filiale de KhAI à UniUyo ; (iii) KhAI est prêt à proposer aux étudiants d'UniUyo des services en ligne pour des universités d'été et d'hiver à distance.

3. **Université internationale Daffodil** (Bangladesh) et **Université Sains Malaysia** (Malaisie) étaient impliquées dans un projet LEADHER en 2012 qui a contribué à établir de solides relations (à cette époque, DIU recherchait des programmes de formation pour développer et encadrer les programmes de doctorat, en particulier des travaux de recherche orientés vers l'amélioration de la formation à travers l'utilisation de la technologie. L'université a reçu le soutien de l'USM qui jouit d'une expérience considérable dans ces domaines). En décidant de se porter conjointement candidates pour une nouvelle subvention LEADHER, DIU et USM envisageaient d'approfondir leur collaboration et de publier un ouvrage, *Empowering Disadvantaged Tertiary Level Students through Social Media*. Les deux établissements cherchaient à déterminer comment tirer profit des médias sociaux pour encourager l'apprentissage entre pairs et la collaboration entre les étudiants issus de milieux urbains et ruraux afin de les aider à mieux se préparer aux

études supérieures. Il est important de noter qu'avant même l'obtention d'une subvention LEADHER, « *DIU avait signé 27 protocoles d'accord avec différentes universités à l'étranger. Aucun de ces protocoles d'accord n'a débouché sur une véritable collaboration. La subvention LEADHER a permis l'organisation de visites pratiques et la mise en réseau, ainsi que la tenue d'ateliers de recherche doctorale. Les visites physiques ont permis aux deux établissements de mieux se connaître.* »

Tous les autres projets seront conduits fin 2014. Vous en saurez plus sur leurs résultats dans le prochain numéro d'*AIU Horizons* !

⊕ Compétition LEADHER en cours

Une autre **compétition LEADHER** a couru de juillet à octobre 2014, pour des projets qui devront être conduits et finalisés au **30 juin 2015**. De plus amples informations seront disponibles dans le prochain numéro d'*AIU Horizons*.

Pour en savoir plus sur le Programme LEADHER, veuillez consulter www.iau-aiu.net/content/leadher et/ou contacter Élodie Boisfer, Chargée de Programmes à l'AIU (e.boisfer@iau-aiu.net).

► APPROCHES INNOVANTES EN MATIÈRE DE FORMATION DOCTORALE EN AFRIQUE (IDEA-PHD)

Depuis la 79^e Réunion Conseil d'administration de l'AIU (au Pérou), le travail dans ce domaine a principalement porté sur les points suivants :

👉 **Le partage et la diffusion d'information** : développement du portail AIU IDEA-PhD (www.idea-phd.net) et la maintenance de pages web de l'AIU sur le sujet à : www.iau-aiu.net/content/doctoral-programmes

👉 **Réseautage et présentation des résultats du projet** : les séminaires ci-après ont réuni des représentants d'EES et des chercheurs ainsi que d'autres parties prenantes clefs de l'enseignement supérieur :

- 7^e rencontre annuelle du Conseil de l'EUA pour la formation doctorale sur "*Doctoral Education: thinking globally, acting locally*", à l'Université de Liverpool, Royaume-Uni – Hilligje van't Land fut l'un des conférenciers principaux; sa présentation intitulée *Internationalisation in doctoral education and research – draft typology of trends and tentative SWOT analysis* est disponible en ligne sur www.eua.be/events/past/2014/EUA-CDE-Annual-Meeting-2014/Presentations.aspx
- Session sur **l'encadrement en ligne : un nouvel outil pour améliorer la formation doctorale en Afrique**. Co-organisée par

l'AIU et l'ACUP, cette session s'est tenue lors de la Conférence 2014 de EAIE, à Prague (République Tchèque) du 16 au 19 septembre 2014 <http://www.eaie.org/home/conference/prague.html>. Sous le titre « L'encadrement en ligne : un nouvel outil pour améliorer la formation doctorale en Afrique », les opportunités du web 2.0 pour l'internationalisation de la formation doctorale, en particulier en Afrique, ont été analysées et débattues. Ismael Peña-Lopez, *maître de conférences à l'UOC*, a présenté l'idée de l'encadrement en ligne, privilégiant un encadrement amélioré au détriment d'un simple encadrement électronique. Nadja Gmelch, *chargée de projets à l'ACUP*, a présenté certains des principaux défis et opportunités de ce type d'encadrement pour l'internationalisation des programmes doctoraux, en particulier sur le continent africain. Les participants ont ensuite été répartis en petits groupes de travail pour se pencher sur quatre questions spécifiques : la reconnaissance et l'institutionnalisation, les avantages de s'engager dans l'encadrement en ligne, l'assurance qualité, l'éthique et l'intégrité, et le changement institutionnel d'état d'esprit et de leadership.

Le travail sur cette question se poursuivra et les informations sur ses évolutions futures seront diffusées. Les participants aux ateliers ont notamment perçu la faisabilité et l'importance des outils du web 2.0 pour internationaliser et améliorer la formation doctorale, en particulier l'encadrement. L'AIU, l'ACUP et l'UOC discutent actuellement de futures pistes de travail sur cette question. En parallèle, les conclusions et les recommandations formulées aideront à informer le séminaire d'experts sur la formation doctorale qui doit se tenir à Paris en novembre.

👉 Publication :

- Un numéro spécial de *Higher Education Policy* (HEP, 27/2) sur IDEA-PhD a été publié en juin 2014.

👉 Prochaines activités :

- Réunion d'experts sur *Innovative Approaches to Doctoral Education in Africa* à Paris, 26-29 novembre 2014 ;
- Des synergies entre les programmes et projets de l'Association sont développés pour en améliorer l'impact. Par exemple, les dernières compétitions LEADHER spécifiaient « Approches novatrices en matière de renforcement des capacités pour la recherche par l'intermédiaire de la coopération » comme l'un des domaines d'intervention. 6 des projets sélectionnés se concentraient sur ce point. Plus d'information sur ces projets sera partagée dans le prochain numéro d'*AIU Horizons*.





COOPÉRATION ET RÉSEAUTAGE

LES NOUVEAUX MODÈLES DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR SUITE À LA CRISE



par **Ellen Hazelkorn** et **Emily Fritze**, Unité de recherches dans l'enseignement supérieur (HEPRU), Institut de technologie de Dublin, Irlande



Les Nations Unies ont récemment déclaré la fin de la récession en Europe et aux Etats-Unis et prévoient une croissance économique mondiale de 3% en 2014 et de 3,3% en 2015, une assertion qui s'accompagne toutefois du lot habituel

d'incertitudes et de facteurs de risque qui vont au-delà du domaine économique¹. A l'heure où nous sortons de la crise, à quel point a-t-elle eu un impact sur l'enseignement supérieur? La crise économique a-t-elle été, comme le prédisaient certains, le catalyseur d'un changement profond dans l'enseignement supérieur – ou la situation est-elle toujours la même?

Malgré la durée et la gravité de la récente crise économique mondiale, aucune étude approfondie n'a cherché à mesurer son impact, sauf au niveau national. Ceci tient aux difficultés liées aux comparaisons internationales, et au fait que les systèmes d'enseignement supérieur aient été affectés très différemment et à différents stades. L'étude réalisée en association avec l'AIU a cherché à examiner ces questions en s'appuyant sur l'expérience de 34 établissements dans 29 pays; près de 53% des EES étaient européens. Accueillis par Higher Education Authority (HEA), en Irlande, les établissements participants se sont réunis pour échanger leurs expériences en juin 2013.

L'Europe et les Etats-Unis ont été le plus sévèrement touchés, comme en attestent les réductions drastiques du financement public. *Regards sur l'éducation* (OCDE, 2014, 48) confirme que les dépenses par étudiant du supérieur ont diminué dans plus d'un tiers des pays². Ex Les dépenses en R & D ont souvent été protégées, étant privilégiées par rapport à d'autres activités comme l'enseignement. Par opposition, l'enseignement supérieur

en Afrique du Sud et en Asie a été moins affecté (négativement). Le financement a été maintenu, ou a bénéficié dans certains cas de plans de relance du gouvernement – outre la solidité de leurs économies.

Le financement et les changements de modèles de gouvernance qui l'ont accompagné, notamment l'introduction d'un financement basé sur les résultats, sont la conséquence la plus notable. Le tableau 1 illustre l'expérience et les attentes des participants concernant les évolutions des revenus institutionnels, les sources publiques étant remplacées par d'autres sources. Bien que 92% des participants aient indiqué qu'ils cherchaient de nouvelles sources de financement, la principale question est de savoir dans quelle mesure ces autres sources peuvent compenser les coupes budgétaires décidées par les gouvernements.

Les EES cherchent à compenser les baisses de financement en réduisant les services et les coûts (d'exploitation) dans la mesure où leurs sources globales de revenus sont extrêmement limitées. Les personnes interrogées ont également indiqué que le recrutement d'étudiants internationaux était susceptible de continuer d'augmenter au cours des prochaines années, ce qui pourrait soulever des questions éthiques relatives à l'internationalisation.

En règle générale, les EES reposent de plus en plus sur le partage des coûts, les contributions privées étant utilisées pour compenser la baisse du financement public, ce qui est parfois considéré comme équitable au vu de la participation élevée du privé. Un récent rapport de l'UE considère toutefois que les revenus découlant des frais d'inscription sont souvent consacrés aux efforts d'expansion et non à l'amélioration de l'expérience étudiante³.

Les liens entre les ressources et la qualité étant complexes, il va falloir peut-être un certain temps pour appréhender l'impact global de la crise. Comme l'a déclaré le participant d'une table ronde:

« Lorsque nous regardons l'enseignement supérieur aujourd'hui, les compromis nécessaires entre qualité, financement et participation génèrent de sérieux défis (...) La question se pose : où finissent l'efficacité et la productivité constructives et où commence la dégradation de la qualité ? »

L'effet durable de la crise concerne peut-être la manière dont ces choix politiques et institutionnels encadreront l'offre d'enseignement supérieur et l'accessibilité au cours des prochaines décennies. La crise mondiale a remis en cause le modèle d'investissement qui a soutenu l'enseignement supérieur (public) de masse dans les pays de l'OCDE au cours des six dernières décennies⁴. En parallèle, les classements mondiaux ont souligné la forte corrélation entre le 'succès' et les moyens déployés – constituant

1. *World Economic Situation and Prospects 2014*, United Nations, New York, p.vii. http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/wesp2014.pdf

2. *Education at a Glance 2014 HIGHLIGHTS*, OECD, Paris, p48. <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/9614031e.pdf?expires=1411117382&id=id&accname=quest&checksum=849D3911A087730DEA6D2C5AAD3F197D>

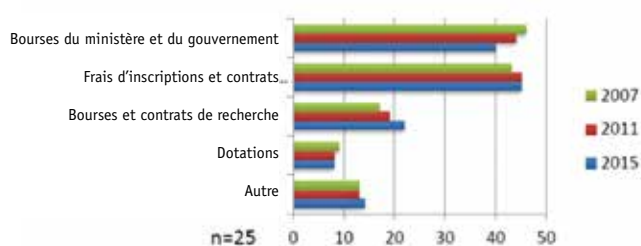
3. D. Orr, J. Wespel and A. Usher (2014) *Do changes in cost-sharing have an impact on the behaviour of students and higher education institutions? Evidence from nine case studies. Volume I: Comparative Report*, Publications Office of the European Union. http://ec.europa.eu/education/news/2014/20140623-cost-sharing_en.htm

4. A. Usher (2012) "Weathering the Storm: Europe's Advantages in the Era of Peak Higher Education". Presentation at EUA Funding Forum, Salzburg, Austria, 10-11 June.

la preuve d'une augmentation de la richesse et de la stratification socio-économique entre les EES et les pays à mesure que la course à la réputation et au prestige s'accélère⁵.

A une époque où la demande d'enseignement supérieur s'intensifie de la part des étudiants et de la société en général, trouver un futur modèle de durabilité approprié est l'un des défis politiques les plus difficiles à relever pour les gouvernements et les établissements.

Tableau 1 Part de la source des revenus institutionnels pour les années 2007, 2011 et (ce qui est anticipé) pour 2015 (exprimée sous forme de moyenne)



L'AIU a soutenu ce projet et fait circuler les questionnaires initiaux auprès de ses Membres. Le rapport final sera disponible sur **le site web de l'AIU fin 2014**. Si vous souhaitez en savoir plus sur cette étude, veuillez contacter Ellen Hazelkorn (ellen.hazelkorn@dit.ie).

COMPÉTENCES AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET DU DIALOGUE INTERCULTUREL



par **Sjur Bergan**, Conseil de l'Europe
(Sjur.BERGAN@coe.int)



Pour le Conseil de l'Europe, l'éducation a plusieurs desseins : la préparation au marché du travail (ce dont on entend le plus parler dans le débat public) mais également la préparation à la citoyenneté démocratique, au développement personnel et à

l'élaboration d'une base de connaissances élargie et de haut niveau. Pour que la démocratie devienne une mission centrale de l'éducation, nous devons être en mesure d'indiquer le type de connaissances que les étudiants devraient développer à différents niveaux de l'éducation formelle.

Ce postulat est le point de départ d'un nouveau projet du Conseil de l'Europe. L'initiative a été formulée par Andorre dans le cadre de sa présidence du Comité des Ministres, et le projet est développé depuis décembre 2013 par un groupe d'experts internationaux et interdisciplinaires. L'AIU est impliquée dans le projet à travers la participation de sa Directrice du service Adhésions et Développement des Programmes, Hilligje van't Land. L'objectif consiste à définir des lignes directrices et des descripteurs non normatifs pour l'acquisition de compétences ciblées sur la culture démocratique et le dialogue interculturel que les autorités nationales et les établissements d'enseignement peuvent utiliser et adapter à leurs propres besoins.

Lorsque nous pensons à la démocratie, nous pensons souvent aux parlements et constitutions, aux institutions et lois. Mais tout ceci ne pourrait fonctionner sans culture démocratique : un ensemble d'attitudes et de comportements qui mettent en avant le dialogue et la coopération, la résolution de conflits par des moyens pacifiques, et une participation active dans l'espace public.

Une démocratie moderne ne peut fonctionner que si elle est désireuse et en mesure de s'engager dans le dialogue interculturel, et le dialogue interculturel est difficile à imaginer sans culture démocratique. Il ne serait donc pas constructif de considérer la démocratie et le dialogue interculturel séparément.

Le groupe a établi jusqu'ici quatre catégories de compétences : valeurs ; connaissances et pensée critique ; attitudes ; et aptitudes. Les membres du groupe débattent actuellement des composantes qui rentrent dans chaque catégorie, comme par exemple la valorisation des autres êtres humains, de la dignité humaine et des droits de l'homme ; le civisme ; les compétences liées à la pensée critique et analytique ; l'assimilation de connaissances et l'examen critique de la politique, des lois et des droits de l'homme.

Le résultat devra être acceptable pour les 50 Etats qui font partie de la Convention culturelle européenne. La difficulté du projet est symbolisée par la discussion que le groupe connaît à l'heure actuelle sur la question de la participation. Les écoles et les universités sont parfois critiquées pour être trop théoriques et ne pas offrir aux étudiants les compétences dont ils ont besoin dans la « vraie vie ». La participation fait partie intégrante de la culture démocratique et donc, comme le soulignent de nombreux membres du groupe, de la compétence démocratique. D'autres membres, en revanche, estiment qu'inclure la participation pourrait mettre le projet en danger car plusieurs sociétés ne veulent pas de ce qu'elles considèrent comme un activisme politique dans les écoles et les universités.

D'ici la fin 2015, le groupe a pour objectif d'établir les catégories et composantes et de développer les descripteurs – une série de déclarations commençant par « Je peux... » – de certaines composantes. Une seconde phase du projet sera nécessaire pour développer et tester un ensemble complet de descripteurs. Définir les compétences au service de la démocratie et du dialogue interculturel est un exercice complexe. Mais cet exercice apparaît également essentiel si nous entendons développer une éducation de qualité qui contribuera à obtenir le type de société dans laquelle nous souhaiterions que nos enfants et petits-enfants vivent et s'épanouissent.

5. "The formula for a world-class university revealed", *Times Higher Education World University Rankings*, <http://www.timeshighereducation.co.uk/world-university-rankings/news/the-formula-for-a-world-class-university-revealed>



L'AIU A PRIS PART A UNE ENQUETE MONDIALE SUR L'ESDD – Premiers points de vue sur la situation de l'enseignement supérieur en vue d'une étude sur le développement durable

par **Clemens Mader**, Chargé de recherche, Université Leuphana de Lüneburg et Université de Zurich, Vice-président de COPERNICUS Alliance et **Christian Rammel**, Directeur, RCE de Vienne, Université d'économie et d'affaires de Vienne (mader@inkubator.leuphana.de)

Pendant plus de vingt ans, les établissements d'enseignement supérieur du monde entier ont élaboré et mis en œuvre différentes méthodes pour intégrer la durabilité dans leurs activités d'enseignement, de recherche et de sensibilisation. Il y a d'abord eu la **Déclaration de Talloires** en 1990, puis d'autres déclarations récentes comme par exemple le **Traité sur l'enseignement supérieur Rio+20**, ainsi que la **Déclaration d'Iquitos de l'AIU sur l'enseignement supérieur au service du développement durable**. Toutes ces déclarations appellent à une transformation de l'enseignement supérieur afin de mieux promouvoir le développement durable à travers une approche institutionnelle qui reflète tous les différents rôles des EES. Aujourd'hui, les *Objectifs de développement durable des Nations Unies*, qui sont en cours de développement, de même que le *Programme d'action global pour l'éducation au développement durable*, renforcent l'appel à l'engagement des EES.

A bien des égards, la durabilité est encore dépourvue d'une intégration structurelle dans l'ensemble du système éducatif, de la recherche ainsi que dans la vie quotidienne des universités. Ce défi consistant à intégrer la durabilité, en l'envisageant comme une intégration structurelle dans l'ensemble de l'établissement et non plus comme un projet, soulève d'importantes questions sur l'évolutivité des initiatives et des points d'ancrage ainsi que des préoccupations sur les différents niveaux de mise en œuvre dans différentes régions du monde.

Afin de tirer profit des diverses pratiques et d'initier des activités qui ciblent des besoins et des opportunités spécifiques, un consortium de cinq partenaires [RCE de Graz-Styria (Université de Graz), RCE de Vienne (Université d'économie et d'affaires de Vienne), la Chaire UNESCO en enseignement supérieur pour le développement durable (Université Leuphana de Lüneburg), l'Institut d'études avancées sur la durabilité de l'Université des Nations Unies et l'**Association internationale des universités**], financé par le Ministre fédéral autrichien de la Science, de la Recherche et de l'Economie, a élaboré un questionnaire qui a été envoyé aux présidents d'université et responsables internationaux à la fois dans les réseaux d'enseignement supérieur et les réseaux étudiants. Le questionnaire demandait aux personnes interrogées de détailler leurs points de vue sur la situation de l'intégration du DD dans l'enseignement supérieur dans leur pays/région. En deux mois seulement, plus de 400 personnes dans 101 pays ont répondu au questionnaire. Les données collectées et les autres résultats de l'étude seront présentés lors de la *Conférence internationale*

sur l'enseignement supérieur pour le développement durable : l'enseignement supérieur après 2014, le 9 novembre à Nagoya, juste avant la Conférence mondiale des Nations Unies sur l'éducation au développement durable.

A ce stade, deux résultats intéressants peuvent d'ores et déjà être partagés :

- Lorsque l'on demande aux personnes interrogées où elles trouvent l'inspiration relative au développement durable, 47 % (n: 350) déclarent que les politiques internationales sont cruciales pour leur inspiration. Cette réflexion démontre l'importance des déclarations et notamment des programmes mondiaux tels que la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Ces éléments contribuent essentiellement à l'intégration structurelle de la durabilité dans les politiques d'enseignement supérieur aux niveaux régional, national et institutionnel.
- Une autre question portait sur le point de vue des personnes interrogées sur la question de l'efficacité des approches d'évaluation en vue de soutenir la durabilité dans le système d'enseignement supérieur. 42 % (n: 350) des personnes interrogées ont cité la gestion de la qualité dans l'éducation ainsi que les systèmes institutionnels de gestion de la qualité comme ayant l'impact le plus important. Ce résultat, ainsi qu'une série de conclusions de l'étude, démontrent que la gestion et l'évaluation de la qualité au service du développement durable sont des points d'ancrage essentiels en termes d'apprentissage institutionnel et de gestion du changement concernant la durabilité dans l'enseignement supérieur.

Le rapport de l'étude sera disponible en ligne sur le *Portail de l'AIU dédié à l'enseignement supérieur pour le développement durable* en novembre – Voir : www.iau-hesd.net

➔ Bénéficiez de tous les services et opportunités offerts par l'AIU

➔ Améliorez votre réseau, vos activités menées en partenariat et votre visibilité à l'international

ASSUREZ-VOUS D'ÊTRE PRÉSENTS

REJOIGNEZ L'AIU !

www.iau-aiu.net/join

Contact: Trine Jensen,
t.jensen@iau-aiu.net



NOUVELLES DES MEMBRES

L'AIU est heureuse de souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres suivants

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Université Dawat,
Afghanistan
www.dawat.edu.af/en/



Université internationale de commerce, d'agriculture et de technologie, Bangladesh
www.iubat.edu



Université Vels,
Inde
www.velsuniv.ac.in



Université Centrale du Nicaragua (UCN),
Nicaragua
www.ucn.edu.ni



Université nationale de recherches de l'Etat de Belgorod, Russie
www.bsu.edu.ru



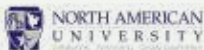
Université d'Etat d'Economie de Saint-Petersbourg, Russie
www.unecon.ru



Université Centrale,
Tunisie
www.universitecentrale.net



North American University,
États-Unis d'Amérique
www.na.edu



ORGANISATIONS

Association of Pacific Rim Universities,
Singapour
www.apru.org



CONSULTATION DES MEMBRES POUR LE PLAN STRATÉGIQUE DE L'AIU 2016-2020

L'AIU a récemment consulté l'ensemble des Membres institutionnels de l'Association pour solliciter leurs contributions dans la cadre de la préparation du Plan stratégique de l'AIU (2016-2020) qui doit être présenté à la prochaine Conférence Générale de l'AIU prévue en Thaïlande en 2016. Nous avons le plaisir d'annoncer que plus de 200 Membres ont fait part de leurs commentaires. Toutes les informations reçues seront examinées consciencieusement par le Comité exécutif du Conseil d'Administration dans le cadre de l'élaboration du Plan 2016-2020. Les Organisations membres, les Membres Affiliés et les Membres Associés seront consultés ultérieurement. La consultation est positive au sujet du travail entrepris par l'AIU et apporte des suggestions et des recommandations précieuses pour l'élaboration du futur plan stratégique de l'AIU.

L'AIU en chiffres

Au 1^{er} octobre 2014, l'AIU dénombre :

⇒ 596 établissements Membres (dont 4 observateurs),

⇒ 28 organisations Membres,

⇒ 17 Affiliés et 19 Associés.

In Memoriam

William (Bill) Allaway



Lorsque l'AIU a été fondée en 1950 à Nice (France), l'un des quelque 150 délégués ayant participé à la conférence était William (Bill) Allaway, représentant l'Université de Californie (UC), un jeune homme qui croyait fermement au pouvoir de la collaboration internationale entre universités et qui passa sa vie à promouvoir l'éducation internationale, les études à l'étranger et le campus mondial.

Nous avons appris avec tristesse le décès de Bill et de son épouse Olivia. Bill laisse derrière lui un grand héritage d'excellence universitaire non seulement au sein de l'UC mais aussi au sein de l'AIU qui l'a honoré lors de la 12^{ème} Conférence Générale de l'Association organisée à Utrecht (Pays-Bas) en 2008. Nous félicitons l'UC pour avoir créé l'*UCEAP Memorial Scholarship Fund for Bill Allaway*.

LE PROFESSEUR JOHN O'KEEFE (UNIVERSITY COLLEGE LONDON – UCL) REMPORTE LE PRIX NOBEL DE PHYSIOLOGIE OU MÉDECINE

L'AIU a le plaisir de féliciter le Professeur O'Keefe, UCL Institute of Cognitive Neuroscience, qui a remporté le Prix Nobel 2014 pour la découverte de cellules qui constituent un système de positionnement dans le cerveau – un « GPS interne » qui nous permet de nous orienter.



www.ucl.ac.uk/news/news-articles/1014/061014-john-okeefe

➔ OPPORTUNITÉS POUR LES MEMBRES – IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA VIE DE L'AIU ET BÉNÉFICIEZ PLEINEMENT DES SERVICES ET AUTRES POSSIBILITÉS OFFERTES :

CONFÉRENCES ET SÉMINAIRES DE L'AIU

➔ Merci de vous rendre en **page 2 « dates importantes ! »** et « **Appels à contribution** » pour la liste des prochains séminaires, réunions de groupes d'experts, la Réunion mondiale des associations de 2015 (à Montréal en mai), la Conférence internationale de 2015 (à Sienne en octobre) et plus encore.

RÉSEAUTAGE ET PARTAGE

Enseignement supérieur et développement durable (ESDD)

➔ **Référenciez votre établissement et partagez les actions qui y sont entreprises** en réponse aux besoins d'approches innovantes à mettre en place afin d'assurer un meilleur avenir pour tous grâce à l'éducation, l'enseignement, la recherche, l'engagement des communautés et plus. Inscrivez vos actions et initiatives sur le **Portail de l'AIU sur l'enseignement supérieur et le développement durable** : www.iau-hesd.net

Education Pour Tous (EPT)

➔ Enregistrez vos données sur les projets de l'enseignement supérieur, documents et inscrivez-vous en tant qu'expert en questions relatives à l'EPT sur le **Portail sur l'enseignement supérieur et l'éducation pour tous (HEEFA)** : www.heefa.net/

Approches innovantes des programmes doctoraux en Afrique (IDEA-PhD)

➔ Présentez vos programmes de formations doctorales, initiatives et opportunités en ligne sur le **Portail IDEA-PhD de l'AIU** (www.idea-phd.net). Le portail a été ouvert initialement pour servir les EES africains ; il présente ainsi nombre de projets collaboratifs avec des EES africains. Il s'adresse cependant également aux EES des autres continents.

➔ Prenez part à l'enquête de satisfaction : www.idea-phd.net

FAITES DE LA PUBLICITÉ POUR VOTRE ÉTABLISSEMENT

➔ **Partagez de l'information au sujet de conférences, publications et autres événements importants** avec l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur via la section **Actualités des Membres** du site Internet de l'AIU. Envoyez vos nouvelles à l'AIU à s.andriambololo@iau-aiu.net

➔ **Annoncez vos vacances de postes sur** : www.iau-aiu.net/node/1085

OPPORTUNITÉS DE PUBLICATION

➔ **Soumettez un article de recherche** à la revue scientifique **Higher Education Policy!** www.iau-aiu.net/fr/content/hep-journal

➔ **Écrivez un article** résumant vos récents projets ou activités, ou encore ceux de votre établissement pour parution dans le magazine de votre Association, **AIU Horizons**.

➔ **Soumettez des publications** afin qu'elles soient répertoriées dans la **Base de données sur l'enseignement supérieur dans le monde** (HEDBIB). **Contact** : a.sudic@iau-aiu.net

BOURSES ET SERVICES

➔ Réviser la stratégie d'internationalisation de votre établissement ainsi que les activités qui y sont liées en faisant appel au service de conseil en matière de stratégies d'internationalisation (ISAS) de l'AIU. Contactez iau@iau-aiu.net et consultez www.iau-aiu.net/content/isas

➔ Bénéficiez du programme LEADHER – www.iau-aiu.net/content/leadher

FAITES USAGE DES DÉCLARATIONS DE PRINCIPE DE L'AIU telles que :

- ➔ *La déclaration d'Iquitos sur l'enseignement supérieur pour le développement durable (2014)*
- ➔ *Renforcer les valeurs académiques dans l'internationalisation de l'enseignement supérieur: Un appel à l'action (2012)*
- ➔ *Guide AIU-OMC pour l'établissement d'un Code de déontologie dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche (2012)*
- ➔ *Accès équitable, succès et qualité dans l'enseignement supérieur (2008)*
- ➔ *Un enseignement supérieur de qualité au-delà des frontières (2005)*
- ➔ *Universités et technologies de l'information et de la communication (TIC) (2004)*
- ➔ *Vers un siècle de coopération : l'internationalisation de l'enseignement supérieur (2000)*
- ➔ *Liberté académique, autonomie universitaire et responsabilité sociale (1998)*
- ➔ *Déclaration de Buenos Aires sur le financement de l'enseignement supérieur (1994)*
- ➔ *Déclaration de Kyoto sur le développement durable (1993)*

➔ **DEVENEZ MEMBRE POUR BÉNÉFICIER PLEINEMENT DES SERVICES ET OPPORTUNITÉS OFFERTS !**

De plus amples informations sur : www.iau-aiu.net/content/join

DOSSIER THÉMATIQUE

Agenda pour le développement de l'après 2015 – mais où donc est l'enseignement supérieur?



par **Hilligje van't Land**,
Directrice, Adhésions et Développement des Programmes
(h.vantland@iau-aiu.net)



A travers ses Membres institutionnels et organisationnels, ses projets et programmes, L'Association internationale des universités (AIU) a toujours soutenu les universités et autres

établissements d'enseignement supérieur dans leur travail qui répond en tout ou partie aux enjeux de nos sociétés autour du monde.

Tel que stipulé dans la Déclaration d'Iquitos de l'AIU sur EDD adoptée au Pérou en mai 2014, l'AIU soutient l'idée qu'il « ne sera pas possible de créer les conditions intellectuelles, économiques, environnementales et culturelles requises pour un avenir durable pour tous sans l'engagement total de l'enseignement supérieur dans l'agenda pour le développement de l'après 2015. »

L'enseignement supérieur n'est pas un but en soi, mais un moyen de parvenir à une fin : la création de ce monde que nous envisageons pour les générations d'aujourd'hui et de demain. L'enseignement supérieur a un rôle essentiel à jouer dans les transformations attendues et recommandées en particulier par le Groupe de haut niveau mis en place par les Nations Unies et qui se penche actuellement sur l'évaluation des résultats réalisés dans le cadre des objectifs du millénaire mais non atteints, et sur la définition des objectifs du développement durable qui vise en grande partie à l'éradication de la pauvreté et à la création d'un monde viable soutenu par un développement durable. Ces nouveaux objectifs du développement durable sont les préoccupations de nous tous sur terre car ils répondent à des problématiques qui sont liés directement à la capacité de charge de notre planète dans son ensemble. L'enseignement supérieur et la recherche peuvent et se doivent d'apporter des réponses indispensables à cette dynamique de transformation sans laquelle les choses ne se feront pas.

C'est afin de soutenir concrètement ces idées et afin de souligner davantage ce rôle et ce besoin d'engagement, et en prévision du nouveau programme cadre mondial pour le développement, que l'AIU travaille sur l'ESDD depuis bien avant la décennie des NU pour l'EDD, qu'elle organise conférence et séminaire, a créé le portail global ESDD, publie et qu'elle prend une part active dans la Conférence internationale sur l'éducation au développement durable du 9 novembre à Nagoya puis à la Conférence mondiale UNESCO sur ESDD les 10-12 novembre 2014.

Par ailleurs, par le biais de ce numéro spécial de AIU Horizons, l'AIU donne la parole à des experts de tous horizons et organisations de tous pays et qui s'expriment sur le besoin de soutenir fortement le rôle et les actions développées par les EES dans le monde et sans lesquels le changement attendu ne surviendra pas. Je leur cède la parole et vous invite vivement à lire ces papiers et espère que cela donnera naissance à de nouveaux débats aux seins de vos établissements et organisations respectifs.

Bonne lecture !

- 19 Introduction, par Hilligje Van't Land, AIU
- 20 Travail de l'AIU sur l'ESDD, par Dzulkifli Abdul Razak, Président de l'AIU
- 21 Conférence internationale sur l'enseignement supérieur: l'enseignement supérieur après 2014, UNU, Japon
- 22 L'avenir de l'éducation au développement durable et le rôle des établissements d'enseignement supérieur, UNESCO
- 23 Faisons du bruit! L'enseignement supérieur et l'Agenda de développement post-2015, par Budd L Hall, Canada
- 24 Styles de vie durables et Agenda pour l'après 2015 – A la recherche d'une vision globale, by Victoria W. Thoresen, Norvège
- 25 Le monde après 2015 – L'enseignement supérieur est-il prêt?, par Patrice Ajai-Ajagbe, ACU, Royaume-Uni
- 26 Il est crucial d'inclure l'ES dans l'agenda pour le développement de l'après 2015, par Damtew Teferra, Afrique du Sud
- 28 Préparer le terrain: l'agenda pour le développement pour l'après 2015: défis et rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche, par Berhanu Abegaz, African Academy of Sciences, Kenya
- 30 L'ES et la réalisation des objectifs de développement, par Ad Boeren, Nuffic
- 32 ProSPER.Net et la création de réseaux dans l'enseignement supérieur: promouvoir l'EDD et former les leaders du développement durable, par Aurea Christine Tanaka et Mario Tabucanon, Japon
- 33 L'exemple d'une université orientée vers la durabilité: le cas de l'Université Tongji, par Wang Xin, Wu Jiang, et Sun Jie, Chine
- 35 Le rôle de l'enseignement supérieur en Amérique Latine dans l'agenda pour l'après 2015, par Roberto Escalante, par Roberto Escalante et Orlando Delgado, UDUAL, Mexique
- 36 Enseignement supérieur et changements mondiaux: une réflexion sur le rôle des technologies, par Nadia Paola Mireles Torres, Mexique
- 37 Le rôle de l'enseignement supérieur dans l'agenda pour le développement latino-américain et caribéen, par Raúl Arias Lovillo et Segundo Benítez Hurtado, Equateur
- 39 Le Rôle de l'enseignement supérieur dans les dialogues post 2015, par Daniella Tilbury, RU et Clemens Mader, Allemagne/Suisse
- 40 Education environnementale et formation à l'UNEP par GUPES, par UNEP
- 41 Pour une suite de l'initiative Education Pour Tous (EPT) des Nations-Unies incluant l'enseignement supérieur, par Isabelle Turmaine, IAU
- 42 Un test de compétence en durabilité, dans quel but? par J.-C. Carteron, Directeur CSR, Kedge Business School, Président du Test

01 Travail de l'AIU sur l'ESDD



par **Dzul kififi Abdul Razak**, Président de l'AIU (iau@iau-aiu.net)



L'enseignement supérieur au service du développement durable (ESDD), en tant qu'extension de l'agenda mondial des Nations Unies sur l'éducation pour le développement durable dirigé par l'UNESCO, est l'une des principales priorités thématiques de l'AIU. Bien avant la déclaration de la *Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (DEDD)*, 2005-2014, l'AIU a non seulement soutenu l'agenda mais s'est surtout attachée à le promouvoir auprès de ses établissements membres et au-delà. Dès 1993, l'AIU a organisé sa neuvième table ronde à Kyoto au Japon et a adopté la Déclaration de Kyoto représentant plus de 650 de ses établissements et organisations membres dans 120 pays. La déclaration conserve la quintessence des déclarations de Halifax et de Swansea (Voir la *Déclaration de Kyoto de 1993 de l'AIU sur le développement durable* disponible sur le portail de l'AIU dédié à l'ESDD : www.iau-hesd.net).

Consciente de l'urgence de la situation, l'AIU, en tant qu'organisation internationale disposant d'un statut d'Associé officiel de l'UNESCO, reconnaît les rôles vitaux que l'enseignement supérieur peut et se doit de jouer dans le processus global consistant à atteindre les objectifs du développement durable. Nous pensons que les directeurs d'établissements d'enseignement supérieur, le personnel académique et administratif, les étudiants et autres parties prenantes sont dans une position idéale pour contribuer à façonner un avenir équitable et respectueux de l'environnement en faisant du développement durable un axe académique et organisationnel central.

Il est donc essentiel que les établissements d'enseignement supérieur comprennent et acceptent leur responsabilité dans un contexte plus large de développement économique et social, ainsi que la construction de sociétés démocratiques, équitables et écologiques. Dans la mesure où ceci nécessite la production et la diffusion de connaissances à travers l'interdisciplinarité de la recherche et de l'enseignement, l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités et la technologie, l'AIU développe des projets depuis plus de vingt ans et assume des rôles de leadership actifs dans des initiatives internationales et régionales. Elle organise également régulièrement des événements sur ce thème afin de promouvoir et faciliter la responsabilité des universités en matière de durabilité.

L'AIU représente souvent ses Membres au sein de plusieurs comités, notamment : le Groupe de référence des Nations Unies sur l'ESDD coordonné par l'UNESCO, les Centres régionaux d'expertise (RCE) coordonnés par le Comité des pairs Ubuntu dont le rôle est d'examiner et de suivre l'évolution des RCE, et l'enquête mondiale du PNUE sur les modes de vie durables (GSSL).

L'initiative unique de l'AIU visant à développer une plateforme Internet interactive pour faciliter les échanges et la mise en réseau sur l'ESDD – le portail de l'AIU sur l'ESDD – revêt une importance particulière. Le Portail ESDD, accessible en ligne à www.iau-hesd.net, est un projet qui va au-delà de la de la décennie (2005-2014). Les universités et autres établissements d'enseignement supérieur du monde entier sont invités à présenter leurs initiatives et créer des liens à travers le portail. La dernière déclaration de l'AIU, la *Déclaration d'Iquitos de l'AIU sur l'ESDD*, qui fait suite à la **Conférence internationale 2014 de l'AIU Concilier l'enseignement supérieur et les savoirs traditionnels pour le développement durable** organisée au Pérou, y est accessible.

Dans ce contexte, l'AIU joue un rôle significatif en tentant d'intégrer les objectifs du Programme de l'ONU sur l'ESDD, comme ce sera également le cas lors des conférences marquant la fin de la Décennie à Aichi-Nagoya, Japon, en novembre 2014, en partenariat avec l'UNU-IAS, le PNUE, l'UNESCO et l'AUA.

L'AIU est également consciente de la nécessité de continuer de promouvoir l'ESDD après 2014. L'une des initiatives que l'AIU soutient activement est le Programme d'action global (GAP) pour l'EDD dont l'objectif est de promouvoir et renforcer l'action en faveur de l'EDD. Le Programme est destiné à apporter une contribution substantielle à l'agenda pour le développement de l'après 2015. Le GAP a deux objectifs : réorienter l'éducation et l'apprentissage afin que chacun ait la possibilité d'acquérir les connaissances, les compétences, les valeurs et les attitudes qui lui permettent de contribuer au développement durable et de faire la différence ; et renforcer l'éducation et l'apprentissage dans tous les agendas, programmes et activités en faveur du développement durable.

Plus précisément, sur les cinq domaines d'action prioritaires proposés par le GAP, l'AIU, qui s'appuie sur une vaste expérience en la matière, concentre ses efforts sur l'intégration des pratiques durables dans les environnements d'éducation et de formation (approches institutionnelles globales). Les autres domaines d'action comprennent : le renforcement des capacités des éducateurs et des formateurs ; la mobilisation des jeunes et le développement des moyens d'action ; l'encouragement des communautés locales et des municipalités à élaborer des programmes communautaires sur l'EDD ; et le renforcement des politiques.

Il est à espérer qu'à travers ces domaines prioritaires, le GAP encouragera et renforcera l'action à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'éducation afin d'accélérer les progrès en faveur du développement durable à travers la multitude d'établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Il est tout aussi important de noter que « l'après 2015 » fait également référence à la conclusion des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), un ensemble d'objectifs adoptés par l'ONU depuis 2000. Il est donc pertinent de juxtaposer l'EDD dans le contexte des résultats obtenus en matière d'OMD et de chercher les meilleures voies à suivre à travers la collaboration.

Pour citer la Déclaration de Sapporo sur la durabilité (Sommet universitaire du G8) de juillet 2008 : la durabilité est un vaste domaine qui recouvre une diversité complexe de facteurs interdépendants allant de l'environnement naturel aux systèmes socio-économiques. La durabilité mondiale ne peut être atteinte qu'à travers une approche globale prenant en compte à la fois les questions environnementales et socio-économiques. Il s'agit

sans aucun doute des défis majeurs qui attendent l'AIU et les établissements d'enseignement supérieur afin de garantir que l'ESD soit proactive dans la création d'un avenir durable.

02 Conférence internationale sur l'enseignement supérieur : l'enseignement supérieur après 2014, Nagoya, Japon, 9 novembre 2014

par l'Université des Nations Unies, (heconference@unu.edu)

En décembre 2002, L'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté la résolution 57/254 en vue de mettre en place la Décennie pour l'éducation au développement durable (DEDD : 2005-2014). Les établissements d'enseignement supérieur (EES) jouent un rôle crucial dans la production et la diffusion de connaissances en intégrant les principes du développement durable dans l'ensemble des cursus universitaires ainsi que dans les programmes d'enseignement et de recherche. On attend également des EES qu'ils servent de bases de connaissances locales au service du développement durable en dispensant des connaissances et des compétences appropriées à la communauté locale.

Marquant la dernière année de la DEDD, la **Conférence internationale sur l'enseignement supérieur : l'enseignement supérieur après 2014** sera organisée par l'Université des Nations Unies (UNU) le 9 novembre 2014 à Nagoya (Japon) en étroite collaboration avec les agences des Nations Unies et les organisations internationales concernées telles que l'UNESCO, le PNUE, le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU DAES), l'initiative 'Principles for Responsible Management Education' (PRME – Global Compact ONU) et l'Association internationale des Universités (AIU).

La conférence aspire à célébrer les réalisations des différentes initiatives lancées dans le domaine de l'enseignement supérieur tout au long de la DEDD en soulignant leurs contributions au développement durable à travers des changements de vision, de leadership et de structure de connaissances par rapport à d'autres systèmes de connaissances, et à travers l'engagement aux côtés de secteurs primordiaux. La conférence identifiera également les principaux défis et voies de transformation des EES, en mettant notamment l'accent sur l'augmentation et l'intégration de pratiques innovantes dans le développement de l'apprentissage et des connaissances ainsi que de la recherche.

Les résultats de la conférence seront partagés, détaillés et feront l'objet d'une discussion lors d'un atelier organisé durant la Conférence mondiale de l'UNESCO pour l'EDD (10-12 novembre 2014). L'AIU et *Higher Education Sustainability Initiative* (HESI) organise conjointement cet atelier sur Enseignement supérieur et Recherche. Il permettra de faire le point sur les engagements pris, de définir de nouveaux objectifs et de développer de nouveaux partenariats stratégiques en vue de contribuer au Programme d'action global pour l'EDD et l'Agenda de développement post-2015. Plus de détails sont disponibles sur le site Internet de la conférence (<http://www.c-linkage.com/for/hesd/>).

03 L'avenir de l'éducation au développement durable et le rôle des établissements d'enseignement supérieur

par le **Secrétariat EDD basé à l'UNESCO**
(esddecade@unesco.org)



Pour façonner *l'avenir que nous voulons*, nous avons besoin d'une éducation qui inculque à chaque garçon et chaque fille, et à chaque femme et chaque homme, les valeurs, les compétences et les connaissances pour leur permettre de trouver des solutions aux défis d'aujourd'hui et de demain. Bien qu'il soit nécessaire que cette éducation débute dès la petite enfance, elle doit se poursuivre tout au long de la vie. Formant les leaders de demain, les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle central à jouer dans la préparation des étudiants au développement durable.

Le message qui prône que l'éducation est le moyen de façonner les valeurs, les compétences et les connaissances nécessaires à la construction de sociétés durables a soutenu la Décennie de l'éducation pour le développement durable (des Nations Unies DEDD, 2005-2014), dont l'UNESCO a pris le lead. Alors que la Décennie a pu observer des progrès significatifs de l'EDD, comme notamment plusieurs pays intégrant des stratégies d'enseignement, des outils et des objectifs dans les politiques nationales de développement durable et une augmentation dans les stratégies nationales de l'EDD, il reste encore beaucoup à faire pour que l'EDD soit intégrée dans tous les domaines de l'éducation et de l'apprentissage.

Lors de la Conférence Rio+20, les pays représentés ont convenu de promouvoir l'éducation pour le développement durable au-delà de la fin de la Décennie des Nations Unies. En outre, le Groupe de travail sur les objectifs de développement durable a proposé que l'EDD fasse partie des objectifs de son plan d'action pour l'éducation proposé pour l'après-2015, qui vise à « assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et promouvoir les possibilités d'apprentissage continu pour tous ». Ceci s'aligne avec l'objectif de l'Accord Muscat adopté à la Réunion mondiale de l'UNESCO de 2014 pour l'Éducation pour tous.

En novembre, la **Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable**, à Aichi-Nagoya (Japon) fera un pas important dans cette direction, en s'assurant que l'éducation du futur répond aux défis de durabilité auxquels nous faisons face. Réunissant quelque 1000 participants du monde entier, la Conférence célébrera les réalisations de dix ans d'efforts mondiaux en matière d'EDD, présentant les initiatives, les acteurs clés et les réseaux dans ce domaine (et notamment l'AIU et son portail mondial sur l'enseignement supérieur pour le développement durable www.iau-hesd.net), ainsi que les idées générées par la Décennie des Nations Unies pour l'EDD. Ayant pour titre « Apprendre aujourd'hui en vue d'un développement durable », la Conférence identifiera les leçons apprises et verra le lancement de l'avenir de l'EDD : le **Programme d'action global (GAP) pour l'EDD**.

Avec cette dynamique continue pour l'EDD, les enjeux pour le lancement du Programme d'action mondial sur l'EDD sont également importants. Le GAP poursuivra l'objectif général visant à utiliser l'EDD comme un vecteur essentiel permettant de contribuer à la résilience et la durabilité des sociétés, cherchant ainsi à contribuer de manière significative à l'agenda pour le développement durable pour l'après 2015.

Afin d'exploiter au maximum le potentiel de l'EDD, le GAP se focalisera sur **cinq domaines d'action prioritaires** qui se sont avérés cruciaux dans la promotion de l'EDD durant la Décennie :

- Promouvoir les politiques ;
- Intégrer les pratiques de durabilité dans les environnements d'enseignement et de formation (approches institutionnelles globales) ;
- Renforcer les capacités des enseignants et des formateurs ;
- Responsabiliser et mobiliser les jeunes ; et
- Encourager les communautés locales et les autorités municipales à développer des programmes communautaires sur l'EDD.

Les établissements d'enseignement supérieur en tant que partenaires du Programme d'action global pour l'EDD

L'enseignement supérieur constitue l'environnement d'apprentissage pour tous les professionnels de l'éducation ; dispenser les connaissances nécessaires en matière d'EDD à tous les professionnels est d'une importance capitale. Les directeurs d'établissements d'enseignement supérieur occupent une position clé pour contribuer à la construction d'un avenir équitable et respectueux de l'environnement en établissant le développement durable comme un axe académique et organisationnel central.

Durant les dix années de la **Décennie des Nations Unies pour l'EDD**, les établissements d'enseignement supérieur (EES) ont intensifié leurs efforts pour soutenir le développement durable. Ils ont consenti des efforts considérables pour répondre à la durabilité dans le mode de fonctionnement des campus, en s'appuyant sur le développement et le partage d'outils et de cadres relatifs à la préparation de rapports, suivi d'exemples de bonnes pratiques dans la réorientation des pratiques d'apprentissage et d'enseignement et des progrès réalisés dans la recherche sur la durabilité.

Par exemple, les nouveaux programmes/cours/diplômes spécialisés et relatifs à l'EDD sont en hausse. Des réseaux d'établissements d'enseignement supérieur ont vu le jour, renforçant les capacités et élargissant l'influence sur l'EDD. Les EES intensifient la valeur et l'impact de leurs enseignements et de leur recherche au niveau local et accélèrent les changements communautaires.

Les universités et les EES ont un rôle clé à jouer dans tous les domaines d'action prioritaires. Premièrement, les universités et les réseaux d'enseignement supérieur peuvent contribuer à l'analyse et au diagnostic des défis liés à la durabilité afin d'orienter les politiques. Ils peuvent conduire des travaux de recherche et donner des conseils et des orientations sur le renforcement des systèmes éducatifs nationaux, ainsi que sur certains aspects du renforcement des capacités au service du développement durable entre différents secteurs. Deuxièmement, de nombreux établissements d'enseignement supérieur sont pionniers dans l'adoption d'une approche institutionnelle globale et on attend d'eux qu'ils dirigent ce mouvement après la Décennie pour l'EDD. Troisièmement,

ils jouent un rôle clé dans la formation des enseignants et des décideurs. Quatrièmement, les collèges, les universités et les EES sont les lieux où de nombreux chefs de file de mouvements dédiés à la jeunesse s'engagent dans l'action en tant qu'étudiants. Enfin, les établissements d'enseignement supérieur peuvent apporter une expertise et soutenir les initiatives locales en matière d'EDD. Ils peuvent combiner les connaissances et l'expérience au niveau local avec des informations contenues à des niveaux supérieurs.

UNESCO attend donc impatiemment les engagements de la communauté de l'enseignement supérieur qui seront pris en faveur du Programme d'action mondial sur l'EDD et de pouvoir établir une bonne collaboration au cours de la Décennie de l'EDD de l'ONU.

Pour plus d'informations sur la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable :

www.unesco.org/new/en/unesco-world-conference-on-esd-2014/
www.worldwewant2015.org

Les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies (ODD)

L'un des principaux résultats de la Conférence Rio+20 a été l'accord signé par les Etats membres pour lancer un processus visant à développer un ensemble d'Objectifs de Développement Durable (ODD), qui s'appuiera sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement et convergera vers l'agenda de développement pour l'après 2015. Il a été convenu d'établir un « processus intergouvernemental transparent et participatif, ouvert à toutes les parties prenantes, en vue de soumettre une proposition d'objectifs de développement durable à l'Assemblée générale des Nations Unies ».

Dans la déclaration finale Rio+20, les Etats membres ont convenu que les objectifs de développement durable (ODD) devaient être les suivants :

1. Etre basés sur l'Agenda 21 et le Plan d'action de Johannesburg.
2. Respecter pleinement tous les principes de Rio.
3. Etre conformes au droit international.
4. S'appuyer sur les engagements déjà adoptés.
5. Contribuer à la pleine mise en œuvre des engagements de tous les grands sommets dans les domaines économique, social et environnemental.
6. Mettre l'accent sur les domaines prioritaires pour la réalisation du développement durable, en étant guidés par la déclaration finale.
7. Aborder et intégrer de manière équilibrée les trois dimensions du développement durable et leur interdépendance.
8. Etre cohérents et intégrés à l'Agenda de développement post-2015 des Nations Unies.
9. Ne pas détourner l'attention ou l'effort de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.
10. Inclure la participation active de tous les acteurs concernés, le cas échéant, dans le processus

Il a ensuite été convenu que les ODD devaient être : orientés vers l'action ; concis ; faciles à communiquer ; en nombre limité ; ambitieux ; de nature mondiale ; universellement applicables à tous les pays, tout en tenant compte des différentes réalités nationales, des capacités et des niveaux de développement et du respect des politiques et des priorités nationales.

La déclaration finale Rio+20 *'L'avenir que nous voulons'* a prévu d'établir un processus intergouvernemental transparent et participatif sur les ODD, ouvert à toutes les parties prenantes, en vue d'élaborer des objectifs de développement durable qui seront approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies. La déclaration finale a mandaté la création d'un groupe de travail ouvert intergouvernemental qui soumettra un rapport à la 68^e session de l'Assemblée générale contenant une proposition d'objectifs de développement durable à prendre en compte. Le processus de coordination des ODD doit être cohérent avec le processus de l'agenda de développement post-2015, et l'expertise initiale nécessaire à la mission du Groupe de travail sera fournie par le Secrétaire général de l'ONU en concertation avec les gouvernements nationaux. La proposition de liste des ODD est présentée ci-après :

Objectif 1. Eradiquer la pauvreté sous toutes ses formes partout

Objectif 2. Eradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable

Objectif 3. Assurer les conditions d'une vie en bonne santé et promouvoir le bien-être pour tous à tout âge

Objectif 4. Assurer une éducation équitable, inclusive et de qualité et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie pour tous

Objectif 5. Parvenir à l'égalité des genres et autonomiser toutes les femmes et toutes les filles

Objectif 6. Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et l'assainissement pour tous

Objectif 7. Assurer l'accès aux services énergétiques modernes, abordables, durables et fiables pour tous

Objectif 8. Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein-emploi productif et un travail décent pour tous

Objectif 9. Construire des infrastructures solides, promouvoir l'industrialisation inclusive et durable et encourager l'innovation

Objectif 10. Réduire les inégalités dans et entre les pays

Objectif 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains deviennent des espaces inclusifs, sûrs, solides et durables

Objectif 12. Adopter des modes de consommation et de production durables

Objectif 13. Prendre des mesures urgentes pour combattre le changement climatique et ses impacts

Objectif 14. Conserver et utiliser de manière durable les océans, les mers et les ressources marines pour le développement durable

Objectif 15. Protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, la gestion durable des forêts, lutter contre la désertification, et combattre et inverser la dégradation des terres et enrayer la perte de la biodiversité

Objectif 16. Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour le développement durable, assurer l'accès à la justice pour tous et la création d'institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux

Objectif 17. Renforcer les moyens de mise en œuvre et redynamiser le partenariat mondial pour le développement durable

Voir <http://sustainabledevelopment.un.org/focussdgs.html> et www.sdgseinventory.org/

Source : <http://sustainabledevelopment.un.org/focussdgs.html>

04 Faisons du bruit ! L'enseignement supérieur et l'Agenda de développement post-2015



par **Budd L. Hall**, Co-président, Chaire UNESCO en recherche communautaire et responsabilité sociale dans l'enseignement supérieur, University of Victoria, Colombie-Britannique, Canada (www.unescochair-cbrsr.org, www.qacer.org)



A l'heure où j'écris cet article, je ne sais pas si les termes « enseignement supérieur » paraîtront ou non dans la

formulation des objectifs de développement pour l'après 2015 des Nations Unies. Mais avant d'aller plus loin dans la discussion, je voudrais d'abord dire un mot aux Membres de l'AIU et aux lecteurs, sur ce qu'étaient les Objectifs du Millénaire pour le Développement et pourquoi ceux d'entre nous qui travaillent dans l'enseignement supérieur devraient y prêter attention.

A la fin des années 1990, à l'approche du nouveau millénaire, la fin d'une période de 2 000 ans d'histoire et le passage à une nouvelle ère a incité les dirigeants du monde entier, les spécialistes du développement, les hommes politiques et les personnes ordinaires à réfléchir à ce que nous avons créé, en tant qu'êtres humains, durant 2 000 ans. Cette période de transition a également nourri une réflexion sur de possibles objectifs collectifs pour l'avenir. Au sein de la famille des Nations Unies, nous avons vu la création des *Objectifs du Millénaire pour le Développement*, baptisés OMD. Huit objectifs ont été définis et des cibles mondiales ont été fixées. L'objectif numéro 2, le seul ciblé sur l'éducation, était intitulé 'Assurer l'éducation primaire pour tous' d'ici à 2015. Ce projet reste inachevé. Les OMD ont répondu à plusieurs objectifs fondamentaux. Ils ont permis d'orienter les ressources des Nations Unies en définissant un ensemble de priorités. Ils ont attiré l'attention des dirigeants politiques des pays du Sud sur des domaines qu'ils se doivent de considérer en priorité. Ils ont eu une influence considérable sur les priorités et les allocations d'aide au développement international. Ils ont été le sujet d'un grand nombre de projets de recherche. Pour résumer, ils ont eu un impact sur la façon dont la quantité des fonds a été principalement allouée entre et au sein des pays, et non exclusivement dans les pays du Sud.

L'enseignement supérieur n'était pas mentionné dans les OMD. Dans l'agenda pour le développement pour l'après 2015, il est crucial que l'enseignement supérieur s'inscrive dans un objectif éducatif plus inclusif ou qu'il soit un facteur indispensable favorisant la réalisation des autres objectifs. Mais si **nous souhaitons que l'enseignement supérieur soit mentionné, nous devons faire du bruit !** Le lobbying visant à inscrire des objectifs et/ou des perspectives spécifiques dans les objectifs de l'après 2015 ou à rejeter certaines idées (l'inégalité peut-être ?) est agressif et sophistiqué. Nous avons les moyens de nous faire entendre. **Tout d'abord**, j'encourage fortement tous les Membres de l'AIU à adresser une note au Secrétariat de l'AIU avec

un message de soutien demandant l'inclusion de l'enseignement supérieur dans les objectifs de l'après-2015. L'AIU pourra faire passer le message à l'UNESCO et d'autres organisations qui pourraient avoir une certaine influence. **Deuxièmement**, j'attire l'attention de tous les lecteurs sur Le monde après 2015 : l'enseignement supérieur est-il prêt?, une campagne organisée par l'Association of Commonwealth Universities (ACU) (<https://beyond2015.acu.ac.uk/>) et voir le papier publié en page 25 du présent magazine). ACU reçoit des contributions des quatre coins du monde et s'efforce d'attirer l'attention des agences des Nations Unies. Plus l'ACU reçoit de contributions, le mieux c'est. **Troisièmement**, je vous suggère d'adresser un courrier à la Directrice Générale de l'UNESCO expliquant les raisons pour lesquelles l'enseignement supérieur devrait être inclus. Son bureau fera passer ensuite cette note au département concerné. De tous les organismes des Nations Unies, l'UNESCO jouera le rôle le plus influent sur les dimensions éducatives des objectifs de l'après 2015. **Enfin**, chacun d'entre vous, dans vos départements ou universités, pourrait lancer une discussion sur l'enseignement supérieur et les objectifs pour le développement pour l'après 2015. Si nous voulons avoir une influence, nous devons **dès aujourd'hui** faire plus de bruit !

Pourquoi est-ce important? **Premièrement**, les objectifs de développement post-2015 sont de plus en plus perçus comme des objectifs mondiaux et non juste comme des idées pour les pays du Sud, comme c'était le cas en 2000. **Deuxièmement**, comme nous l'avons souligné, les objectifs auront une influence sur les priorités politiques et de financement, et si nous voulons davantage d'investissements pour l'enseignement supérieur, il s'agit là d'un objectif important. **Mais surtout dans la mesure où la réalisation des autres objectifs sera bien moins aboutie si l'enseignement supérieur ne s'engage pas dans le processus.** Il y a fort à parier que la quasi-totalité des dirigeants politiques, des leaders de la société civile, des chefs d'entreprise, des spécialistes du développement, des fonctionnaires de l'administration est ou sera diplômée de l'une de nos universités. Les établissements d'enseignement supérieur sont devenus de plus en plus omniprésents accueillant un nombre toujours plus grand d'étudiants. Ils existent en grand nombre dans les grandes villes et en plus petit nombre dans les villes de taille moyenne. Les établissements d'enseignement supérieur sont des institutions riches au niveau du capital social et intellectuel qu'elles représentent. Des milliers d'étudiants peuvent être impliqués dans des activités professionnelles ou suivre une formation au sein de la communauté. On compte également de nombreux membres du personnel universitaire et chercheurs. Nous faisons tous partie dans nos universités de nombreux réseaux nationaux et internationaux. Nos bibliothèques électroniques modernes sont de plus en plus interconnectées partout dans le monde. **Nous avons tellement à apporter aux lieux dans lesquels nous vivons.**

Enfin, nous devons faire du bruit car nous sommes aujourd'hui au carrefour de vies environnementales, économiques, culturelles et sociales. Les défis rencontrés par nos communautés concernant le changement climatique, le manque d'emplois bien payés, l'exclusion, l'absence de domicile, la violence faite aux femmes, la gestion de l'eau, la sécurité alimentaire et la sécurité ont atteint un niveau obligeant l'enseignement supérieur à devoir y répondre de façon innovante. Nous devons recourir à de nouvelles formes de responsabilité sociale et trouver des solutions innovantes à travers la collaboration avec les autres dans nos communautés pour répondre à ce que certains

appellent les 'problèmes pernicious' de notre époque. Pour celles et ceux qui voudraient mieux connaître les initiatives prometteuses en cours dans le monde, je recommande fortement le **Rapport mondial sur l'enseignement supérieur 5**, compilé par le Global University Network for Innovation, et dont le sous-titre est **Connaissance, engagement et contribution de l'enseignement supérieur aux transformations sociales** (disponible en anglais). Le rapport expose de nombreuses raisons pour lesquelles nous devons faire du bruit et de nombreuses bonnes idées pour aider à définir les domaines dans lesquels faire du bruit. **Mais soyons très clairs, si l'enseignement supérieur reste sur la touche, nous perdrons une opportunité importante. Le silence n'est pas d'or. Le bruit est beau.**

05 Styles de vie durables et Agenda pour l'après 2015 – A la recherche d'une vision globale



par **Victoria W. Thoresen**, Chaire UNESCO pour l'éducation sur les styles de vie durables, Hedmark University College, Norvège (victoria.thoresen@hihm.no)



“ Nous reconnaissons que l'éradication de la pauvreté, le renoncement à des modes de consommation et de production non durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles nécessaire au développement économique et social sont les principaux objectifs et les conditions essentielles d'un développement durable ”

L'avenir que nous voulons, Rio+20, 2012

La prise de conscience des impacts de l'activité humaine sur l'environnement et la société n'est pas nouvelle, mais l'intégration des contributions actuelles et factuelles sur le sujet dans les pratiques et les programmes d'enseignement supérieur commence à peine à devenir visible.

A la suite des premiers cris d'alerte lancés au niveau mondial au début des années 1970, la question de minimiser les effets sur la nature causés par la façon dont les gens vivent a été remise au goût du jour et a occupé une place centrale dans les initiatives de l'Agenda 21. L'accent a été mis sur le rôle de l'industrie et du gouvernement dans l'amélioration des infrastructures, la promulgation de réglementations et la modification de produits afin de réduire les émissions de carbone. L'analyse du cycle de vie des produits et les processus de dématérialisation/séparation de la production ont constitué les principales approches, se concentrant sur l'amélioration de l'efficacité énergétique.

Les économistes et les spécialistes des sciences sociales ont fait part de leurs points de vue sur les conséquences sociales de la

production et de la consommation non durables. Le rôle de l'individu et ses choix de styles de vie sont devenus un élément important de la discussion sur la façon d'atténuer les effets négatifs du changement climatique et de promouvoir la transition vers un avenir plus juste et durable. Le Processus de Marrakech sur la consommation et la production durables (2000-2010) a soutenu des projets et s'est efforcé de porter à l'attention des formateurs, des décideurs politiques et du grand public le besoin urgent de réfléchir à la manière dont nous organisons notre vie quotidienne, dont nous socialisons, partageons, apprenons et formons. En d'autres termes, repenser nos styles de vie, comment nous achetons et ce que nous consommons.

La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (UN-DESD) a inscrit l'éducation pour une consommation durable à son agenda en 2008, en tant qu'élément essentiel de l'EDD. A partir de ce moment-là, la corrélation entre les systèmes et les processus a été de plus en plus reconnue et la discussion sur les modes de vie durables a été élargie pour examiner la manière dont les modes de vie non durables sont liés à des maladies transmissibles, à la pauvreté, et à l'utilisation et la répartition inégales des ressources. Les concepts de responsabilité sociale ont également commencé à être pris en considération pour les générations futures et les opportunités qui leur seront offertes.

Lors de la *Conférence mondiale sur le développement durable* (Rio+20) organisée en 2012, les leaders du monde entier ont convenu que la sensibilisation et l'éducation sur les modes de vie durables devaient être améliorées à la fois en termes de portée et de qualité. Un cadre décennal de programmes pour la consommation et la production durables a été adopté, et des préparations sont en cours pour lancer le programme sur les modes de vie durables et l'éducation et pouvoir ainsi renforcer les initiatives positives déjà existantes et soutenir de nouvelles actions innovantes.

Parallèlement au cadre décennal de programmes, l'UNESCO a préparé un Programme d'action global pour assurer un suivi à l'UN-DESD. Ce programme souligne également le besoin urgent d'une éducation holistique, pratique et basée sur des valeurs qui stimule la pensée systémique et l'apprentissage social.

Les « groupes de travail ouverts » des Nations Unies qui sont en charge de formuler les textes de l'agenda pour l'après 2015, appelés objectifs du développement durable, ont publié leur version finale qui sera soumise à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour approbation. La référence à l'éducation de qualité pour tous et à l'éducation pour les modes de vie durables est incluse dans leur texte.

Plusieurs réseaux internationaux d'établissements d'enseignement supérieur ont été créés. Lors de la Conférence Rio+20, l'*Initiative des établissements d'enseignement supérieur en faveur du développement durable* a été lancée afin d'établir une plateforme mondiale de connaissances sur l'éducation pour le développement durable. Parmi les autres réseaux axés sur la consommation et la production durables figure PERL (Partenariat pour l'éducation et la recherche pour un mode de vie responsable) qui comprend 140 établissements dans 50 pays. PERL (www.perlprojects.org) concentre ses efforts depuis plus de dix ans sur les modes de vie responsables à travers le développement de la recherche, les programmes de base, les méthodologies d'apprentissage, les cours, le matériel, les indicateurs d'évaluation et la formation des enseignants.

Dans le cadre du discours sur le développement durable, PERL a notamment souligné la nécessité de promouvoir l'empathie, l'apprentissage social, la modération et le partage. Pour ce faire, les

établissements d'enseignement supérieur doivent adopter une vision plus globale – une vision qui encourage tous les étudiants à être des citoyens du monde et à montrer dans leurs vies quotidiennes comment ils contribuent à une communauté mondiale plus juste et durable. Ceci est plus facile à dire qu'à faire. PERL a encouragé le processus d'innovation sociale et de co-création en se basant sur un cycle d'apprentissage social qui implique une réflexion sur les valeurs et les pratiques, une consultation franche et ouverte entre tous les acteurs concernés, une réflexion sur les actions entreprises, le besoin de procéder à des adaptations, suivi d'un nouveau cycle de consultation-action-réflexion-adaptation. PERL a également contribué à créer des alliances et des forums pluripartites dans lesquels les nouveaux travaux de recherche et l'expérience sur ces questions peuvent être partagés.

06 Le monde après 2015 – L'enseignement supérieur est-il prêt ?



by **Patrice Ajai-Ajagbe**, Association of Commonwealth Universities, Royaume-Uni (beyond2015@acu.ac.uk; www.acu.ac.uk/beyond-2015)

The Association of Commonwealth Universities

L'année 2015 marquera la fin des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et le lancement d'un nouveau cadre mondial pour le développement. Bien qu'il soit toujours question de promouvoir la réalisation des OMD avant la date butoir, de nombreuses discussions ont déjà porté sur leurs éventuels successeurs – dont l'incarnation la plus récente est l'avant-projet des Nations Unies sur les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Il est encourageant de constater que les ODD proposés dans le domaine de l'éducation couvrent l'ensemble du système éducatif, y compris l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur n'a jamais été explicitement impliqué dans les OMD, que ce soit comme un objectif de développement à part entière ou comme un élément potentiel contribuant à répondre aux autres objectifs de développement. Nous avons néanmoins dans ce domaine des preuves que les universités et les instituts de recherche jouent un rôle considérable en termes de développement.

En tant qu'établissements d'enseignement, les universités sont responsables de la formation des ingénieurs, des spécialistes de la santé, des enseignants, des décideurs politiques, des experts de la technologie et des scientifiques dont les connaissances et le leadership sont nécessaires pour améliorer la vie des gens. En tant qu'instituts de recherche, les universités ont l'immense capacité de générer les connaissances de pointe requises pour répondre aux défis posés par la sécurité alimentaire, les maladies, le changement climatique et environnemental, et les effets et les causes de la pauvreté.

L'Association of Commonwealth Universities (ACU), à travers ses établissements membres, ses projets et programmes, est consciente du rôle joué par les universités dans la réponse apportée aux enjeux mondiaux. Afin de souligner davantage ce rôle, et en prévision du nouveau cadre mondial pour le développement, nous lançons actuellement une campagne internationale dont le but est de sensibiliser les personnes concernées à la manière dont l'enseignement supérieur contribue déjà au développement et d'examiner comment les universités devraient répondre à l'agenda pour l'après 2015.

La campagne baptisée *'The world beyond 2015 – Is higher education ready?'* invite les acteurs de l'enseignement supérieur – universitaires, directeurs d'université, chercheurs, étudiants, ONG (pour n'en citer que quelques-uns) – à partager leurs réflexions et leurs expériences en réponse à six questions clés :

1. Pourquoi l'agenda pour l'après 2015 est-il important pour l'enseignement supérieur ?
2. Comment les universités répondent-elles déjà aux défis locaux, nationaux et internationaux ?
3. Comment les universités peuvent-elles se préparer pour répondre à l'agenda pour l'après 2015 ?
4. Quels partenariats les universités devraient-elles établir pour réaliser leurs objectifs ?
5. Comment les universités peuvent-elles faire valoir leurs contributions auprès de l'ensemble de la société ?
6. Quel sera le degré de pertinence et de faisabilité des objectifs pour l'après 2015 ?

Les universités ont montré à de nombreuses reprises la manière dont elles répondent déjà aux défis liés au développement, et plusieurs ont également partagé leurs plans visant à réviser leurs multiples activités (enseignement, programmes d'études, recherche et extension) après 2015. Le COMSATS Institute of Information Technology à Islamabad a récemment organisé un événement réunissant des universités du Pakistan en vue de formuler des recommandations et des points d'action concrets pour le secteur et ainsi lui permettre de s'adapter au paysage de l'après 2015.

Le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur l'agenda pour le développement pour l'après 2015 a identifié 'Leave no one behind' (Ne laisser personne sur le bord de la route) comme le principal changement transformationnel qui sera lié à l'avenir au développement, et la plupart des contributions que nous avons reçues abordent ce concept – indiquant que les universités reconnaissent et exploitent leur potentiel pour avoir un impact plus large. A travers les débats encouragés dans le cadre de cette campagne, les universités ont également fait part de leur intérêt pour l'idée de développer des cadres internationaux permettant de suivre, comparer et mesurer cet impact. Certaines universités ont déjà initié des efforts dans ce domaine, anticipant les directives des gouvernements qui devraient accompagner le nouveau cadre pour l'après 2015. S'appuyant sur le travail actuel permettant de suivre la progression des objectifs nationaux baptisés 'Closing the Gap' (initiative qui répond aux difficultés rencontrées par les aborigènes australiens), University of Southern Queensland en Australie définit actuellement ses activités par rapport aux OMD existants, dans le but de continuer d'aligner ses activités sur les objectifs internationaux.

D'après les réponses reçues dans le cadre de notre campagne, il apparaît clairement que les universités envisagent de jouer un rôle important dans le cadre pour le développement pour l'après 2015 et se préparent déjà à l'inscrire et le mettre en œuvre dans leurs politiques et activités. L'enseignement supérieur devrait être reconnu comme un catalyseur et un mécanisme favorisant la réalisation d'objectifs de développement plus larges, tout en étant considéré comme un objectif à part entière. Ce point est important car la reconnaissance contribue toujours à articuler les rôles – et si les rôles des universités sont clarifiés, ces dernières seront mieux placées pour réclamer des politiques de soutien et des ressources pour renforcer leur impact.

RÉFÉRENCES

Council of Australian Governments, Closing the Gap in Indigenous Disadvantage. Available at: https://www.coag.gov.au/closing_the_gap_in_indigenous_disadvantage

Outcome Document – Open Working Group on Sustainable Development Goals. Available at: <http://sustainabledevelopment.un.org/focussdgs.html>

Oketch M., McCowan T., Schendel R. (2014), The Impact of Tertiary Education on Development: A Rigorous Literature Review. Department for International Development. Available at: https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/327901/Tertiary-education-2014-Oketch2.pdf

The Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda (2013). Available at: <http://www.post2015hlp.org/wp-content/uploads/2013/09/HLP-Report-English-Access-PDF.pdf>

07 Il est crucial d'inclure l'ES dans l'agenda pour le développement de l'après 2015,



par **Damtew Teferra**, Professeur et Directeur, Higher Education Training and Development, Directeur et Fondateur, International Network for Higher Education in Africa School of Education, University of Kwazulu-Natal, Afrique du Sud (Teferra@ukzn.ac.za)



Les nouvelles alarmantes émanant de la conversation sur l'agenda pour le développement de l'après 2015 suggèrent, comme c'est le cas pour les Objectifs du Millénaire pour le Développement, qu'il pourrait dangereusement exclure l'enseignement supérieur de la place prioritaire qui lui revient dans ce programme de développement très attendu.

Le présent article ne souhaite pas engager un débat superficiel tendant à démontrer que l'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans le développement social, la réduction de la pauvreté, la création de richesses et l'économie de la connaissance.

Il entend en revanche rappeler textuellement les positions et les déclarations cohérentes de nombreuses autorités et organisations internationales crédibles afin de souligner le besoin urgent d'articuler sans ambiguïté l'importance capitale de l'enseignement supérieur dans l'agenda pour le développement de l'après 2015.

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

La Banque soutiendra les gouvernements africains dans le développement des compétences requises par les professions traditionnelles ainsi que dans différents domaines tels que l'ingénierie, la recherche, la science et la technologie en vue de soutenir le développement politique, social et économique d'un continent en pleine mutation. Les universités et les instituts de formation professionnelle régionaux seront au centre de cet effort.

COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

Le soutien apporté à l'enseignement supérieur a diminué au cours des dix dernières années mais on observe aujourd'hui un regain d'intérêt stimulé par la nouvelle vision de l'Union africaine, la reconnaissance du rôle du savoir et de l'innovation dans l'économie mondiale, et le rôle de l'enseignement supérieur en tant que base de ressources fondamentales pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉDUCATION EN AFRIQUE, ADEA

Les données sur la situation de l'enseignement supérieur et de la recherche sont sans équivoque : l'Afrique n'a pas investi les moyens adéquats pour jouer le rôle qui lui revient dans la production mondiale de connaissances scientifiques, technologiques et industrielles afin de permettre au continent de se faire une place dans une économie mondialisée, basée sur le savoir et les compétences. Réaliser ce potentiel requiert la mise en œuvre de politiques et de mesures solides dans le domaine de l'enseignement supérieur.

ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS AFRICAINES

L'enseignement supérieur a un rôle essentiel à jouer dans la transmission des connaissances et des compétences nécessaires pour le développement économique et social du continent au 21^e siècle. L'évolution rapide de la société africaine et les défis concomitants en matière de développement nécessitent la construction urgente d'un système d'enseignement supérieur solide et efficace sur le continent.

COMMISSION EUROPÉENNE

L'enseignement supérieur a un rôle crucial à jouer dans la transmission des connaissances requises pour le développement économique : à travers la création d'emplois, une meilleure gouvernance, le renforcement de l'entrepreneuriat et de la mobilité intergénérationnelle, et une société civile plus forte. Le défi consistant à dispenser une éducation de meilleure qualité à un plus grand nombre d'individus dans les pays en développement, à travers une approche holistique, requiert le renforcement des systèmes d'enseignement supérieur. Le cadre de l'après 2015 doit adopter cette approche holistique et se concentrer sur les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (2014).

EUROPEAN UNIVERSITY ASSOCIATION

L'enseignement supérieur est d'une importance cruciale pour le développement à long terme des sociétés de la connaissance. Les universités en particulier jouent un rôle essentiel dans la conduite de travaux de recherche et la formation des chercheurs, et sont donc importantes pour la production de connaissances et l'innovation en vue de répondre aux besoins et défis économiques et sociétaux aussi bien sur le plan national qu'international. Des mesures urgentes sont nécessaires pour assurer que les pays africains disposent des capacités requises en matière d'enseignement supérieur pour répondre à ces défis (EUA, 2010).

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS

Nous partageons la conviction selon laquelle il ne sera possible de créer les conditions intellectuelles, économiques, environnementales et culturelles requises pour un avenir durable pour tous qu'à travers l'engagement total de l'enseignement supérieur dans l'agenda de l'après 2015 (2014).

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, OCDE

Les établissements d'enseignement supérieur ont un rôle crucial et tangible dans l'élaboration des principes, des qualités et de la reconnaissance non seulement nécessaires pour perpétuer la philosophie du développement durable, mais aussi pour améliorer la manière dont elle est enseignée.

ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, KOFI ANNAN

L'université doit devenir un outil essentiel du développement de l'Afrique au 21^e siècle. Les universités peuvent contribuer à développer l'expertise africaine ; améliorer l'analyse des problèmes africains ; renforcer les établissements nationaux ; servir d'environnement modèle pour la pratique de la bonne gouvernance, la résolution des conflits et le respect des droits de l'homme (UNIS, 2000).

UNESCO

Il n'est jamais paru aussi important d'investir dans l'enseignement supérieur pour favoriser la construction d'une société de la connaissance inclusive et diverse et pour promouvoir la recherche, l'innovation et la créativité. L'enseignement supérieur et la recherche contribuent à l'éradication de la pauvreté, au développement durable et à la réalisation progressive des objectifs de développement articulés dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement et l'Éducation pour Tous (UNESCO, 2009).

BANQUE MONDIALE ET UNESCO

Tout comme le savoir occupe une place de plus en plus importante, il en va de même pour l'enseignement supérieur. Les pays doivent offrir une formation de meilleure qualité aux jeunes. La qualité des connaissances produites dans les établissements d'enseignement supérieur, et son rôle dans l'économie en général, devient de plus en plus importante pour la compétitivité nationale (2000).

BANQUE MONDIALE

En Afrique subsaharienne, le capital humain qualifié reste rare par rapport aux besoins du continent en matière de développement, et ceci freine la croissance et fragilise les fondations sur lesquelles

repose le développement durable. Dans la mesure où les compétences requises pour l'économie de la connaissance s'acquiert au niveau de l'enseignement supérieur, l'amélioration des systèmes d'enseignement supérieur devrait faire partie des priorités de l'agenda de développement de l'Afrique subsaharienne (2008).

Il est reconnu que seul un nombre restreint de problématiques liées au développement ne souffre d'aucune délibération ou contestation.

Mais la prépondérance des preuves sur la relation directe entre l'enseignement supérieur et le développement – décrite comme cruciale, indubitable, essentielle, centrale – est telle qu'il serait profondément inquiétant voire purement et simplement dangereux pour toute organisation responsable de l'ignorer.

Il est inconcevable d'imaginer que le nouvel agenda de développement soit promulgué sans considérer en priorité les systèmes d'enseignement supérieur, lesquels doivent constamment produire – en abondance et en qualité – des enseignants, des docteurs, des ingénieurs, des économistes, des infirmières, des comptables, des directeurs et des universitaires, pour n'en citer que quelques-uns.

En conclusion, il est donc impératif que toutes celles et ceux qui sont impliqués dans l'élaboration de l'agenda pour le développement de l'après 2015 placent l'enseignement supérieur dans la position qui lui revient afin de concrétiser les progrès sociaux et culturels et favoriser la réduction de la pauvreté et la création de richesses dans les pays en développement en général et en Afrique en particulier, dans ce monde de plus en plus concurrentiel qu'est l'économie de la connaissance.

Article publié initialement dans *University World News* – Global Edition numéro 327, 4 juillet 2014, voir www.universityworldnews.com/article.php?story=20140703102652995

SOURCES

Banque africaine de développement (BAD) (2008). Higher Education, Science and Technology Policy. Tunis : Banque africaine de développement.

Union africaine (2006). Second Decade of Education for Africa (2006-2015): Plan of Action. Addis-Abeba : Union africaine.

Association pour le développement de l'éducation en Afrique, ADEA.

European University Association (2010). Africa-Europe Higher Education Cooperation for Development: Meeting Regional and Global Challenges – Livre blanc: Outcomes and Recommendations of the Project: Access to Success: Fostering Trust and Exchange between Europe and Africa (2008-2010). Bruxelles : EUA.

Association Internationale des Universités (2014), Déclaration d'Iquitos de l'AIU sur l'enseignement supérieur au service du développement durable, <http://iau-hesd.net/>

Organisation de coopération et de développement économiques, OCDE, www.oecd.org/education/

Les points de vue de la Commission européenne sur l'éducation dans l'agenda pour le développement de l'après 2015 et les engagements visant à soutenir le secteur. Discussion de haut niveau 'Education in the Post-2015 Development Agenda', Mission norvégienne auprès de l'UE – 5 février 2014.

UNESCO (2004), L'enseignement supérieur au service du développement durable, Dossier d'information sur l'éducation au développement durable, UNESCO: Paris.

UNESCO (2009). Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur. UNESCO : Paris. www.unesco.org/en/wche2009/

Service d'information des Nations Unies (2000): 'Information Technology Should be Used to Tap Knowledge from Greatest Universities to Bring Learning to All, Kofi Annan Says.' Communiqué de presse n° : UNIS/SG/2625. 3 août 2000. Internet: www.unis.unvienna.org/unis/pre...g2625.html

Banque mondiale et UNESCO (2000). Higher Education in Developing Countries: Peril and Promise. Washington, DC/Paris: Banque mondiale/UNESCO.

Banque mondiale (2008). Accelerating Catch-up: Tertiary Education for Growth in Sub-Saharan Africa. Washington DC: Banque mondiale.

08 Préparer le terrain : l'agenda pour le développement pour l'après 2015 : défis et rôle de l'enseignement supérieur et de la recherche



par **Berhanu Abegaz** Directeur exécutif, African Academy of Sciences, P.O. Box 24916, Nairobi 00502, Kenya (b.abegaz@aasciences.org)



Au cours des dix dernières années, de nombreux pays africains ont connu une croissance économique significative. Certaines études témoignent également d'une croissance scientifique remarquable. Plus de vingt pays, du moins d'un point de vue technique, ont franchi un cap (PIB/tête de 1 000 \$), rentrant ainsi dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Il est intéressant de constater que lorsque de nombreux pays à revenu élevé étaient en récession, les pays africains connaissaient une croissance économique.

Outre les pays pouvant compter sur la richesse de leurs ressources naturelles (Angola, Botswana, Congo, Gabon, Nigéria, Namibie, Soudan, etc.), de nombreux pays africains (Kenya, Tanzanie, Mozambique, Ghana, Somalie, etc.) ont, ces dix dernières années, indiqué la découverte de nombreux types de ressources naturelles (pétrole et gaz, minéraux, etc.).

A l'exception de quelques zones sensibles (Sud-Soudan, Darfour, certaines régions du Congo, République centrafricaine, etc.), les pays africains connaissent actuellement une relative stabilité par rapport aux décennies précédentes où les coups d'Etat militaires, les guerres civiles et les guerres entre pays voisins étaient la norme.

Nous constatons également la mise en œuvre d'un nombre sans précédent de projets de développement infrastructurel en Afrique: les villes améliorent les réseaux routiers, encouragent le développement de ports maritimes, comme celui de Bagamoyo (Tanzanie), et de projets ferroviaires d'envergure au Kenya, en Ethiopie et en Tanzanie. Le Barrage de la Renaissance en Ethiopie et le Barrage d'Inga au Congo sont en construction ou sur le point d'être mis en œuvre. L'organisation de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud en 2010 a entraîné la réalisation de projets de développement infrastructurel considérables dans ce pays. Dans la majorité des cas, ces projets sont réellement des projets de transformation qui, s'ils sont bien planifiés et réalisés, apporteront des changements notables dans les domaines de la production d'énergie, du transport et du commerce international et intra-africain. Cette évolution notable est au moins due en partie à la nouvelle génération de dirigeants qui peuvent aujourd'hui s'appuyer sur une solide formation. La situation a évolué et les dirigeants africains, qui étaient souvent par le passé des généraux, des colonels et des commandants de l'armée, laissent progressivement la place à des personnes issues de différents milieux professionnels; certains présidents africains sont aujourd'hui plutôt bien formés (experts de l'énergie, ingénieurs de l'eau, médecins, etc.). Ceci ne veut pas pour autant dire que les questions de gouvernance sont définitivement réglées; la corruption est profondément ancrée dans de nombreux pays africains. Les trois pays les plus corrompus au monde se trouvent en Afrique. Les nombreux indicateurs positifs mentionnés ci-dessus offrent une occasion unique de relever nos défis et de favoriser un développement inclusif et centré sur les populations. Les pays africains font toujours face à l'augmentation non planifiée de la population urbaine, en particulier dans les capitales et les grandes villes côtières et situées en aval comme Lagos, Durban, Maputo, Dar es Salam, etc. La construction de logements spontanés dans ces zones rend les populations encore plus vulnérables aux variations météorologiques, compte tenu notamment du changement climatique.

En résumé, l'Afrique d'aujourd'hui est différente de celle des dernières décennies du 20^e siècle. **Les défis du développement africain en termes de développement durable doivent donc être analysés dans ce contexte.**

Je voudrais présenter ici quatre questions prioritaires dans la sphère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces quatre points essentiels s'inscrivent dans le cadre du futur développement durable du continent africain.

1. Réaliser un audit approfondi des institutions chargées du renforcement des capacités (établissements d'enseignement

supérieur et instituts de recherche) afin de s'assurer qu'ils produisent les **connaissances et les compétences spécialisées nécessaires au développement du continent**. Le renforcement des capacités durables est une intervention à long terme. L'Afrique doit créer des universités et des instituts de recherche solides capables de produire des connaissances transdisciplinaires dans des domaines comme l'eau et l'assainissement, l'adaptation et la réduction des effets du changement climatique, l'énergie durable, la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel, etc. L'Académie africaine des sciences (AAS) a récemment lancé, en collaboration avec Association of Commonwealth Universities (ACU) et grâce à l'aide financière substantielle du UK Department of International Development (DFID), le programme 'Climate Impact Research Capacity and Leadership Enhancement' (CIRCLE) qui attribuera une centaine de bourses de recherche dans des domaines transdisciplinaires. Il s'agira en grande partie d'une collaboration intra-africaine impliquant des chercheurs africains en début de carrière et divers établissements hôtes sur le continent. L'AAS développe également une nouvelle plateforme, l'Alliance pour accélérer l'excellence dans le domaine scientifique en Afrique (AESAs) en partenariat avec le New Partnership for Africa's Development (NEPAD), et espère obtenir des aides financières importantes sur le long terme de la part du Wellcome Trust, du DFID, de la Fondation Bill and Melinda Gates, ainsi que des institutions financières, des Etats Membres et du secteur privé en Afrique. Il est intéressant de constater que de nombreuses institutions financières mondiales et continentales telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement aient choisi prioritairement de soutenir la création de Centres d'excellence et de favoriser le développement humain. Ces institutions ont réalisé que l'octroi de prêts ciblés uniquement sur le développement infrastructurel ne produisait pas les résultats escomptés capables de favoriser le développement du continent.

2. Développer la coopération intra-africaine : De récentes études démontrent que la production scientifique de nombreux pays africains connaît actuellement une croissance significative. Mais la coopération intra-africaine est largement insuffisante. J'ai été témoin de certaines collaborations de grande qualité en matière de recherche entre des scientifiques africains et de l'hémisphère nord, qui ont donné naissance à des articles publiés dans des revues spécialisées réputées. Il apparaît logique de souligner l'importance d'une telle collaboration mais une véritable mesure relative au renforcement des capacités des collaborateurs africains doit prendre en compte une appréciation des recherches et des publications dans lesquelles les Africains sont les leaders et non les 'suiveurs'. Je considère en effet qu'il est capital de voir l'émergence de leaders africains, en particulier dans des domaines de recherche spécialisés et spécifiques à l'Afrique. L'un des défis relatifs à la réalisation des OMD a été le manque de synergie des efforts individuels des pays dans des domaines d'activités qui ont clairement des dimensions transfrontalières. C'est pour cette raison qu'il est important de former et de soutenir des chercheurs africains qui soient des leaders mondiaux et qui puissent promouvoir la collaboration transnationale en Afrique.

3. Le défi de la pauvreté en chiffres, données et informations :

Le développement durable ne peut s'opérer qu'à travers des investissements dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (STI). Ce type de planification nécessite la disponibilité de données fiables afin de définir des priorités, développer des politiques et établir des stratégies de mise en œuvre. Seul un petit nombre de pays (ex: Afrique du Sud, Tunisie, etc.) dispose de données fiables sur les indicateurs STI. D'après la récente étude sur l'innovation en Afrique, la situation semble progressivement évoluer. En règle générale, ces informations sont largement insuffisantes dans la majorité du continent. Certaines initiatives sont importantes à ce titre, comme l'initiative AU-NEPAD visant à définir les indicateurs de l'Afrique en science, technologie et innovation (ASTII) et les initiatives d'envergure qui devraient être soutenues et pleinement développées. L'AAS est réputée pour posséder des listes d'experts africains et d'institutions scientifiques qui sont en train de devenir des bases de données 'vivantes'. L'AAS note également avec intérêt la création de plusieurs académies nationales sur le continent (une vingtaine à ce jour). Les académies ont un rôle essentiel à jouer dans la création et l'utilisation de ces données en vue de réaliser des analyses et des études prévisionnelles et de donner des avis éclairés aux organes de prise de décision des Etats Membres, aux organisations régionales (comme les RECs) et aux organismes panafricains comme l'Union africaine (UA).

4. Inspirer et stimuler la jeunesse africaine: L'Afrique doit tirer pleinement profit de son profil démographique: la moitié de sa population est âgée de moins de 25 ans. Les jeunes peuvent être un atout précieux s'ils reçoivent une formation de qualité et obtiennent un emploi dans un environnement favorable. Il s'agit de la future main d'œuvre sur laquelle le continent devra compter pour sortir de la pauvreté et devenir un acteur important de la production mondiale de connaissances dans les domaines des STI. D'ici à 2040, on estime que l'Afrique disposera de la main d'œuvre la plus importante et la plus jeune au monde. Il est nécessaire de planifier et de mettre en œuvre avec soin des initiatives ciblées pour inspirer et stimuler la jeunesse. Les établissements d'enseignement supérieur et les instituts de recherche ont une grande marge de manœuvre pour s'engager dans l'étude des savoirs autochtones africains. L'Afrique possède une riche histoire de civilisations anciennes qui ont découvert et appliqué la science et la technologie et qui ont initié des innovations emblématiques dont certaines se sont prolongées jusqu'à nos jours: l'application des mathématiques et de la géométrie par les Egyptiens pour la construction des pyramides; les grands centres d'apprentissage et universités de Tombouctou et d'Alexandrie; les techniques de fonte de l'or et du fer du peuple Ashanti; le génie mathématique du peuple Ishango, etc. sont autant d'exemples qui doivent rappeler à la jeunesse africaine la richesse de son patrimoine culturel. Certaines initiatives ciblées sur la jeunesse voient le jour au niveau régional et au niveau de l'Union Africaine. Un certain nombre de prix récompensent les innovateurs et les inventeurs africains les plus brillants. L'AAS, qui est déjà impliquée dans quelques prix continentaux, se félicite de ces évolutions qu'elle considère

comme un moyen de promouvoir la créativité des Africains. Il faut aller encore plus loin !

En conclusion: les chefs d'Etat africains ont signé la charte des OMD aux côtés des autres dirigeants du monde à New York en 2000, mais un an avant la date butoir de 2015, nous réalisons que les OMD ont eu peu d'impact sur les objectifs et les engagements des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de recherche de nombreux pays africains. De nombreux établissements ont poursuivi leurs activités comme si de rien n'était. Cependant, dans le cadre des discussions actuelles sur l'après 2015, il est tout à fait normal que les directeurs d'EES évaluent ce qui aurait dû être fait et qui ne l'a pas été mais qui devrait l'être. On ne peut s'empêcher de constater que les OMD étaient principalement perçus comme la préoccupation des pays en développement et non celle de tout le monde. Le modèle de développement que les pays à faible revenu veulent adopter pourrait entraîner une consommation des ressources qui vont bien au-delà des 'frontières planétaires', causant un déséquilibre et mettant en danger 'l'espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité'. D'autre part, les objectifs du développement durable sont les préoccupations de nous tous sur Terre car ils répondent à des problématiques qui ont affaire à la capacité de charge notre planète.

C'est sur la base de ces réflexions que nos établissements d'enseignement supérieur et nos instituts de recherche doivent se repositionner et viser l'excellence tout en restant pertinents.

Remerciements: De nombreuses idées exposées dans le présent article ont pris forme lors du séjour de l'auteur au Stellenbosch Institute of Advanced Study (STIAS) début 2014.

09 L'ES et la réalisation des objectifs de développement



par **Ad Boeren**, responsable des politiques, Netherlands organisation for international cooperation in higher education, Nuffic (aboeren@nuffic.nl)



Le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur l'agenda pour le développement de l'après 2015 propose 12 objectifs de développement majeurs divisés en 54 sous-objectifs. Un grand nombre de ces objectifs est en phase avec les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement ou OMD. Les nouveaux éléments comprennent l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'énergie durable, la création d'emplois, la bonne gouvernance, les sociétés stables et pacifiques, et la création d'un environnement mondial favorable.

L'éducation est abordée dans l'Objectif 3 et met l'accent sur l'éducation de qualité et l'apprentissage tout au long de la vie.

Les sous-objectifs concernent l'éducation pré-primaire, (la qualité de) l'éducation primaire, l'accès à l'enseignement secondaire de premier cycle, les résultats d'apprentissage des adolescents, et les compétences des jeunes et des adultes femmes et hommes.

Où est l'enseignement supérieur ?

L'enseignement supérieur n'apparaît pas dans l'agenda. Il n'est mentionné qu'une seule fois dans tout le document (en Annexe 2). Une réaction du secteur de l'enseignement supérieur était attendue. Selon le Dr Jo Beall, *directrice du département Education & Society du British Council*, l'enseignement supérieur **devrait être** inclus en raison de son rôle important dans les transformations recommandées par le Groupe de haut niveau, en vue d'éradiquer la pauvreté et créer un développement durable. Dr Damtew Teferra, *fondateur et directeur de l'International Network for Higher Education in Africa*, estime qu'il est « impératif que toutes les personnes impliquées dans l'élaboration de l'agenda pour le développement de l'après 2015 fassent en sorte que l'enseignement supérieur retrouve son véritable rang en vue de concrétiser les progrès sociaux et culturels, et favoriser la création de richesses dans les pays en développement en général, et en Afrique en particulier, dans un monde de l'économie de la connaissance de plus en plus concurrentiel ».

On pourrait se demander si l'intégration explicite de l'enseignement supérieur améliorerait l'agenda ou rendrait les objectifs plus atteignables. Et s'il devait être inclus, comment le rôle de l'enseignement supérieur devrait-il être défini ?

L'importance de l'enseignement supérieur

Au début du millénaire, des rapports influents de l'UNESCO et de la Banque mondiale – *Peril and Promise*, 2000, et *Constructing Knowledge Societies*, 2002 – ont de nouveau attiré l'attention sur le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement social et économique des pays en développement.

Depuis lors, il est de plus en plus reconnu que l'enseignement supérieur joue un rôle important dans la construction d'une base solide en capital humain et offre une rampe de lancement importante pour l'innovation, la recherche et le développement économique, et que la qualité du système éducatif dans son ensemble dépend des contributions des échelons supérieurs, comme par exemple la formation des enseignants, le développement curriculaire et la recherche.

En parallèle, il est important de réaliser que l'enseignement supérieur à lui seul n'est pas une condition suffisante pour engendrer ces effets. Son rôle diffère en fonction des contextes locaux et des niveaux de développement. Les pays à faible revenu ont tendance à privilégier les investissements dans d'autres secteurs et niveaux d'éducation afin de construire d'abord une base solide propice au développement avant de faire le grand saut et rejoindre les économies de la connaissance.

La Corée du Sud a connu près d'un demi-siècle de développement progressif avant de devenir l'économie de haute technologie qu'elle est aujourd'hui. Le capital humain de la main d'œuvre s'est également développé progressivement à travers le renforcement de l'éducation de base, de la formation professionnelle et enfin de l'enseignement supérieur. Une fois ce stade atteint, l'enseignement supérieur est un instrument clé pour maintenir les pays sur le

devant de la scène dans le cadre de la concurrence mondiale que se livrent les économies de la connaissance.

Aide des bailleurs de fonds pour l'enseignement supérieur

Quelle est la position des bailleurs de fonds sur l'importance de l'enseignement supérieur et les fonds qu'ils y dédient ? Depuis la publication des deux rapports mentionnés plus haut, la plupart des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux ont inclus l'enseignement supérieur dans leurs documents politiques. Cependant, même durant la période 1990-2002 lorsque la Banque Mondiale a décidé d'allouer des fonds pour l'éducation de base, obligeant les gouvernements des pays en développement à emboîter le pas, la plupart des bailleurs de fonds bilatéraux ont continué à financer des programmes ciblés sur le développement des capacités des individus et des établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche dans les pays en développement. Comment l'expliquer ?

L'aide des bailleurs de fonds pour l'enseignement supérieur existe pour de multiples raisons. D'une part, la conviction de l'importance de l'enseignement supérieur et de la recherche pour le développement et la réduction de la pauvreté. D'autre part, la notion selon laquelle les bourses et le financement de la coopération internationale dans l'éducation et la recherche profitent aux établissements et instituts de recherche d'origine. L'aide des anciens élèves (allouée à travers des programmes de bourses) et l'impact des partenariats entre les établissements peuvent renforcer les intérêts économiques et les relations diplomatiques. Les chiffres du financement des bailleurs de fonds concernant les différents niveaux d'éducation illustrent cet intérêt « implicite ».

Les chiffres 2012 de la base de données des Statistiques sur le développement international de l'OCDE indiquent clairement que 40 % de l'engagement total du Comité d'aide au développement (CAD) dédié au secteur de l'éducation étaient affectés à l'enseignement postsecondaire, alors que 28 % étaient alloués pour l'éducation de base.

Pour les organisations multilatérales, la répartition est respectivement de 13 % et 31 %, et pour les établissements de l'Union européenne 29 % pour l'enseignement supérieur et 21 % pour l'éducation de base. Le pourcentage de financement non précisé varie entre 20 % (pays du CAD) et 35 % (établissements de l'UE).

L'Allemagne et la France sont particulièrement soucieuses d'apporter un soutien à l'enseignement postsecondaire, dans la mesure où respectivement 69 % et 71 % du total de leur aide officielle au développement sont alloués pour les niveaux supérieurs du système éducatif. Une part substantielle de ces montants est investie dans les programmes de mobilité permettant aux étudiants étrangers d'étudier en Allemagne ou en France.

Rôle explicite ou implicite pour l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur n'est pas un but en soi, mais un moyen de parvenir à une fin, et celle-ci est très contextuelle. Déclarer l'enseignement supérieur comme l'un des (sous-) objectifs de développement pourrait s'avérer contre-productif. Les bailleurs de fonds sont déjà conscients de l'importance de l'enseignement supérieur.

Il conviendrait plutôt de privilégier une intégration systématique des contributions de l'enseignement supérieur dans tous les programmes destinés à concrétiser les OMD. De même que la reconnaissance par les gouvernements du monde entier de l'importance de l'enseignement supérieur dans la réalisation de ces objectifs ainsi que de certains objectifs nationaux plus spécifiques.

Certains bailleurs de fonds ont commencé à lier le financement des programmes dans l'enseignement supérieur à (certains) OMD, ce qui signifie que la collaboration entre les partenaires devrait démontrer qu'elle contribue à les réaliser. Les programmes financés par les gouvernements néerlandais et norvégien en sont des exemples¹. Les programmes sont non seulement ciblés sur le renforcement des capacités locales en matière d'enseignement postuniversitaire, de formation et de recherche, mais portent également de façon thématique sur un grand nombre des 12 nouveaux objectifs de développement : santé ; sécurité alimentaire ; eau ; création d'emplois et croissance économique ; justice et sécurité ; genre et bonne gouvernance. En l'état, les programmes sont bien en phase avec le (nouvel) agenda de développement.

De cette façon, l'enseignement supérieur est à la fois reconnu et utilisé comme une force majeure pour atteindre les (nouveaux) objectifs de développement.

Le contenu de cette contribution est apparu sous une forme différente dans un article paru dans NORRAG News (NN 49) et dans un article paru le 9 mars 2014 dans le numéro 31 de University World News Global Edition, numéro 31. <http://www.norrag.org/en/publications/norrag-news/online-version/education-and-development-in-the-post-2015-landscapes/detail/higher-education-and-the-post-2015-development-agenda-the-implicit-goal.html//>

10 ProSPER.Net et la création de réseaux dans l'enseignement supérieur : promouvoir l'EDD et former les leaders du développement durable



par **Aurea Christine Tanaka**, Chercheur | Programme EDD (A.Tanaka@unu.edu) et **Mario Tabucanon**, Professeur invité, UNU-IAS (tabucanon@unu.edu), Japon

1. Le Netherlands Fellowship Programmes (NFP), le Netherlands Initiative for Capacity Development in Higher Education (NICHE), et le Norwegian Programme for Capacity Development in Higher Education and Research for Development (NORHED).



La création de réseaux dans l'éducation est une stratégie permettant de réunir des formateurs et des chercheurs qui partagent des objectifs spécifiques, de créer des opportunités de changement institutionnel et d'approfondir des pratiques innovantes qui sont expérimentées puis ensuite largement diffusées au sein du réseau et au-delà². Lorsque ce processus est institutionnalisé et comprend les membres de différents pays, les caractéristiques d'une plateforme d'échange et de coopération académiques, de transformation institutionnelle, de développement curriculaire, de renforcement des capacités et d'influence politique sont internationalisées, et constituent un moyen par lequel l'agenda mondial peut se traduire par des initiatives locales. Les partenariats qui sont développés au sein d'une approche en réseau servent de mécanisme facilitant la mise en œuvre du développement durable, comme l'a souligné le Sommet mondial sur le développement durable de 2002 (WSSD). C'est à cette occasion que la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (UNDESD) a été proposée, et la création de réseaux et les partenariats ont été utilisés pour des approches éducatives qui privilégient la recherche de voies durables pour l'avenir. Par ailleurs, la Déclaration Ubuntu a été signée lors du WSSD et l'Alliance Ubuntu a été fondée, réunissant les établissements et les instituts scientifiques/ technologiques les plus prestigieux au monde, notamment l'Université des Nations Unies (UNU) et l'AIU, dans le but de créer un espace d'apprentissage mondial sur l'éducation et la durabilité basé sur un réseau international d'établissements œuvrant ensemble pour proposer des solutions intégrées en faveur du développement durable.

Suivant ces tendances, l'Institut d'études avancées de l'UNU sur la durabilité (UNU-IAS) a encouragé la création de **ProSPER.Net, le réseau pour la Promotion de la durabilité dans la formation postuniversitaire et la recherche**³, une alliance de 32 établissements d'enseignement supérieur en Asie-Pacifique qui s'engagent à intégrer le paradigme de la durabilité dans la formation postuniversitaire et la recherche. Avec une variété d'activités allant de projets de recherche conjoints au renforcement des capacités et à l'influence politique, ProSPER.Net encourage également les processus de changement institutionnel favorisant l'intégration de la durabilité dans les curricula formels et informels à travers des projets dans le commerce, l'ingénierie et l'environnement bâti, la biodiversité, la santé, les traditions alimentaires, et la réduction de la pauvreté. Les membres du réseau contribuent également à réaliser des études de cas pour les décideurs politiques dans les domaines de la consommation et la production durables, du changement climatique, ainsi que des modules appliqués dans un programme d'apprentissage en ligne en politique publique⁴.

Considérant que le rôle de l'enseignement supérieur dans la création d'un avenir durable souligne clairement la nécessité

2. Voir OCDE 2003, *Networks of Innovation: Towards New Models for Managing Schools and Systems*.

3. Pour plus d'informations, veuillez consulter : <http://prospernet.ias.unu.edu>

4. Pour des informations détaillées sur les projets et programmes de renforcement des capacités mentionnés ci-dessus, voir UNU-IAS 2013, *ProSPER.Net: Developing a New Generation of Leaders 2008-2013*, disponible à l'adresse suivante : http://archive.ias.unu.edu/resource_centre/Final%20ProSPER%20Booklet%20Low%20Res.pdf

de préparer des professionnels, des chercheurs et des leaders en vue de proposer des solutions permettant de répondre aux défis d'une réalité complexe, interconnectée et non durable, l'approche en réseau offre des avantages qui favorisent la création et la diffusion de connaissances entre les pays, augmentant les possibilités d'apprentissage pour des groupes diversifiés et facilitant la mobilité des étudiants et du corps enseignant. Opérant dans un cadre plus souple pour la mise en place de diverses activités, tirant profit du capital humain des établissements membres de la région Asie-Pacifique et n'étant pas soumis aux limites traditionnelles de disciplines spécialisées, ProSPER.Net offre des environnements d'apprentissage uniques à travers ses programmes de renforcement des capacités. Dans le cadre d'une activité annuelle de ProSPER.Net comme la Young Researchers' School par exemple, les doctorants de différents pays et milieux sociaux participent à un programme intensif de deux semaines axé sur la recherche interdisciplinaire en étant confrontés à des problèmes de durabilité dans la région. Les étudiants travaillent ensemble pour parfaire leurs compétences en matière de développement de la recherche et de communication scientifique tout en créant des réseaux avec des pairs, des futurs professionnels et des universitaires menant des travaux de recherche sur la durabilité. Le Programme de leadership de ProSPER.Net, quant à lui, vise à développer des compétences en leadership en s'engageant aux côtés de multiples parties prenantes à travers des pratiques en communication et des processus de prise de décision consensuelle, et à travers la pensée systémique, la planification, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation de projets en utilisant des études de cas et en encourageant le dialogue avec les dirigeants communautaires locaux. Le but ultime est de proposer des solutions développées collectivement par de multiples parties prenantes, et la sélection de jeunes professionnels issus d'établissements universitaires, des secteurs public et privé et d'ONG, garantit que cette approche est suivie. ProSPER.Net reconnaît également le travail appliqué de jeunes chercheurs dans le domaine du développement durable en récompensant leurs efforts et leurs impacts sur le développement de la société à travers le ProSPER.Net-Scopus Young Scientist Award. Dans la mesure où le développement durable concerne toutes les disciplines, le prix est décerné dans différentes catégories qui changent d'une année à l'autre.

Avec ces diverses activités, ProSPER.Net examine les avantages de la création de réseaux pour structurer les connaissances et mettre en place des programmes de manière innovante, offrant des possibilités d'apprentissage qui seraient difficiles à offrir dans les environnements disciplinaires que l'on trouve actuellement dans la vaste majorité des établissements d'enseignement supérieur. Si la création de réseaux est une stratégie et une source d'innovation dans l'éducation et la recherche, ProSPER.Net démontre la manière dont elle peut être mise en œuvre de façon significative pour répondre aux aspects transdisciplinaires de l'EDD dans des environnements multiculturels et multi-parties prenantes. Au vu du besoin croissant de professionnels qualifiés issus de différents milieux et travaillant en collaboration pour répondre à des problèmes communs, la création de réseaux dans l'éducation, et en particulier dans l'enseignement supérieur, joue un rôle crucial dans le développement des capacités nécessaires pour créer et

faire en sorte que le monde durable soit un résultat tangible pour les générations futures.

11 L'exemple d'une université orientée vers la durabilité : le cas de l'Université Tongji



par **WANG Xin**, Professeur, Vice-doyen, **WU Jiang** et **SUN Jie**, UNEP-Tongji Institute of Environment for Sustainable Development, Tongji University, Chine (xin_wang@tongji.edu.cn, jack.wangxin@foxmail.com); <http://unep-iesd.tongji.edu.cn/>



A l'approche de la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (2005-2014), nous sommes conscients que l'éducation au développement durable (EDD) n'est pas une option mais une priorité, qui aidera les citoyens à répondre aux défis actuels et futurs et qui permettra aux dirigeants de prendre les décisions appropriées pour un monde viable.

Etant donné le rôle des universités dans la production et la diffusion des connaissances, l'éducation au développement durable dans l'enseignement supérieur a un rôle crucial à jouer dans la promotion de la durabilité, en particulier dans la transition vers une économie verte, et plus généralement dans la réalisation du développement durable. Il est important que les universités commencent à se positionner stratégiquement et répondent aux attentes en contribuant à opérer la transition vers un avenir durable, en se concentrant sur l'actuelle et future génération de leaders : les étudiants.

L'Université Tongji, basée à Shanghai en Chine, est la première université accordant une place de choix à la durabilité dans l'enseignement supérieur. L'établissement intègre le concept de laboratoire vivant dans la construction d'une université orientée vers la durabilité, et regroupe des experts interdisciplinaires pour développer les technologies et les stratégies éco énergétiques et respectueuses de l'environnement favorisant la création d'un campus vert. La réforme du système éducatif multidimensionnel, défendue par le Président de l'Université Tongji, PEI Gang, et dont l'objectif est de construire une université orientée vers la durabilité, est la plus récente contribution de l'Université Tongji à l'avancée de l'éducation au développement durable.

L'Université Tongji a mis en place un système de gestion de son campus qui contribuera sur le long terme à l'entretien et la gestion d'un campus vert. Sur cette base, l'Université Tongji a intégré la durabilité dans différents aspects du système éducatif et développé un modèle universitaire à quatre dimensions orienté vers la durabilité. Les quatre composantes essentielles d'une université orientée vers la durabilité, outre le campus mentionné ci-dessus, sont : l'éducation orientée vers la durabilité, la recherche orientée vers la durabilité et le service social orienté vers la durabilité.

I. L'éducation orientée vers la durabilité

La formation dispensée dans les universités traditionnelles met l'accent sur la diversification des matières principales. En comparaison, l'éducation orientée vers la durabilité repose sur l'intégration de différentes disciplines et le développement complet des étudiants. Les trois axes d'une université orientée vers la durabilité sont les suivants : 1) améliorer la formation générale pour élargir les connaissances des étudiants et intégrer la science, la technologie et les sciences humaines ; 2) encourager la créativité des étudiants à travers un enseignement basé sur la pratique, à l'intérieur et à l'extérieur du campus, comprenant notamment les stages et les pratiques sociales ; et 3) former les étudiants à assumer leur responsabilité sociale et cultiver la valeur du développement durable. Le programme de formation d'excellence des ingénieurs et le diplôme en développement durable proposé aux étudiants de premier, deuxième et troisième cycles sont deux projets développés par l'Université Tongji pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus. Jusqu'ici, plus de 1 000 étudiants dans 24 matières ont choisi ce cours général sur le développement durable et ont acquis une meilleure compréhension de ce sujet transversal.

II. La recherche orientée vers la durabilité

La troisième dimension de l'université orientée vers la durabilité, telle qu'imaginée par l'Université Tongji, concerne la recherche pluridisciplinaire. En tant que laboratoires vivants, les universités doivent servir de solution aux problèmes réels et faciliter le développement social et économique aux niveaux régional, national et international. Il s'agit d'intégrer différentes disciplines centrées sur des problèmes profonds liés aux moyens de subsistance des populations. Dans le but de tirer pleinement profit de ses forces académiques en science et ingénierie, l'Université Tongji a intégré les ressources pédagogiques et les compétences dans différents collèges, et a développé un mécanisme de coordination du « développement durable », avec l'IESD comme principal coordinateur (voir tableau 1).

III. Campus vert

Les efforts de l'Université Tongji pour écologiser son campus remontent à 2007. Depuis le développement du premier projet d'efficacité énergétique entre les universités chinoises en 2007, l'établissement a réalisé des progrès réguliers et impressionnants, passant de la construction d'un campus vert au développement d'une « université orientée vers la durabilité ». Les activités notables incluent la mise en place d'un projet de bâtiment écologique et la reconstruction d'infrastructures sur le campus pour améliorer l'efficacité énergétique, utiliser l'énergie renouvelable et économiser les ressources en eau. Ces projets évitent de produire près de 50 000 tonnes de déchets de construction, économisant ainsi plus de 30% de l'énergie et plus de 300 000 T/a de ressources en eau. En outre, afin de promouvoir les pratiques du campus vert dans d'autres universités en Chine, l'Université Tongji a rédigé un manuel d'information exposant les principes du système de gestion

Tableau 1 Mécanisme de coordination du développement durable de l'Université Tongji



de l'énergie sur le campus. L'ouvrage a été publié au niveau national par le Ministère chinois du Logement et du Développement urbain et rural et par le Ministère de l'Éducation. En 2011, l'Université Tongji s'est vue décerner plusieurs prix pour la construction d'un campus vert, notamment le premier prix du 'Science and Technology Progress Award'.

IV. Service orienté vers la durabilité

Par rapport à la formation dispensée dans des universités traditionnelles, qui se concentre principalement sur la fonction pédagogique et de recherche, l'université orientée vers la durabilité y ajoute la fonction de service social. En jouant également ce rôle, une université peut permettre de transformer plus efficacement les technologies les plus avancées en développement social, contribuant ainsi au développement durable de notre société.

L'Université Tongji a réalisé de grandes choses en cherchant à promouvoir l'université au service de la société. Le cercle de l'économie de la connaissance autour de l'Université Tongji est une réussite. S'appuyant sur certaines disciplines fortes de l'établissement, le cercle de l'économie de la connaissance autour de l'Université Tongji se compose d'une société d'innovation et de design, d'une société de consulting internationale en ingénierie et d'une société de technologie ciblée sur les nouvelles énergies, les nouveaux matériaux et le respect de l'environnement.

En conclusion, le modèle de l'université orientée vers la durabilité est une tentative innovante et encourageante de l'Université Tongji de réformer le système éducatif actuel en Chine. C'est notre unique moyen de développer de nouvelles technologies en portant moins atteinte à l'environnement. Et ceci sensibilisera également les étudiants dans différentes disciplines et les incitera à protéger notre planète.

Nous essayons ici modestement de présenter les efforts réalisés par les professionnels de l'éducation à l'Université Tongji pour intégrer la durabilité dans l'enseignement supérieur ces dernières années. Nous espérons que ceci suscite de nouvelles idées pour l'élaboration de théories et de pratiques relatives à l'éducation mondiale au développement durable.

12 Le rôle de l'enseignement supérieur en Amérique Latine dans l'agenda pour l'après 2015



par **Roberto Escalante**, Secrétaire Général de l'Association des universités d'Amérique Latine et des Caraïbes (UDUAL) et **Orlando**

Delgado, Coordinateur en charge de l'internationalisation, UDUAL – roberto.escalante@udual.org / www.udual.org



Les Objectifs du Millénaire pour le Développement ont été la feuille de route d'un plan ambitieux visant à lutter contre la pauvreté, la faim et les maladies, à protéger l'environnement, à améliorer l'éducation et la santé de base et à favoriser l'émancipation des femmes dans le cadre d'une alliance globale pour le développement.

Les résultats sont encourageants. La pauvreté a été réduite de moitié. Davantage de filles vont à l'école et vivent en meilleure santé. De plus, davantage de familles ont accès à l'eau potable et de plus en plus de mères survivent au moment de l'accouchement. On constate également de grandes avancées concernant le contrôle de la malaria, de la tuberculose et d'autres maladies.

Néanmoins, des défis très importants restent encore à relever : des millions de personnes continuent de lutter contre la pauvreté et l'inégalité. De nombreuses communautés vivent dans des conditions sanitaires inadéquates et sont chaque jour de plus en plus exposées aux dangers des effets du changement climatique.

La réunion annuelle du Conseil économique et social (ECOSOC) a joué un rôle central dans les objectifs déjà atteints et continuera d'apporter ses contributions dans le cadre de la préparation et du suivi d'un agenda pour l'après 2015. Cet agenda aura pour objectif d'assurer que la mondialisation devienne une force positive pour tous aujourd'hui et à l'avenir.

Le plus grand défi de l'agenda pour l'après 2015 est d'être capable de construire l'avenir que nous voulons tous et dans lequel prévaudrait une meilleure équité, durabilité et un plus grand respect des droits de l'homme. Pour ce faire, quatre piliers ont été pris en compte : les droits de l'homme, le développement économique inclusif, la durabilité environnementale, et la paix et la sécurité.

Le premier comprend plusieurs objectifs :

- Bons niveaux de nutrition pour tous ;
- Éducation de qualité ;
- Réduction de la mortalité et de la morbidité ;
- Sécurité sociale adéquate.

Le second suppose :

- Éradication de la pauvreté et de la faim ;
- Réduction des inégalités et promotion de la création d'emplois productifs et décents.

Le pilier environnemental prend en compte les points suivants :

- Protection de la biodiversité et stabilité climatique ;
- Accès à l'eau potable et conditions sanitaires adéquates.

Le dernier pilier, Paix et Sécurité, souligne les points suivants :

- Empêcher que la violence ne porte atteinte à la liberté ;
- Éviter les conflits et la maltraitance des populations vulnérables ;
- Assurer un libre accès aux ressources naturelles.

L'enseignement supérieur est une variable cruciale de sujets très importants. Par exemple, une éducation de qualité pour tous est une condition pour générer des emplois productifs. En réalité,

tous les objectifs mentionnés ci-dessus requièrent une éducation. Cependant, les établissements d'enseignement supérieur d'Amérique Latine et des Caraïbes ont des difficultés à offrir une éducation de qualité pour tous.

D'après la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (ECLAC), bien que la couverture éducative se soit récemment améliorée en Amérique Latine, elle reste néanmoins faible. En 2000, la couverture atteignait 22,8%, 35,5% en 2007 et 42,3% en 2011⁵. Ces données suggèrent deux choses. Premièrement, la nécessité de se concentrer sur le travail de tous les acteurs impliqués dans l'enseignement supérieur dans la région, et deuxièmement, le besoin de définir une cible en termes de couverture. Afin d'améliorer la couverture éducative, un autre défi concerne l'inclusion des femmes dans les universités et les établissements d'enseignement supérieur.

L'une des possibilités permettant d'élargir rapidement la couverture est la formation à distance. Dans la région, l'UDUAL travaille actuellement à la création d'un espace commun de formation virtuelle dans lequel tous les établissements qui proposent des cours et des diplômes de licence et de troisième cycle peuvent établir une reconnaissance mutuelle des titres et des diplômes et partager différents types de ressources (ex : laboratoires, maîtres de conférences). Cette reconnaissance commune peut être atteinte si les gouvernements expriment une volonté politique de surmonter les contraintes juridiques.

Le second point concerne la qualité, qui peut être analysée de différents points de vue. Le premier, central à toute discussion sur le sujet, met en avant les processus d'internationalisation de tous les établissements d'enseignement supérieur, l'objectif étant que les universités procèdent à l'échange d'étudiants et d'enseignants en grand nombre. La mobilité peut être un moyen très efficace d'encourager l'amélioration de la qualité et la pertinence du contenu académique des programmes. La mobilité peut inclure l'harmonisation des contenus des programmes dans la mesure où un système commun de crédits académiques devient aujourd'hui une nécessité pour permettre aux étudiants d'accumuler les crédits dans leurs universités d'origine. Si ce n'était pas le cas, la mobilité s'avérerait très coûteuse pour les étudiants. Dans le cas du personnel académique, la mobilité peut aider à échanger des expériences aussi bien pour les activités liées à l'enseignement qu'à la recherche.

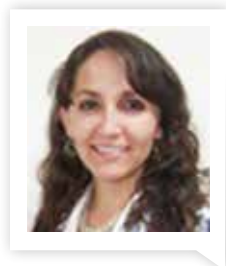
Un autre sujet lié à la qualité concerne l'évaluation et l'accréditation des programmes et des établissements. Ces deux activités impliquent de connaître les ressources dont disposent les établissements publics et privés et comment ils s'assurent et contribuent à faire en sorte qu'elles soient pertinentes et de bonne qualité.

La pertinence et la qualité signifient que ce qui est enseigné et fait l'objet de travaux de recherche dans les universités, permet aux étudiants de faire partie du marché du travail tout en pouvant proposer des solutions aux besoins que les sociétés exigent des établissements d'enseignement supérieur. Les universités doivent être socialement responsables.

Dans l'agenda pour l'après 2015, l'enseignement supérieur joue et doit jouer un rôle crucial. Il fait partie des meilleurs instruments dont dispose la société pour promouvoir l'équité et l'amélioration sociale. Il s'agit là de besoins urgents auxquels l'Amérique Latine doit répondre.

5. La couverture éducative varie fortement en Amérique Latine. Elle est de 75% au Chili et de 30% au Mexique.

13 Enseignement supérieur et changements mondiaux : une réflexion sur le rôle des technologies



par **Nadia Paola Mireles Torres**,
Coordinatrice générale en charge de la
coopération et de l'internationalisation,
Université de Guadalajara, Mexique
(nadia@cgci.udg.mx)



Il ne fait aucun doute que l'éducation joue un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté, la création

de richesses et le développement de l'économie de la connaissance. Il est également indubitable que l'éducation devrait être une priorité de développement. L'éducation devrait être considérée comme un continuum englobant l'éducation primaire, l'enseignement secondaire et les niveaux supérieurs d'apprentissage. Cependant, au cours des dix dernières années, il semble que l'enseignement supérieur (ES) soit devenu un facteur clé et une priorité politique des gouvernements nationaux en vue de promouvoir le développement économique et social. De plus en plus d'étudiants (comme jamais auparavant) sont inscrits dans un cursus d'enseignement supérieur; on compte aujourd'hui près de 200 millions d'étudiants du supérieur dans le monde, contre seulement 89 millions en 1998. Soit une hausse de 124% en 15 ans (Marmolejo, 2013).

Cependant, même si l'accès à l'enseignement supérieur a augmenté au cours des dernières décennies, il est important de signaler que l'accès en tant que tel n'est pas suffisant. La qualité, les compétences interculturelles, les compétences en TIC, et l'employabilité sont des éléments clés pour le développement national. Les économies émergentes investissent de plus en plus dans la recherche et le développement, en particulier concernant la production de technologie et la formation des professionnels dans ce domaine. Des exemples nationaux notables sont l'Asie orientale: la Chine, Hong-Kong, Taiwan, la Corée du Sud et le Japon, des pays qui investissent déjà autant dans l'ES que l'ensemble de l'UE. L'investissement dans l'ES se caractérise par un changement de priorités éducatives nationales telles que l'internationalisation de l'éducation et la focalisation sur les domaines de la science, de l'ingénierie, de la technologie et des mathématiques (STEM). A titre d'exemple, le *Programme de mobilité scientifique* du gouvernement brésilien, (BSMP; <http://www.cienciasemfronteiras.gov.br/web/csf/home>), l'initiative la plus importante en la matière lancée en 2011, vise à envoyer 100 000 étudiants brésiliens partout dans le monde pour étudier dans les domaines STEM, afin qu'ils puissent revenir au pays avec un statut d'expert et ainsi contribuer en tant que chercheurs et professionnels à la croissance de l'économie brésilienne. De même, des pays comme les Etats-Unis, le Canada, la Chine et l'Inde, forment en priorité des individus dans les domaines STEM afin de promouvoir l'innovation, la compétitivité et la création

d'emplois dans leurs pays, et de stimuler le développement futur.

Par ailleurs, l'ES a un rôle essentiel à jouer dans la transmission des compétences pratiques et intellectuelles requises pour assurer le développement social nécessaire au 21^e siècle. Il est aujourd'hui communément admis qu'il est impératif d'en savoir plus sur les autres cultures et sur les autres interconnexions entre les individus, afin d'être mieux préparés au travail, à la vie et à l'avenir dans un monde extrêmement globalisé. Les connaissances sur la culture, la religion et l'économie sont désormais considérées comme essentielles et non plus comme facultatives. Ainsi, les établissements d'enseignement supérieur devraient également encourager les compétences interculturelles telles que la tolérance, la sensibilité, l'empathie et la communication interculturelle entre ses étudiants et la communauté au sens large.

D'autre part, dans une société basée sur la connaissance, l'acquisition des compétences en TIC (maîtrise des outils en ligne) est devenue un autre élément clé pour réussir dans le marché du travail mondial. En effet, l'enseignement supérieur a un rôle crucial à jouer dans les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie à travers différents modes d'apprentissage, formels et informels, ce qui contribuera donc à réduire la 'fracture de la connaissance'.

L'utilisation accrue des TIC dans le monde permet également d'indiquer les changements significatifs survenus dans le domaine de l'éducation tels que l'utilisation accrue des médias sociaux et l'inclusion de modèles d'apprentissage en ligne, mixte et collaboratif. De même, les données recueillies et générées dans les environnements en ligne sont désormais utilisées pour améliorer les services éducatifs, et le rôle des étudiants est en train d'évoluer : ces derniers passent ainsi progressivement du statut de consommateurs à celui d'expéditeurs et de créateurs de contenus. Enfin, même si ces changements prendront plus de temps à se mettre en place que ce qui avait été imaginé au départ, l'apprentissage en ligne devrait prochainement être considéré comme une alternative viable aux formes actuelles d'apprentissage en face à face (Johnson, Adams Becker, Estrada, & Freeman, 2014).

A cet égard, les cours en ligne ouverts et massifs (MOOCs) sont considérés par beaucoup comme l'un des plus importants catalyseurs d'innovation dans l'ES ; les MOOCs pourraient en effet changer la donne si les étudiants se mettaient à les suivre régulièrement et que les collègues et universités commençaient à délivrer des crédits académiques à ceux qui les suivent⁶. Nous observons actuellement une redéfinition des modèles d'enseignement et d'apprentissage à travers les MOOCs et d'autres innovations en ligne. Les MOOCs peuvent démocratiser et encourager le libre accès au matériel pédagogique et aux opportunités éducatives non discriminatoires (Ali, 2014). En 2013, plus de 9 millions d'étudiants dans 220 pays ont participé à des programmes MOOCs développés par 62 universités (Vázquez & López, 2014).

Pourtant, l'offre générale de cours en ligne reste minime. Même dans les pays où l'utilisation des TIC est répandue comme aux États-Unis, seuls 16 % des établissements proposent ce type de formation en ligne. Il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

Un autre défi auquel l'éducation est confrontée aujourd'hui est le lien entre l'enseignement tertiaire et l'employabilité. La corrélation

entre les diplômés et leur insertion dans le mode du travail souligne la manière dont les universités sont aptes à former leurs étudiants à 'concourir' dans un marché mondial où la créativité, l'entrepreneuriat et la capacité à résoudre les problèmes sont perçus comme des éléments clés de réussite. En ce sens, les 'startups' telles que Uber, Airbnb et Duolingo, entre autres, montrent la manière dont les industries créatives ont vu le jour pour répondre à la demande du marché mondial. Elles ont été créées et continuent de se développer principalement dans les pays développés. Dans le cadre de l'agenda de développement post-2015, il est urgent que les universités apportent une réponse forte et rapide face à un marché du travail en pleine mutation. Nous vivons dans une époque passionnante où les technologies sont, seront et doivent être en première ligne de l'agenda de développement sur l'éducation dans une société de la connaissance en pleine évolution.

RÉFÉRENCES

Ali, A. (juin 2014). REL, Formation ouverte et à distance et MOOCs – Dessiner l'avenir numérique de l'enseignement supérieur. *AIU Horizons*, 20, 39–40. Tiré de [www.iau-aiu.net/sites/all/files/IAU%20Horizons%20Vol.20.1%20\[FR_web\].pdf](http://www.iau-aiu.net/sites/all/files/IAU%20Horizons%20Vol.20.1%20[FR_web].pdf)

Johnson, L., Adams Becker, S., Estrada, B., & Freeman, A. (2014). *NMC Horizon Report: 2014 Higher Education Edition*. The New Media Consortium.

Marmolejo, F. (23 juillet 2013). Tertiary Education at a Crossroads: Tales from Different Parts of the World [Text]. 23 septembre 2014, tiré de <http://blogs.worldbank.org/education/tertiary-education-crossroads-tales-different-parts-world>

Vázquez, E., & López, E. (2014). Los MOOCs y la educación superior: la expansión del conocimiento. *Profesorado. Revista de Currículum Y Formación de Profesorado*, 18, 3–12. Tiré de <http://www.redalyc.org/pdf/567/56730662001.pdf>

Nadia Paola Mireles Torres vidéo "Why open education matters" – "Why is it important to share content" <http://www.youtube.com/watch?v=7NH7vLzt9jY>

14 Le rôle de l'enseignement supérieur dans l'agenda pour le développement latino-américain et caribéen



6. Note du rédacteur du magazine: *AIU Horizons* vol.20, N°1 & 2, juin 2014, qui traite dans la rubrique Dossier thématique des TIC en éducation – révolution ou évolution, et dans une large mesure des MOOCs et ce de différentes perspectives.

par **Raúl Arias Lovillo** (rarias2@utpl.edu.ec), Directeur exécutif de CAMPUS-IOHE, Directeur des relations internationales et Professeur, Département d'économie, Universidad Técnica Particular de Loja (UTPL) et **Segundo Benítez Hurtado**, (srbenitez@utpl.edu.ec), Coordinateur de CAMPUS-IOHE; Professeur, Département de sciences informatiques et d'électronique, UTPL



Lorsque nous observons l'histoire socio-économique récente, nous constatons que le fossé entre le développement et le sous-développement s'est creusé au fil du temps. Ce phénomène résulte sans aucun doute du processus de globalisation internationale. Dans un monde de plus en plus concurrentiel, l'accès à de nouvelles connaissances devient une rare alternative permettant d'assurer la survie, en particulier pour les pays les moins développés. Le savoir est devenu, à bien des égards, la monnaie de notre époque. Ceci a ouvert la voie à de nouvelles avancées scientifiques et technologiques, contribuant ainsi à établir la connaissance comme la caractéristique essentielle de la mondialisation. Qui plus est, le savoir détermine la compétitivité des individus, des entreprises, des régions et des pays.

Néanmoins, jusqu'à récemment, on a constaté en règle générale, à quelques exceptions près, que la vaste majorité des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes n'accorde pas encore une place prédominante à la société de la connaissance ni à l'économie mondialisée, qui repose également sur la connaissance. Cette théorie peut être étayée par de récents rapports montrant les niveaux internationaux de concurrence par pays, publiés chaque année par le Forum économique mondial.

Que peut-on alors faire dans les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes pour inverser la tendance? Il n'existe pas de solution simple à cette question épineuse. Cependant, certaines preuves bien documentées soulignent l'importance d'investir dans la formation de capital humain, ainsi que dans la recherche scientifique et technologique, et de se servir de ces outils pour contribuer à renforcer la compétitivité des régions et des pays.

La gravité de notre situation actuelle nous a néanmoins incités à approfondir notre réflexion sur le rôle de l'enseignement supérieur dans la création de voies innovantes qui améliorent l'environnement socio-économique des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. En ce sens, il est impossible de concevoir leur développement social et économique sans connaître au préalable le rôle des universités, lequel consiste, au vu de leur nature spécifique et de leur capacité, à contribuer à cette transformation essentielle de la société.

On dit souvent qu'il n'y a d'avenir sans innovation. C'est du moins ce que l'expérience d'autres pays plus développés dans le monde nous a appris, à savoir que l'innovation est née d'un désir naturel de se développer et de progresser. Dans des pays et des régions non développés, notamment l'Amérique Latine, de nouvelles méthodes sont actuellement expérimentées en vue de mettre en œuvre l'innovation dans tous les domaines de la société. Comme cela s'est produit dans d'autres pays du monde, ce phénomène semble indiquer que les universités de ce sous-continent (hémisphère sud) entreprendront tôt ou tard des réformes majeures.

La mission la plus importante des universités est donc de créer et de transférer des connaissances qui profiteront à l'ensemble de la société. Pour cette raison, les universités d'Amérique Latine et des Caraïbes sont non seulement obligées de poursuivre et de remplir ces objectifs mais également de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs qui bénéficieront ensuite à tous les niveaux de la société.

Comment transmettre cette vision unique aux autres? Et comment parvenir à former des étudiants et les aider à développer une vision privilégiant l'engagement social, ou développer des valeurs humaines telles que la ténacité, ou développer des compétences en critiques constructives, ou développer la responsabilité personnelle et le désir perpétuel de chercher la perfection? En outre, comment répondre aux nouvelles exigences de la société qui reflètent des compétences ou des valeurs spécifiques? Comment mieux promouvoir le professionnalisme dans l'enseignement supérieur ou encourager une plus grande implication de la part des étudiants? Et comment progresser dans les domaines de l'excellence universitaire, la recherche, l'action sociale et la promotion de la culture? En résumé, comment réussir à répondre aux défis du 21^e siècle que rencontre l'université en Amérique Latine et dans les Caraïbes?

Afin de répondre au mieux à ces questions, et dans l'optique de continuellement améliorer l'enseignement supérieur dans la région, l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI), organisation qui comprend le plus grand nombre d'universités et possède la plus grande visibilité dans la région, a réalisé un certain nombre de projets importants via ses programmes phares: IGLU, COLAM et CAMPUS. En ce sens, une collaboration accrue entre les établissements d'enseignement supérieur, les organisations et les pays peut s'avérer capitale pour l'enseignement supérieur dans la région.

Le concept que défend OUI repose sur une nouvelle vision du monde qui est ancrée dans les points de vue et les préoccupations des EES de la région des Amériques dans son ensemble. En résumé, l'organisation propose de redéfinir le rôle des universités dans l'optique de créer davantage de connaissances et de meilleures conditions pour la promotion de leurs activités clés, qui sont toutes orientées vers le développement social, économique et culturel. Dans ce contexte, l'organisation s'attache à promouvoir la qualité et la pertinence de l'enseignement supérieur, ce qui contribuera à la transformation de la société à travers des groupes innovants qui partagent la même vision et les mêmes valeurs relatives à la qualité, la pertinence, l'aide sociale, etc.

Dans ce contexte, OUI vise à créer des espaces ou des domaines communs d'enseignement supérieur qui encouragent la collaboration internationale, laquelle permet de mieux répondre aux besoins locaux et nationaux. Par conséquent, un espace de l'enseignement supérieur innovant et flexible qui promeut la qualité de la formation dans les établissements d'enseignement supérieur et qui facilite la mobilité régionale – avec des mécanismes déjà en place pour la reconnaissance mutuelle des qualifications et des crédits académiques obtenus dans différents contextes – permettra de former les directeurs et administrateurs d'université, contribuera à la transformation des établissements d'enseignement supérieur et réduira les disparités entre les EES et les pays.

Pour plus d'informations: <http://www.oui-iohe.org/en/>

15 Le rôle de l'enseignement supérieur et les dialogues post-2015



par **Daniella Tilbury** (Présidente, COPERNICUS Alliance et Doyenne durabilité, University of Gloucestershire, RU) et **Clemens Mader** (Vice-président, COPERNICUS Alliance et Chercheur, Leuphana University of Lüneburg and University of Zurich)



En juillet 2012, le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé la constitution d'un Groupe de haut niveau pour formuler des recommandations sur l'identification des priorités et des cibles qui succéderont aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), lesquels prendront fin l'an

prochain. Ce processus, souvent appelé dialogue post-2015, est dirigé par les Nations Unies et cherche à définir un futur cadre de développement mondial.

Les objectifs de développement durable (ODD), qui remplaceront les OMD, s'inscriront dans une liste de préoccupations plus longue et plus inclusive. L'éducation continuera d'avoir sa place dans les efforts internationaux destinés à atteindre le développement durable. La formulation et l'ambition exactes de cette composante de l'objectif restent encore à déterminer.

Ces dialogues ont lieu alors que s'approche la fin de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable (DEDD) et qu'un nouveau Programme d'action mondial est en cours d'élaboration. Ces dix dernières années, l'enseignement supérieur a intensifié ses efforts dans ce domaine. Durant cette période, ces efforts se sont matérialisés par des approches inter-agences et un financement public significatif, associés à une baisse de l'empreinte carbone des universités et collèges. Ceci s'est accompagné d'efforts à grande échelle visant à introduire la durabilité dans le curriculum, la recherche, les activités et la création de nouveaux partenariats avec la société aux niveaux local et mondial.

Nous observons par ailleurs que les initiatives régionales et institutionnelles des universités émanant de groupe de membres s'inscrivent dans des réseaux régionaux et internationaux plus représentatifs et de plus grande renommée, ce qui favorise le dialogue et le changement dans le secteur. La mise en œuvre structurelle dans le système d'ES est essentielle. La Déclaration d'Iquitos de l'Association internationale des universités (comportant

plus de 600 établissements membres et 30 organisations membres sur les cinq continents et s'adressant à des milliers d'universités à travers le monde), adoptée en avril 2014, préconise d'inscrire la durabilité dans tous les domaines d'études et les approches de l'établissement dans son ensemble. Une initiative internationale complémentaire au Traité Rio+20 sur l'enseignement supérieur est aujourd'hui coordonnée par la COPERNICUS Alliance avec le soutien de l'AIU et de l'UNU; elle vise à transformer le secteur de l'enseignement supérieur et l'accompagner sur la voie du développement durable. L'initiative a été développée à travers un processus de collaboration impliquant 25 experts de la société civile et majeurs de l'ES et de la durabilité et a été lancée en juin 2012 lors de la Conférence Rio+20 à Rio de Janeiro. De la même manière, les initiatives facilitées par les Nations Unies telles que le Partenariat mondial des universités sur l'environnement et la durabilité (PNUE GUPES) et les Centres régionaux d'excellence sur l'éducation au développement durable (UNU RCE) ont élargi la portée des initiatives de l'enseignement supérieur en matière de durabilité, regroupant 550 universités supplémentaires au cours des dix dernières années.

La COPERNICUS Alliance est un partenariat européen d'établissements d'enseignement supérieur engagés dans l'apprentissage et le changement transformationnels au service du développement durable. Travaillant en étroite collaboration avec des acteurs stratégiques, l'Alliance vise à communiquer des informations sur les développements politiques de l'ES, les initiatives internationales (telles que le Programme d'action mondial sur l'EDD et les Compétences UNECE EDD) et à soutenir des établissements européens dans leurs efforts destinés à favoriser le changement pour la durabilité.

Cette année, l'AC a lancé le projet triennal (2014-2016) intitulé 'University Educators for Sustainable Development (UE4SD)', regroupant 52 établissements, organisations et associations d'ES dans 33 pays en Europe et dont l'objectif est d'aider les professeurs d'université à réorienter leur pratique académique et leurs recherches vers la durabilité. Les résultats du projet incluent une cartographie des opportunités offertes aux professeurs d'université pour développer leurs compétences en EDD à travers un perfectionnement professionnel (ceci sera indiqué sur le Portail ESDD de l'AIU); une publication et une plateforme de ressources en ligne; et la constitution et la mise à l'essai d'une Académie européenne pour l'EDD dans l'ES afin de conseiller les universités sur la manière de soutenir le développement de compétences du personnel enseignant en EDD.

L'influence de ces partenariats et de ces traités étant de plus en plus importante, il est probable que ces derniers entraînent davantage de développements dans les années à venir. Le Programme d'action mondial sur l'EDD devrait reconnaître leur potentiel en tant que catalyseur et mobiliser le soutien autour de ces efforts de collaboration et faire en sorte que les objectifs de développement durable étendent leur portée et leur impact à mesure qu'ils entraînent des changements au sein des différents groupes sociaux et régions.

RÉFÉRENCES

Global Universities Partnership for Environment and Sustainability (www.unep.org/training/programmes/gupes.asp)

AIU (www.iau-aiu.net) et **Portail mondial de l'AIU pour l'ESDD** (www.iau-hesd.net/fr)

Rio+20 Higher Education Treaty (<http://hetreatyrio20.com>)

COPERNICUS Alliance (<http://copernicus-alliance.org>)

UE4SD University Educators for Sustainable Development (www.ue4sd.eu)

16 Education environnementale et formation au PNUE: le Global Universities Partnership on Environment and Sustainability (GUPES)



L'Unité d'éducation et de formation à l'environnement (EETU) constitue le point névralgique du Programme des Nations

Unies pour l'environnement (PNUE) sur l'éducation au développement durable (EDD). Cette fonction est assumée en étroite collaboration avec les Divisions et les Bureaux régionaux concernés du PNUE ainsi qu'avec d'autres partenaires externes, tels que les agences des Nations Unies (à travers le Comité inter-agence pour la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable), les gouvernements, les centres nationaux et régionaux d'éducation et de formation à l'environnement, et les organisations non gouvernementales locales et internationales.

L'éducation à l'environnement fournit une fondation solide pour l'éducation au développement durable. Depuis la première réunion intergouvernementale sur l'éducation à l'environnement organisée à Tbilissi en 1977, l'éducation à l'environnement a occupé une place de choix dans le chapitre 36 de l'Agenda 21, adopté lors du Sommet de Rio en 1992, qui a conduit à l'adoption de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au développement durable par

l'Assemblée Générale des Nations Unies suite au Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002. Plus récemment, et suite au Sommet historique Rio+20, plus de 100 pays ont participé à la Conférence intergouvernementale Tbilissi+35 sur l'éducation à l'environnement pour le développement durable en septembre 2012, qui a fait le point sur les progrès réalisés depuis la première réunion intergouvernementale sur l'éducation à l'environnement, et a examiné les possibilités de renforcer l'éducation à l'environnement pour le développement durable – Eduquer aujourd'hui pour un avenir durable.

Le PNUE soutient l'EDD à travers le pilier environnemental en encourageant une éducation au développement durable innovante, orientée vers l'action et basée sur des valeurs, et en encourageant l'intégration de considérations environnementales. Cette approche s'articule autour de trois principaux piliers, présentés ci-après :

- **Education:** inspirer, guider, informer, soutenir, faciliter et permettre aux universités de mener à bien des innovations curriculaires au service de la durabilité et de l'écologisation des campus ;
- **Formation :** développer des compétences appliquées en renforçant les connaissances et la sensibilisation aux domaines thématiques prioritaires du PNUE et en dispensant au public cible (principalement des cadres de niveau moyen et des décideurs politiques) les compétences, les valeurs et les attitudes adéquates sur des thèmes, questions et nouveaux concepts clés liés à l'environnement et à la durabilité, à travers des programmes de formation et de leadership ;
- **Mise en réseau :** encourager et renforcer les réseaux d'enseignement supérieur régionaux et sous-régionaux sur l'environnement et la durabilité conçus pour les régions du PNUE, l'axe Nord-Sud, Sud-Sud et les cadres triangulaires.

Lancé en juin 2012 suite au Sommet Rio+20, l'objectif du Partenariat mondial des universités sur l'environnement et la durabilité (GUPES) est de renforcer l'intégration des pratiques et des curricula sur l'environnement et la durabilité au sein des universités en soutenant les approches innovantes en matière d'éducation. Le GUPES offre une plateforme pour le PNUE en diffusant ses



Lancement GUPES, Shanghai, 5 juin 2012

produits de connaissance, tels que 'L'avenir de l'environnement mondial (GEO)' et d'autres rapports techniques ayant trait aux sept domaines prioritaires thématiques avec la communauté de l'enseignement supérieur. En parallèle, le GUPES sollicite également les contributions de la communauté universitaire en vue de préparer ces rapports capitaux, notamment l'identification des nouvelles questions prioritaires à travers les 'Alertes environnementales mondiales (GEAs)'.

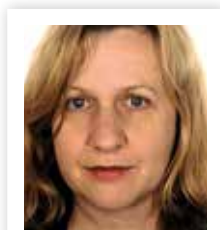
Le GUPES s'appuie sur plusieurs réseaux régionaux, tels que l'Intégration de l'environnement et de la durabilité dans les universités africaines (MESA), l'Intégration de l'environnement et de la durabilité dans les universités caribéennes (MESCA) et le Consortium des universités de la région Asie-Pacifique sur l'environnement pour le développement durable (RUC). La plateforme GUPES pour l'Amérique Latine et les Caraïbes a été lancée en décembre 2012 et a été hébergée par l'Universidad de Ciencias Aplicadas y Ambientales (UDCA) de Bogotá (Colombie). A l'heure actuelle, plus de 500 universités sont affiliées au réseau mondial GUPES en pleine expansion.

Parallèlement à la Conférence mondiale sur l'EDD à Nagoya, le PNUE signera un protocole d'accord avec l'Association internationale des universités (AIU) en vue d'améliorer les synergies entre les efforts respectifs des deux organisations, de travailler main dans la main sur des initiatives conjointes spécifiques et de promouvoir la mise en réseau entre les établissements d'enseignement supérieur participants, autour du thème général de la durabilité.

Si votre établissement souhaite rejoindre le réseau GUPES, veuillez adresser une manifestation d'intérêt à l'adresse env.edu@unep.org et mentionner le nom et les coordonnées de l'interlocuteur désigné.

Vous pouvez obtenir davantage d'informations sur le PNUE EETU et le GUPES à l'adresse suivante : <http://www.unep.org/training/>

17 Pour une suite de l'initiative Education Pour Tous (EPT) des Nations-Unies incluant l'enseignement supérieur



par **Isabelle Turmaine**, Directrice, Projets et Services d'information, AIU (i.turmaine@iau-aiu.net)



Les six objectifs de l'EPT⁷ ne seront pas atteints en 2015. C'est déjà démontré⁸. Or sans EPT, il n'est pas possible d'envisager la société inclusive prônée par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Le droit à l'éducation va au-delà du simple droit de chacun à bénéficier d'une éducation, il permet à chacun de jouir pleinement de ses autres droits et sert au développement économique et social des individus et des pays. Aussi, comment justifier qu'aujourd'hui il y ait toujours 781 millions d'adultes analphabètes dans le monde – dont les 2/3 sont des femmes – et 250 millions d'enfants qui ne puissent déchiffrer une phrase⁹?

Depuis 10 ans, l'Association internationale des Universités (AIU) défend l'idée qu'il faut associer le secteur de l'enseignement supérieur dans sa globalité et diversité à l'EPT – et au programme qui suivra – pour atteindre l'éducation pour tous.

D'abord, parce qu'il n'est pas logique d'arrêter un processus éducatif au secondaire. La Déclaration universelle des Droits de l'Homme le précise : « l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite ». Les diplômés du secondaire – de plus en plus nombreux grâce à l'EPT – le réclame. Les Etats le souhaitent car disposer d'une masse critique de personnes diplômées du supérieur vient en appui au développement économique des pays.

Ensuite, parce que les maîtres, les formateurs des maîtres et les enseignants du secondaire sont pour la plupart formés au niveau de l'enseignement supérieur. La recherche en sciences de l'éducation mais aussi de plus en plus de recherches pluri-disciplinaires (lier sociologie, psychologie, informatique et éducation par exemple peut permettre de trouver un moyen de lutter contre le taux d'analphabétisme d'une population particulière) et l'évaluation scientifique des programmes et projets d'EPT peuvent aider à atteindre les populations les plus en dehors de l'éducation et permettre d'apporter la preuve de ce qui fonctionne.

Le 10 septembre 2014, l'Assemblée générale des Nations-Unies a décidé que la proposition du Groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable servirait de base principale aux objectifs de développement durable du programme de développement de l'après-2015. Cette proposition, qui se compose de 17 objectifs, a pour Objectif 4 de « Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Cet objectif, qui se compose de 7 cibles, a pour cible 3 « D'ici à 2030, veiller à ce que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable ».

L'enseignement supérieur est donc – et c'est nouveau car il ne figurait pas dans les objectifs de l'EPT – nommément cité dans l'objectif Education.

7. Les six objectifs de l'EPT: Développer la protection et l'éducation de la petite enfance; Offrir à tous les enfants un enseignement primaire gratuit et obligatoire; Promouvoir l'apprentissage des jeunes et des adultes; Accroître de 50% le niveau d'alphabetisation des adultes; Réaliser la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire pour 2005 et l'égalité des sexes pour 2015; Améliorer la qualité de l'éducation.

8. Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2013/4: <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225654f.pdf>

9. Source: UNESCO

C'est maintenant le rôle de l'AIU, des organisations d'universités et d'étudiants régionales et nationales et des établissements d'enseignement supérieur de continuer à faire valoir la place de l'enseignement supérieur et de maintenir cette présence dans le programme de l'après-2015. L'inclusion du secteur de l'enseignement supérieur est indispensable pour la conduite d'une réflexion holistique et transparente sur l'éducation d'aujourd'hui et de demain qui inclue une diversité de l'offre éducative en adéquation avec les besoins, capacités et envies de chacun au bénéfice de tous. La décision finale sur le programme de l'après-2015 n'interviendra qu'à la prochaine Assemblée générale des Nations-Unies, en septembre 2015 et d'ici là tout reste à faire.

18 Un test de compétence en développement (durable), pour quoi faire ?



par **J.-C. Carteron**, CSR Directeur –
KEDGE BS, Président, Sulitest
www.sulitest.org
(jccarteron@kedgebs.com)



Afin de s'assurer que les universités et autres établissements d'enseignement supérieur offrent aux futurs diplômés une éducation leur permettant de prendre

conscience des enjeux liés au développement durable, il paraît logique, qu'à terme, ces établissements puissent demander un niveau de connaissance minimum en matière de développement durable (DD) à l'entrée.

Le sustainability literacy test est un QCM de 50 questions en ligne destiné à tous les étudiants de l'enseignement supérieur quels que soient leurs niveaux d'étude (Bachelor, Master, PhD...). Pour vérifier la compréhension de l'ensemble des grands défis auxquels la société et la planète doivent faire face, ces questions portent sur des connaissances générales sur les aspects sociaux et culturels, environnementaux et économiques, ainsi que sur la compréhension de base du fonctionnement de notre planète, comme les cycles de l'eau ou du carbone, effet de serre, etc. D'autres questions portent elles sur la responsabilité des organisations en général et sur la responsabilité des entreprises en particulier.

Pour augmenter sa pertinence, deux tiers des questions sont identiques partout dans le monde et abordent les enjeux planétaires (réchauffement climatique par exemple). L'autre tiers est basé sur des problématiques locales (réglementations, lois, culture et pratiques du pays...).

A ce jour le test est adapté dans 17 pays (dont la Chine, les EUA, L'Italie, le Brésil, l'Égypte ou l'Afrique du Sud) et est disponible dans 8 langues (dont le japonais et le gallois !) et plus de 230 universités font actuellement passer le test à leurs étudiants.

Les premières tendances de cette version pilote seront présentées à Nagoya, au Japon, à l'occasion de la conférence mondiale des nations unies pour l'EDD (CM-EDD), coordonnée par l'UNESCO, du 10 au 12 novembre.

Evaluer les connaissances minimales ne garantit pas bien sûr, le futur comportement des diplômés. Par contre mettre en place à l'échelle de la planète une dynamique supplémentaire de valorisation de l'intégration du DD dans la stratégie de nos institutions peut, nous l'espérons, avoir un impact sur les comportements. 17 établissements d'enseignement supérieur pionniers font d'ores et déjà passer le test à tous leurs nouveaux étudiants et certains réfléchissent à demander un score minimum pour l'obtention du diplôme, d'autres encore se servent du test comme d'un outil pédagogique pour développer des programmes pédagogiques et de recherche destinés à sensibiliser leurs élèves. Gratuit pour les universités, il sera à terme offert aux entreprises, institutions et organisations et cabinets de recrutement. Merci de contacter J.-C. Carteron si vous souhaitez prendre part à ce projet.

↳ FAITES NOUS PART DE VOS RÉACTIONS AUX IDÉES VÉHICULÉES DANS LES PAPIERS DE CE DOSSIER THÉMATIQUE et merci de nous dire ce que vous pensez de la place de l'enseignement supérieur dans l'Agenda du développement post 2015

Contact: iau@iau-aiu.net

THÈMES DES DOSSIERS THÉMATIQUES DE AIU HORIZONS

AIU Horizons informe chaque fois sur la vie de l'Association et sur ses actions en cours et en développement. Par ailleurs le magazine propose chaque fois un dossier thématique qui porte sur un thème central pour l'enseignement supérieur. Tous les numéros sont disponibles en ligne. Si la partie relative à l'AIU plus spécifiquement est plus inscrite dans une durée spécifique, les papiers des dossiers thématiques eux restent valides bien au-delà de la date de leur publication et méritent à être lus en tout temps.

LES THÈMES DES 18 DERNIERS NUMÉROS SONT:

- *Les technologies de l'information et de la communication – révolution ou évolution ?* (Vol. 20.1 - 2)
- *Frais d'inscription dans l'enseignement supérieur – Perspectives internationales* (Vol.19.3)
- *Approches innovantes en matière de formation doctorale en Afrique* (Vol. 19.2)
- *14^e Conférence générale de l'AIU : L'enseignement supérieur et l'Agenda global – orientations alternatives pour l'avenir* (Vol. 18.3 & 19.1)
- *La contribution de l'enseignement supérieur au développement durable* (Vol. 18.2)
- *Repenser l'internationalisation* (Vol. 17.3 and 18.1)
- *Stratégies pour le renforcement de l'équité en matière d'accès et de succès dans l'enseignement supérieur – Perspectives internationales* (Vol. 17.2)
- *Enseignement supérieur et Education pour Tous* (Vol. 17.1)
- *Les partenariats en enseignement supérieur et la collaboration* (Vol.16.3)
- *L'enseignement supérieur européen dans le monde : 10^e anniversaire du processus de Bologne et lancement de l'EEES* (Vol. 16.2)
- *L'enseignement supérieur et la crise économique globale* (Vol.16.1)
- *Résultats de l'enseignement supérieur (RES)* (Vol.15.3)
- *Les Membres de l'AIU dessinent les contours de la nouvelle dynamique de l'enseignement supérieur* (Vol. 15.2)
- *Les fusions en enseignement supérieur* (Vol. 15.1)
- *La 13^e Conférence générale de l'AIU – les temps forts de la conférence* (Vol. 14.2-3)
- *L'enseignement supérieur et les impératifs économique : quoi de neuf?* (Vol. 14.1)

Pour consulter, lire ou relire les articles thématiques publiés au fil des numéros par des chercheurs et des collègues du monde entier, rendez-vous en ligne (www.iau-aiu.net/content), ou contactez l'éditeur: h.vantland@iau-aiu.net

AIU Horizons est disponible en ligne : merci de le faire circuler largement au sein de vos établissements et réseaux.

➔ APPEL À PAPIERS

Le thème du prochain dossier thématique est :

L'INNOVATION SOCIALE : DÉFIS ET PERSPECTIVES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR qui est également le thème de la réunion mondiale AIU des Associations (GMA6).

Contact : Elodie Boisfer : e.boisfer@iau-aiu.net





NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'AIU

HIGHER EDUCATION POLICY (HEP)



> HEP volume 27, numéro 3 – septembre 2014

Ce numéro de *Higher Education Policy (HEP)* focalise sur les politiques transformationnelles en Malaisie l'évaluation des étudiants au Portugal, les attentes face au rôle des partenaires des présidents aux Etats-Unis, les changements de politique en Croatie, Serbie et Slovénie, la satisfaction au travail et le question du genre les investissements publics dans les université de classe mondiale. Pour les résumés et pour commander votre copie merci d'aller à :

<http://www.palgrave-journals.com/hep/journal/v27/n3/index.html>

> L'AIU et **Palgrave Macmillan**, éditeur de **Higher Education Policy (HEP)**, la revue scientifique trimestrielle de l'Association, sont heureux d'annoncer qu'HEP a amélioré son classement dans l'édition 2013 du Thomson Reuters Journal Citation Reports. Le facteur d'impact de la revue est passé de 0,185 en 2012 à 0,415 en 2013, plaçant HEP à la 159^e place du classement (sur 219 revues). Web: <http://www.iau-aiu.net/content/hep>

Contact: Nicholas Poulton, *Secrétaire de rédaction à l'AIU.*

INTERNATIONALIZATION OF HIGHER EDUCATION: GROWING EXPECTATIONS, FUNDAMENTAL VALUES – IAU 4th GLOBAL SURVEY – COMMANDEZ VOTRE COPIE!



Pour commander votre copie avec une copie électronique du résumé exécutif de cette enquête merci de compléter le formulaire de commande en ligne, disponible sur le site Internet de l'AIU à : www.iau-aiu.net, et de retourner ce formulaire une fois complété à Morgane Baillargeant :

m.baillargeant@iau-aiu.net

BASE DE DONNÉES BIBLIOGRAPHIQUES INTERNATIONALE DE L'AIU SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (HEDBIB) – www.iau-aiu.net/content/hedbib

HEDBIB est une base de données sur les systèmes, l'administration, la planification, les politiques et l'évaluation de l'enseignement supérieur. Elle est administrée par l'AIU depuis 1988; son interface a été revue et améliorée en 2010.

Rassemblant plus de 35 000 références sur l'enseignement supérieur dans le monde, HEDBIB est constamment mise à jour.

Utiliser HEDBIB pour créer une bibliographie: HEDBIB permet des recherches simples et des recherches avancées sur les champs titre, auteur(s), mot(s) clé(s), pays, région(s), année

de publication et type de document. Les résultats des recherches peuvent être extraits dans différents formats (court, détaillé et ISBD) et peuvent être sauvegardés, combinés et imprimés pour former une bibliographie qui répond à vos critères de recherche.

Accès aux documents électroniques: un lien vers le document électronique est fourni si disponible.

HEDBIB et services aux Membres de l'AIU

La plupart des services d'HEDBIB sont ouverts à tous. Cependant, les établissements membres de l'AIU ont accès à des services additionnels tels que l'accès aux résumés et la possibilité de recevoir les résultats de leur(s) recherche(s) par courrier électronique. Pour avoir accès à ces services additionnels, les Membres de l'AIU ont un identifiant de connexion pour pouvoir rentrer dans HEDBIB.

Contact: Amanda Sudic, *IBibliothécaire/ Documentaliste de l'AIU* a.sudic@iau-aiu.net

E-BULLETIN

L'e-bulletin est une publication mensuelle en ligne unique et complémentaire détaillant les activités de l'AIU et proposant des liens vers des informations sur l'enseignement supérieur à travers le monde ! Assurez-vous de bénéficier de ce service unique et inscrivez-vous en ligne à l'adresse suivante : www.iau-aiu.net

➔ **PLACEZ UNE ANNONCE DANS AIU HORIZONS** et portez vos programmes et projets à l'attention des parties prenantes de l'enseignement supérieur dans le monde entier !

Contact : iau@iau-aiu.net

NOUVEAU PORTAIL WHED DE L'AIU ET PUBLICATION DE INTERNATIONAL HANDBOOK OF UNIVERSITIES 2015

Le **Portail WHED de l'AIU** (www.whed.net) est le nouvel outil de référence de l'AIU sur les systèmes, les diplômes et les établissements d'enseignement supérieur dans le monde. Il a été lancé le 1^{er} septembre 2014 et remplace le CD-ROM WHED qui a été publié pour la dernière fois en 2013.

Fonctions : un accès aux fonctions de base permet à tous de consulter librement les informations disponibles sur le **Portail**. Un accès aux fonctions avancées (**MyWHED**) est offert aux **Membres de l'AIU**. Il permet la recherche avancée, l'accès aux e-mails, l'impression et l'extraction des résultats de recherches.



CONTENU

Le Portail contient des informations sur les systèmes d'enseignement et les diplômes de plus de 180 pays, ainsi que des informations sur quelque 18 000 établissements d'enseignement supérieur dans le monde. L'inclusion dans le Portail WHED de l'AIU est basée sur les données mises à disposition par les organes nationaux et les établissements d'enseignement supérieur qui répondent au cadre et à la politique de l'AIU en matière de collecte de données. Toujours en ce qui concerne l'inclusion dans le Portail WHED, un établissement d'enseignement supérieur doit proposer au moins un diplôme de troisième cycle ou un diplôme professionnel en quatre ans ; être reconnu/accrédité par les autorités nationales compétentes et avoir délivré des diplômes à trois promotions d'étudiants au minimum.

DONNÉES SUR LES SYSTÈMES ET LES DIPLÔMES

Le portail présente les données sur le système éducatif de chaque pays comme suit :

- La structure du système d'enseignement supérieur
- Les différents niveaux d'études
- Les organismes nationaux en charge de l'enseignement supérieur
- Les critères d'admission (y compris pour les étudiants internationaux)
- Le système d'assurance qualité et de reconnaissance des diplômes
- La vie étudiante
- Les principaux diplômes.

DONNÉES SUR LES ÉTABLISSEMENTS

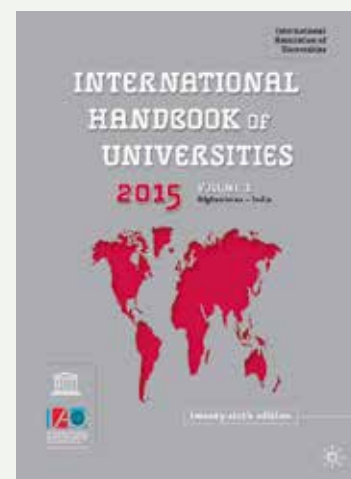
Le portail présente les données sur les établissements d'enseignement supérieur de chaque pays comme suit :

- Informations générales
- Noms des responsables

- Liste des facultés/départements
- Diplômes proposés
- Services aux étudiants
- Nombre d'étudiants et d'enseignants

INTERNATIONAL HANDBOOK OF UNIVERSITIES

Le manuel basé sur les données disponibles sur le Portail WHED de l'AIU – continue d'être publié par Palgrave Macmillan Ltd. La **26^e édition du Handbook** a été publiée le 23 septembre 2014.



Le Handbook comprend toutes les informations sur les établissements d'enseignement supérieur. Il décrit brièvement le système d'enseignement supérieur de chaque pays, contient un index des domaines d'études et fournit une liste d'organismes régionaux et internationaux en lien avec l'enseignement supérieur. L'accès aux fonctions avancées du nouveau **Portail WHED** de l'AIU est offert pour l'achat d'un exemplaire du Handbook ; il est valide pendant un an à partir de la date de publication du Handbook.

Tout **Membre de l'AIU** souhaitant acheter le Handbook bénéficie d'une **remise de 50 %**. Merci de préciser que vous êtes Membre de l'AIU en passant votre commande.

Le portail du WHED est disponible en ligne: www.iau-aiu.net

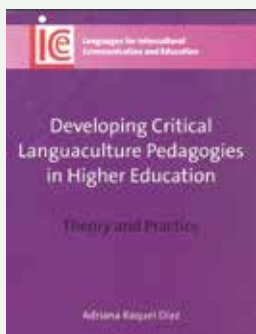
Contact: iau@iau-aiu.net



LISTE ANNOTÉE D'UNE SÉLECTION DE PUBLICATIONS

DEVELOPING CRITICAL LANGUACULTURE PEDAGOGIES IN HIGHER EDUCATION,

Adriana Raquel Diaz. Bristol, U.K., Buffalo, Toronto: Multilingual Matters, 2013. 195 p. (Languages for Intercultural Communication and Education) – ISBN 978-1-7830-9034-1

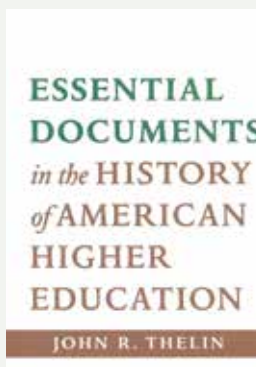


Cet ouvrage définit un cadre pédagogique pour une approche plus intégrée des langues et de la culture dans l'enseignement des langues,

conceptualisée par le terme 'languaculture'. Le livre s'adresse principalement aux professeurs de langues à l'université et met l'accent sur leur rôle dans le développement et la mise en œuvre d'innovations dans les curriculums. Un processus en trois étapes axé sur le développement de compétences interculturelles à travers l'enseignement des langues est décrit, et la mise en place d'un cadre de développement des curriculums est présentée dans quatre études de cas ciblées sur l'enseignement supérieur australien.

ESSENTIAL DOCUMENTS IN THE HISTORY OF AMERICAN HIGHER EDUCATION,

John R. Thelin. Baltimore: John Hopkins University Press, 2014. 358 p. – ISBN 978-1-4214-1422-5



Ce livre présente et interprète les principales sources qui dépeignent l'histoire sociale, intellectuelle, politique et culturelle des

collèges et des universités aux Etats-Unis. Des documents historiques clés sont organisés chronologiquement, de la création des neuf premiers collèges établis durant l'époque coloniale jusqu'à un rapport de 2012 sur les effets de la crise financière sur les universités et les collèges. L'ouvrage comprend des mémoires qui racontent la vie d'un étudiant de Harvard dans les années 1700, d'un participant aux émeutes sur les campus américains dans les années 1960; les expériences d'une athlète universitaire dans les années 1970, ou l'expérience étudiante d'une jeune fille d'origine hispanique dans les années 1990.

STEM STRATEGIES: STUDENT AMBASSADORS AND EQUALITY IN HIGHER EDUCATION,

Clare Gartland. London: Institute of Education Press, 2014. 184 p. – ISBN 978-1-85856-617-7



Cet ouvrage examine les politiques récentes adoptées au Royaume-Uni pour élargir la participation en science, technologie, ingénierie et

mathématiques (STEM) dans l'enseignement supérieur, à travers le prisme des programmes d'étudiants ambassadeurs dans le domaine STEM. Ces programmes, qui ont été spécialement conçus pour élargir la participation dans les matières STEM, font appel à des étudiants de premier cycle en tant qu'ambassadeurs pour travailler aux côtés d'élèves du secondaire et encourager leur progression dans les matières STEM. L'auteur offre un aperçu détaillé des pratiques liées à l'utilisation des étudiants ambassadeurs dans deux universités britanniques très différentes.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT AND QUALITY ASSURANCE IN HIGHER EDUCATION: TRANSFORMATION OF LEARNING AND SOCIETY,

Zinaida Fadeeva, Laima Galkute, Clemens Mader, Geoff Scott, Eds. – Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2014. (Palgrave Studies in Global Higher Education) – ISBN 978-1-1374-5913-8



L'enseignement supérieur a un rôle central à jouer pour aider notre monde à relever quantité de défis sociaux, culturels, économiques et

environnementaux interdépendants. Nos universités et collèges peuvent accomplir cette mission en identifiant et en testant des solutions en collaboration avec les régions qu'ils servent, et en formant les leaders de demain. Pour ce faire, les établissements d'enseignement supérieur (EES) doivent se transformer, et ceci implique de combiner les meilleures pratiques relatives à la gestion et l'amélioration de la qualité dans l'enseignement supérieur avec les meilleures pratiques relatives à l'éducation pour le développement durable.

Commençant par un article du Pr. Dzulkipli Abdul Razak, Président de l'AIU,

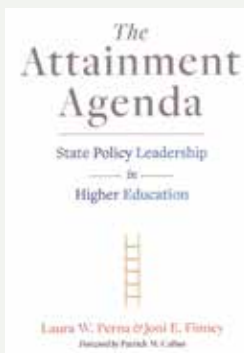
et soutenu par l'AIU, ce livre a pour objectif de présenter aux personnes intéressées par cette double hélice de transformation les stratégies et voies efficaces pour obtenir des résultats probants. Il met en particulier l'accent sur les interactions dynamiques entre le développement organisationnel, national et international des politiques et pratiques d'enseignement supérieur pertinentes pour l'assurance qualité. Il analyse également la manière dont la compréhension de la notion de qualité de l'enseignement supérieur évolue, et décrit les rapports entre les systèmes de qualité et les autres

REÇUES PAR L'AIU

Source: HEDBIB, base de données bibliographique gérée par l'AIU – <http://hedbib.iau-aiu.net/>

stratégies et questions des EES concernant les compétences des étudiants.

THE ATTAINMENT AGENDA: STATE POLICY LEADERSHIP IN HIGHER EDUCATION, Laura Walter Perna, Joni E. Finney. Baltimore: John Hopkins University Press, 2014. 308 p. – ISBN 978-1-4214-1406-5



Contrairement à de nombreux pays, la politique d'enseignement supérieur aux Etats-Unis est essentiellement la responsabilité des Etats. S'appuyant sur des données

recueillies à partir d'études de cas conduites dans cinq Etats – Géorgie, Illinois, Maryland, Texas et Washington – et sur des recherches préalables sur le même thème, le livre examine l'interaction entre les politiques publiques et les résultats de l'enseignement supérieur.

THE NINE ELEMENTS OF A SUSTAINABLE CAMPUS, Mitchell Thomashow. Cambridge, Mass.: The MIT Press, 2014. 236 p. – ISBN 978-0-2620-2711-3

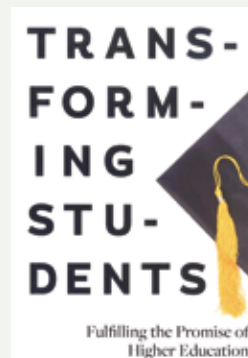


En tant que Président d'un collège nord-américain et s'appuyant sur ses expériences dans l'élaboration d'initiatives développées

sur le campus de son université en matière de durabilité, l'auteur traite à la fois de la nécessité et de la portée des campus pour assurer la durabilité. Ils offrent des possibilités aussi bien pour la recherche que

pour la mise en œuvre; ils ont la capacité d'impliquer les étudiants, le personnel et les enseignants dans des projets collaboratifs qui inspirent une transformation; et ils se préoccupent des obligations intergénérationnelles. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique officielle ou d'un outil de suivi, les neuf éléments qui constituent les chapitres du livre offrent un cadre d'analyse de la durabilité. Les neuf éléments sont: l'énergie; la nourriture; les matériaux; la gouvernance; les investissements; le bien-être; le curriculum; l'esthétique; et l'interprétation.

TRANSFORMING STUDENTS: FULFILLING THE PROMISE OF HIGHER EDUCATION, Christina Johansson, Peter Felter. Baltimore: John Hopkins University Press, 2014. 114 p. – ISBN 978-1-4214-1437-9



Basé sur des entretiens avec des étudiants de premier cycle dans une université américaine, ce livre examine le rôle de l'université dans «l'apprentissage

transformationnel», une notion ancrée dans le domaine de la formation des adultes. Les expériences des étudiants concernant l'évolution de leur sentiment d'identité sont examinées sous différents angles: la dimension de «foyer» dans l'environnement universitaire; l'impact des changements de convictions et de considérations des étudiants pour permettre un apprentissage plus approfondi; le développement de la réflexion critique des étudiants; le rôle des relations dans la salle de classe et au-delà; et la transformation institutionnelle.

TRANSNATIONAL POLICY FLOWS IN EUROPEAN EDUCATION: THE MAKING AND GOVERNING OF KNOWLEDGE IN THE EDUCATION FIELD, Andreas Nordin,

Daniel Sundberg, Eds. Oxford: Symposium Books, 2014.- 240 p. (Oxford Studies in Comparative Education, v. 24 no. 1) – ISSN 0961-2149; ISBN 978-1-873927-52-6



Proposant des comparaisons historiques et actuelles, ce livre analyse l'élaboration de politiques éducatives comme un processus international ouvert. L'ouvrage

démontre que, malgré les processus d'eupéanisation dans l'éducation européenne, le contexte national joue toujours un rôle important pour comprendre comment les politiques transnationales sont négociées, traduites, interprétées voire même contestées lorsqu'elles sont décontextualisées.

⇒ APPEL À CONTRIBUTIONS!

L'AIU invite ses Membres partout dans le monde à soumettre des ouvrages et autres publications pour que nous puissions les mentionner dans HEDBIB et AIU Horizons, les portant ainsi à l'attention de l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur.

Nous sommes impatients de recevoir vos contributions!

iau@iau-aiu.net



Décembre 2014

- 01-02** *Barcelone, Espagne*
X^e Séminaire annuel international – UOC-UNESCO Chair in Education and Technology for Social Change
<http://unescochair.blogs.uoc.edu/blog>
-
- 02-04** *Le Cap, Afrique du Sud*
Talloires Network Leaders Conference
www.tnlc2014.org/conference
-
- 03-05** *Sakarya, Turquie*
International Conference on Quality in Higher Education 2014
<http://www.icqh.net/>
-
- 03-04** *Londres, Royaume-Uni*
Conférence de OBHE: The Future of Public Private Partnerships in Higher Education
www.regonline.co.uk/Register/Checkin.aspx?EventID=1553344
-
- 03-05** *Singapour*
Conférence ASAIH 2014: Education Innovation for Knowledge-Based Economy: Curriculum, Pedagogy and Technology
<http://conference.ntu.edu.sg/asaihl/Pages/aboutAsaihl.aspx>
-
- 10-12** *Newport, Royaume-Uni*
Conférence SRHE pour la recherche 2014: Inspiring future generations: embracing plurality and difference in higher education
www.srhe.ac.uk/conference2014
-
- 10-11** *Bamako, Mali*
Colloque international ERNWACA: Education and Training for Integration, Peace and Socio-economic Development in Africa
www.rocare.org/colloque2014/web/
-
- 18** *Doha, Qatar*
2014 International Distance Education Conference University Missions: Reconfigurations, Interplay and Contradictions
www.id-ec.net

Janvier 2015

- 08** *Plymouth, Royaume-Uni*
Conférence EAUC: Education for Sustainability in Higher Education: Achievements and Prospects
www.eauc.org.uk

Février 2015

- 04-06** *Virginie, États-Unis*
7^e Conférence annuelle sur la pédagogie dans l'enseignement supérieur: Higher education teaching excellence and the scholarship of teaching and learning
<http://www.cider.vt.edu/conference/>
-
- 11** *Winnipeg, Canada*
Educational Developers Caucus (EDC) 2015: Reflecting on our Leap Beyond the Evidence
www.edc2015.ca/
-
- 15-18** *Washington, DC, États-Unis*
Conférence annuelle de AIEA: Leading Global Learning: envisioning new paradigms
www.aieaworld.org
-
- 16-18** *Dubai, Emirats Arabes Unis*
Innovation Arabia 8 Annual Conference 2015: Innovate, Collaborate, and Differentiate: Honoring the Past, Treasuring the Present, and Shaping the Future
www.innovationarabia.ae
-
- 25-27** *Vienne, Autriche*
Conférence PL4SD: The Social Dimension in Higher Education
www.pl4sd.eu/index.php/conference-25-27-february

Mars 2015

- 23-26** *Beijing, Chine*
Conférence and Exposition 2015 de l'Association Asie-Pacifique pour l'éducation internationale (APAIE): The New Paradigm of Engaging Asia Pacific Universities for Exchange and Cooperation in a Global Context: Challenges, Opportunities and Solutions
www.apaie.org/conference/2015/#sthash.9r0YzdBM.dpuf
-
- 30-31** *Oxford, Royaume-Uni*
Conférence UKCGE: 2nd International Conference on Developments in Doctoral Education and Training
www.ukcge.ac.uk



Avril 2015

- 16-17** *Hamilton, Nouvelle Zélande*
2015 International Higher Education Curriculum Design and Academic Leadership Symposia
www.houseofmontrose.co.nz/
-
- 18-21** *Dubai, Emirats arabes unis*
Conférence IUNC: Cognitive Approach to Internationalizing Higher Education
<http://iunc.net/conference/view/10>
-
- 25-29** *Mato Grosso, Brésil*
Conférence FAUBAI de 2015: Sustainable Partnerships through an Equitable Internationalization
www.faubai.org.br/conf/2015

Mai 2015

- 07-08** *Montréal, Canada*
6^e Réunion mondiale des associations (GMA VI): L'innovation sociale: défis et perspectives pour l'enseignement supérieur
www.iau-aiu.net/
-
- 11-14** *Johannesburg, Afrique du Sud*
Conférence ACU-SARIMA de 2015: Research and innovation for global challenges: the role of universities in strengthening development
www.acu.ac.uk/news-events/events/sarima-2015
-
- 24-25** *Boston, États-Unis*
NAFSA 2015: New Horizons in International Education
www.nafsa.org

Juillet 2015

- 09-11** *Madrid, Espagne*
22nd International Conference on Learning: What Counts as Learning? Big Data, Little Data, Evidence and Assessment
<http://thelearner.com/madrid-2015>
-
- 13-17** *Melbourne, Australie*
International Federation of Catholic Universities 25th General Assembly: Times change, values don't
www.acu.edu.au/623017
-
- 13-18** *Saint Paul, États-Unis*
Conférence 2015 Association on Higher Education and Disability (AHEAD): Diverse Perspectives Creating a Vision for the Future
<https://www.ahead.org/meet/2015-cfp>

Octobre 2015

- 28-30** *Sienna, Italie*
Conférence internationale 2015 de l'AIU: L'internationalisation de l'enseignement supérieur: aller au-delà de la mobilité
www.iau-aiu.net

Ce calendrier ne vous présente qu'une sélection des événements listés dans le **Calendrier général** que l'AIU propose en ligne (www.iau-aiu.net/fr/content/calendrier-général).

Pour proposer d'autres événements à mettre en ligne merci d'écrire à iau@iau-aiu.net.

////////////////////////////////////

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITÉS – AIU / BUREAU INTERNATIONAL DES UNIVERSITÉS. AU SERVICE DES MEMBRES INSTITUTIONNELS ET ORGANISATIONNELS ET LA COMMUNAUTÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE, L'AIU OFFRE UN FORUM DESTINÉ À CRÉER UNE COMMUNAUTÉ MONDIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR. ELLE VISE À PROMOUVOIR L'ÉCHANGE D'INFORMATIONS, D'EXPÉRIENCES ET D'IDÉES, TOUT EN CONTRIBUANT PAR LA RECHERCHE, PAR LES PUBLICATIONS ET LES RÉUNIONS À FAIRE PROGRESSER LE DÉBAT SUR LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

AIU HORIZONS – Eva Egron-Polak, Secrétaire-générale et Directrice exécutive /// Rédactrice en chef : Hilligje van't Land, dr. ès Lettres, Directrice, Adhésions et développement des programmes /// Assistante de rédaction : Élodie Boisfer, Chargée de programmes
 Traductions vers le français : François Agati /// Imprimeur : SEP, Nîmes, France /// Graphisme : Maro Haas
 ISSN version internet : 2076-3654



AIU Maison de l'UNESCO, 1, rue Miollis – F-75732, Paris cedex 15 – France Tel : + 33 1 45 68 48 00 – Fax : + 33 1 47 34 76 05
 Adresses électroniques : iau@iau-aiu.net – Site Internet : www.iau-aiu.net/fr

AIU Horizons est disponible en ligne sous format PDF : www.iau-aiu.net/association/fre/a_newsletter.html

CONFÉRENCES À VENIR

6^e RÉUNION MONDIALE DES ASSOCIATIONS (GMA 6)

Innovation sociale: défis et perspectives pour l'enseignement supérieur

Partenaires et hôte: Organisation universitaire interaméricaine (OUI-IOHE); Université de Montréal (UdeM)

Dates: 7-8 mai 2015

Lieu: Montréal, QC, Canada

Université  de Montréal



CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE L'AIU 2015 sous le haut patronage de la CRUI

Internationalisation de l'enseignement supérieur: Aller au-delà de la mobilité

Partenaires et hôte: Université de Sienne

Dates: 28-30 octobre 2015

Lieu: Sienne, Italie



15^e CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AIU

Enseignement supérieur: moteur pour des sociétés innovantes et durables

Hôte: Consortium d'universités thaïlandaises, sous la direction de l'Université Siam

Dates: 14, 15 et 16 novembre 2016

Lieu: Bangkok, Thaïlande



➔ POUR PLUS D'INFORMATION : www.iau-aiu.net

Contact: e.boisfer@iau-aiu.net

AIU – Maison de l'UNESCO | 1, rue Miollis 75732 Paris Cedex 15, France | Tel: +33 1 45 68 48 00